



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, VENDREDI, 7 DÉCEMBRE 1923

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, FRIDAY, 7TH DECEMBER, 1923

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
OFFICIELLE GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES:

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon receipt of the account, before the second publication,

qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

5523

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

5524

On peut se procurer, au bureau de l'Imprimeur du Roi, des copies reliées de la "Gazette officielle", depuis 1873 à 1916 inclusivement.

Prix donnés sur demande, pour toute la série ou par années. 2963—22-9

Bound copies of the "Official Gazette" may be obtained from the office of the King's Printer, from 1873 to 1916 inclusively.

Price on application for the whole set or for any one year. 2964—22-9

Bills privés, Assemblée législative.

Private Bills, Legislative Assembly.

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 3 décembre 1923 et présentés avant le 7 janvier 1924, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 27 décembre 1923 et reçues avant le 1er janvier 1924, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 21 janvier 1924.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 3rd December, 1923, and introduced before the 7th January, 1924; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 27th December, 1923, and received before the 1st January, 1924; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 21st January, 1924.

Québec, ce 2 novembre 1923.

Quebec, 2nd November, 1923.

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

L. P. GEOFFRION,
Clerk.

5877—46-5

5878—46-5

Lettres patentes

Letters patent

"Bolton & Kennedy, Limited".

"Bolton & Kennedy, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de novembre 1923, consistant en incorporation: William Ernest Bolton, agent d'immeubles, Robert Alexander Kydd, gérant, tous deux de la cité de Westmount, Howard E. Kennedy, agent d'immeubles, des cité et district de Montréal, P. Q., pour les fins suivantes:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of November, 1923, incorporating: William Ernest Bolton, real estate agent, Robert Alexander Kydd, manager, both of the city of Westmount, Howard E. Kennedy, real estate agent, of the city and district of Montreal, in the Province of Québec, for the following purposes:

Acquérir par achat, échange, bail ou tout autre

To acquire by purchase, exchange, lease or any

titre légal, et posséder, détenir, démolir, embellir, exploiter, louer, vendre, échanger ou autrement céder de la propriété immobilière, des limites forestières, des licences forestières, des pouvoirs d'eau et autre propriété mobilière et immobilière de toutes sortes et de toutes descriptions, faire affaires comme agents d'immeubles et agents financiers, et agir comme agents aux fins de vendre, louer, gérer et administrer de la propriété immobilière, et agir comme experts et évaluateurs en immeubles, et charger des taux et des commissions pour chacun et pour tous services rendus à d'autres personnes, relativement à aucune des choses mentionnées ci-dessus ou mentionnées ci-après;

Construire sur les terrains appartenant à la compagnie ou dans lesquels elle peut être intéressée de quelque manière que ce soit, ou sur la propriété de ses clients, des édifices qui pourront être utilisés pour toutes fins, et entretenir, surveiller, mettre en œuvre, louer, sous-louer, vendre et autrement disposer de toutes telles bâtisses ainsi construites et de tous autres édifices possédés ou loués par la compagnie, et faire affaires comme constructeurs, contracteur et pourvoyeurs de matériaux.

Disposer de toutes rues, carrés ou terrains en faveur de personnes ou de municipalités, sous tels termes et conditions que la compagnie jugerait raisonnables, et faire des, ou entrer en arrangement, ou faire des contrats pour paver, macadamiser, niveler, réparer, nettoyer, arroser les rues et les chemins publics, et pour la construction, l'ouverture, la réparation de conduites, citernes, drainage ou égouts;

Aider au moyen de garanties, ou autrement avancer des fonds au moyen de prêt ou prêts, aux clients et autres, ayant des relations avec la compagnie, et à l'acheteur ou aux acheteurs ou aux locataires de toute partie de la propriété de la compagnie, pour des fins de construction ou autres améliorations sur icelle; aider par des avances de fonds à la construction et à l'entretien de chemins, rues, ruelles, aqueducs, drainage, égouts et autres travaux, destinées à donner un meilleur accès à la propriété de la compagnie, et en augmenter la valeur;

Distribuer aux actionnaires, au moyens de dividendes ou boni, en espèces, en actions totalement acquittées ou de toute autre manière recommandable, toute propriété ou tous revenus provenant de la vente ou de la disposition de toute propriété de la compagnie;

Payer pour toutes propriétés, immunités, privilèges, baux ou droits quelconques acquis par ou pour la compagnie, et pour des services rendus et des travaux faits pour la compagnie, comprenant la construction de la totalité ou d'une partie des édifices érigés par et pour la compagnie en bons ou actions de la compagnie, ou partiellement en bons et partiellement en actions;

Acquérir et se charger de la totalité ou de toute partie de la propriété et de l'entreprise, comprenant la clientèle et autres droits de toutes personnes, firmes, associations ou corporations possédant des pouvoirs semblables à ceux de la présente compagnie, ou avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et les payer en argent, en actions ou en bons de la présente corporation ou autrement; s'unir à toute compagnie possédant des pouvoirs semblables à ceux de la présente compagnie, sous les clauses, et conditions qui pourraient être agréées, et assumer les obligations de toute personne, firme ou compagnie endettées envers la compagnie ou transigeant toute affaire semblable à celle de cette compagnie;

other legal title and to possess, hold, demolish, embellish, exploit, rent, sell, exchange or otherwise make over real estate, timber limits, timber licenses, water powers and other moveable and immovable property of all kinds and description, to carry on the business of real estate and financial agents and act as agents for the purpose of selling, leasing, managing and administering immovable property and to act as real estate experts and valuers and charge fees and commissions for all and any services rendered to others in connection with any of the foregoing or hereinafter mentioned matters;

To construct on the lands belonging to the company, or in which it may be interested in any way whatever, or on the property of its customers, buildings to be used for any purposes whatever, and maintain, superintend work, rent, sublet, sell and otherwise dispose of all buildings so constructed and all other buildings owned or leased by the company, and to carry on the business of builders and contractors and supplies of material;

To dispose of any streets, squares or lands in favour of persons or municipalities, upon such terms and conditions as the company may think fit, and to make and enter into any agreement or contracts; for paving, macadamizing, grading, repairing, cleaning and watering streets and highways, and for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains or sewers;

To assist by way of guaranty or otherwise advance moneys by way of loan or loans to customers and others having dealings with the company and to the purchaser or purchasers or lessors of any part of the company's property for purposes or building or other improvements thereon; to aid by advances of money the construction and maintenance of roads, streets, lanes, waterworks, drains, sewers and other works calculated to give better access to the property of the company and to enhance its value;

To distribute by way of dividend or bonus among the shareholders in specie, in fully paid up shares or in any other manner deemed advisable, any property of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company;

To pay for all properties, immunities, privileges, leases or rights whatsoever acquired by or for the company and for services rendered and work done for it, including the construction of the whole or part of the buildings erected by and for the company in bonds or shares of the company or partly in bonds and partly in shares;

To acquire and take over the whole or part of the property and undertakings, including goodwill and other rights of all persons, firms, associations or corporations having powers similar to those of the present company, or with which the company may have business relations, and to pay for the same in cash, shares or bonds of the present corporation or otherwise; to unite with any company having powers similar to those of the present company under the clauses and conditions which may be agreed upon and to assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company or transacting any business similar to that conducted by this company;

Investir et disposer des fonds disponibles de la compagnie de toute manière qui, de temps en temps, serait fixée;

Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer par des paiements en argent ou par l'émission d'actions acquittées de la compagnie, ou par des bons ou des débentures, ou de toute autre manière, toute personne ou corporation, pour services rendus en plaçant ou en aidant à placer, ou en assurant le placement d'une partie du capital-actions de la compagnie, ou pour toutes obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à sa formation ou à sa promotion, ou autrement;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie d'icelle, pour toute considération que la compagnie jugerait raisonnable et spécialement pour des parts, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie;

Faire toutes choses nécessaires, recommandables ou propres à l'accomplissement ou à la réalisation des objets ci-dessus exposés;

Les affaires ci-dessus, les pouvoirs et les fins de la compagnie seront censés être multiples et ne dépendant pas les uns des autres, et la compagnie pourra poursuivre ou exercer un ou plusieurs des tels objets, tels pouvoirs et telles fins, sans égard pour les autres; aucune clause ne sera limitée dans ses généralités ou autrement restreinte relativement à toute autre clause, ou à tels objets, à tels pouvoirs ou à telles fins, sous le nom de "Bolton & Kennedy, Limited", avec un capital-actions de la compagnie sera de dix mille (\$10,000.00) piastres, divisé en cent (100) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie proposé sera dans la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

6217

C.-J. SIMARD.

"Hudsons, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de novembre 1923, constituant en corporation: Max Bernfeld, Philip Meyerovitch, avocats, Harry Batshaw, étudiant, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce général, comme marchands en gros et en détail, manufacturiers et commerçants de confections pour dames, tissus et merceries, avec le pouvoir de transiger toute affaire de même nature;

Acheter, prendre ou louer ou autrement acquérir tous intérêts dans tous terrains, bâtisses, travaux, machines ou propriétés qui pourraient être utiles aux fins de la compagnie;

Eriger et construire des bâtisses, des travaux et des machines, en rapport avec les fins de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir toutes autres propriétés, tous droits et tout intérêt se rapportant aux fins ci-dessus;

Acquérir toutes marques de commerce, dessins industriels, patentes, droits de patente, licences, privilèges ou autorités pour, ou relativement à toute invention qui semblerait utile à la compagnie;

Hypothéquer, engager, vendre, louer ou alié-

To invest and dispose of the funds of the company which are not immediately required in any manner which shall be decided from time to time;

With the approval of the shareholders, to compensate by payments in cash or by the issue of paid-up shares of the company or by bonds and debentures or in any other way, every person or corporation for services rendered in disposing of, or in assisting in the disposal of, or in securing the disposal of part of the capital stock of the company, or of all obligations or other values of the company, or relating to the formation or promotion of the company or otherwise;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities or any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To do all things necessary, suitable and proper for the accomplishment of the purposes or to attain the objects above set forth;

The above objects, powers and purposes of the company shall be deemed to be several and not dependent on each other and the company may pursue or carry on any one or more of such objects, powers and purposes without regard to the others of them and no clause shall be limited in its generality or otherwise contracted having regard to any other clause or such objects, powers or purposes, under the name of "Bolton & Kennedy, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of November 1923.

C. J. SIMARD,

6218

Assistant Provincial Secretary.

"Hudsons, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of November, 1923, incorporating: Max Bernfeld, Philip Meyerovitch, advocates, Harry Batshaw, student, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on general business as wholesale and retail dealers, manufacturers and merchants in ladies' ready to wear, textiles and dry goods, with power to transact all business of a similar nature;

To purchase, take or lease, or otherwise acquire any interests in any lands, buildings, works, machinery, or properties that may be useful for the purposes of the company;

To erect and construct buildings, works, and machinery in connection with the purposes of the company;

To purchase, or otherwise acquire, any other properties, rights and interest for any of the purposes aforesaid;

To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges or authorities for or in respect of any invention which may be deemed useful to the company;

To mortgage, pledge, sell, let or dispose of any

ner aucun des terrains, travaux, marques de commerce, dessins industriels, patentes, droits de patentes ou autres droits de la compagnie;

Détenir et posséder des actions et des valeurs dans toute autre compagnie, ou exerçant un commerce d'une nature semblable, ou les vendre ou autrement en trafiquer;

Faire des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les aventures conjointes, les concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée dans, ou sur le point d'exercer un commerce ou de s'engager dans toute affaire ou transaction, dans laquelle cette compagnie est autorisée à s'engager, ou qu'elle a le droit d'exercer, et prendre ou autrement acquérir des actions et des valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou autrement en trafiquer;

Acquérir de toute personne, firme ou corporation, toute affaire d'une nature semblable ou se rapportant au commerce ci-dessus, et émettre des actions totalement libérées en paiement ou partie de paiement du prix d'achat d'icelle;

Prendre et acquérir et détenir des garanties de toute nature et de toutes sortes, réelles ou personnelles, pour des dettes, engagements ou obligations envers la compagnie, encourus ou pouvant être contractés en rapport avec les fins et objets de la compagnie;

Faire chacune et toutes affaires et choses nécessaires, convenables et propres à, ou relativement à l'achat, la vente, l'importation et la manufacture de produits semblables aux produits vendus par les marchands de merceries, et, généralement faire affaires comme marchands et manufacturiers de merceries, sous le nom de "Hudsons, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent (\$100.00) piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

6221

C.-J. SIMARD.

"Michaud & Cie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de novembre 1923, constituant en corporation: Oswald Michaud, manufacturier, Swita Michaud et Albert Leblanc, comptables, tous trois de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Fabriquer des pianos, phonographes ou autres instruments de musique et des appareils de radio au complet ou par parties, et en fabriquer généralement soit pour son propre compte ou à titre d'agent d'autres personnes ou compagnies;

Réparer ou reconstruire tout instrument de musique usagé, les acheter, vendre ou en trafiquer de toute autre façon, entreprendre toutes sortes de travaux d'ébénisterie et de menuiserie;

Acheter et vendre des œuvres musicales, les éditer, imprimer et publier, acheter et vendre des records, des disques, des rouleaux ou autres accessoires pour phonographes, pianos automatiques ou autres instruments, et faire le commerce de la musique sous toutes ses formes;

Organiser ou diriger des concerts et représentations musicales, enseigner la musique et le chant, faire des contrats ou arrangements avec les conservatoires, les instituts musicaux ou au-

of the lands, works, trade marks, industrial designs, patents, patent rights, or other properties of the company;

To hold and own shares and securities in any other company or carrying on business of a like nature, or to sell or otherwise deal with the same;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

To acquire from any person, firm or corporation any business of a like nature or incidental to the foregoing and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

To take and acquire, and hold security of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, incurred or to be incurred in respect of the purposes and objects of the company;

To do any and all matters and things necessary, fit and proper in and about the purchase, sale, importation, and manufacture of goods of the nature sold by dry goods merchants, and generally to carry on the business of dry goods merchants and manufacturers, under the name of "Hudsons, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of November, 1923.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

6222

"Michaud & Cie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of November, 1923, incorporating: Oswald Michaud, manufacturer, Swita Michaud and Albert Leblanc, accountants, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture pianos, phonographs or other musical instruments and radio apparatuses, in whole or in part, and to generally manufacture the same either for its own account or as agents for other persons or companies;

To repair or rebuild any second hand musical instruments, buy, sell, or deal in the same in any other manner, undertake all kinds of cabinet-making and joinery-work;

To buy and sell musical works, to edit, print and publish the same, buy and sell records, music in rolls or other accessories for phonographs, automatic pianos or other instruments, and to carry on a musical business in all branches thereof;

To organize or direct concerts and musical representations, teach music and singing; enter into contracts or arrangements with conservatories, musical institutes or other institutions,

tres institutions, les subventionner ou les aider au moyen de dons ou autrement dans le but d'encourager la culture de la musique et du chant;

Acheter, importer, prendre à bail ou se procurer à tout autre titre, vendre, exporter, louer, préparer ou faire fabriquer les matériaux, pièces, outils, machines, appareils, moteurs ou autres accessoires, les marques de commerce, brevets d'invention, dessins, ou procédés de fabrication se rapportant à l'industrie et au commerce précités;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement et posséder les meubles et immeubles nécessaires aux opérations de la compagnie, les hypothéquer ou en disposer, construire, améliorer et installer des fabriques, ateliers, entrepôts, magasins et dépendances pour le même objet;

Acquérir par voie d'achat ou autrement et exploiter le commerce, l'industrie, l'achalandage, les franchises, droits et privilèges de tout individu ou corporation faisant un négoce similaire ou connexe à celui de la présente compagnie;

Faire société ou toute autre convention ou traité relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts ou à la coopération, se fusionner totalement ou partiellement avec d'autres personnes ou compagnies se livrant à des affaires susceptibles de se rattacher directement ou indirectement à celles de la présente compagnie;

Consentir des avances d'argent aux clients ou à d'autres personnes ou corporations en relation d'affaires avec la présente compagnie, cautionner ou garantir l'exécution des contrats et engagements de telles personnes ou corporations;

Aider toute organisation créée dans le but de secourir les employés de la compagnie, soit par des contributions en argent ou autrement;

Payer les droits, privilèges, choses, biens meubles ou immeubles acquis ou loués par la compagnie, ou les services à elle rendus en numéraire ou par actions libérées ou par obligations;

Emprunter sur hypothèque ou nantissement ou autrement s'obliger, émettre des obligations, les vendre ou autrement les céder, tirer, souscrire, endosser, accepter et escompter des billets, lettres de change, chèques ou autres effets négociables;

Vendre, échanger ou louer toute partie de son entreprise, sous le nom de "Michaud & Cie, Limitée", avec un capital total de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

6223

C.-J. SIMARD.

subsidize or assist the same by means of donation or otherwise for the purpose of encouraging culture, music and singing;

To buy, import, take on lease or procure under any title, sell, export, lease, prepare or cause the manufacture of materials, parts, tools, machines, apparatuses, motors or other accessories, trademarks, patents, designs or processes of manufacture connected with the above trade and business;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise and to possess the movables and immovables necessary for the operations of the company, hypothecate or dispose of the same, construct, improve and install factories, shops, warehouses, stores and dependencies and for the same object;

To acquire by way of purchase or otherwise and carry on the business, industry, good-will, franchises, rights and privileges of any individual or corporation carrying on a business similar or germane to the business of the present company;

To enter into partnership or into any other agreement or bargain for sharing of profits, union of interest or co-operation, to amalgamate wholly or partly with other persons or companies carrying on any business calculated directly or indirectly to be connected with those of the present company;

To make advances of money to customers or other persons or corporations having dealings with present company, go security for or guarantee the performance of contracts and engagements of such persons or corporations;

To assist any organization created with a view to help the employees of the company either by cash contributions or otherwise;

To pay for the rights, privileges, things, movable or immovable property acquired or leased by the company or for services rendered to it in cash or in paid up shares or in bonds;

To borrow on hypothec or lien or otherwise become liable, issue bonds, sell or otherwise transfer the same, draw, underwrite, endorse, accept and discount notes, bills of exchange, cheques or other negotiable instruments;

To sell, exchange or lease any part of its undertaking, under the name of : Michaud & Cie, Limitée", with a total capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred shares (300) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of November, 1923.

C. J. SIMARD,

6224

Assistant Provincial Secretary.

"Gastonguay & Gallant, Limitée—Gastonguay & Gallant, Limited".

"Gastonguay & Gallant, Limitée—Gastonguay & Gallant, Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de novembre 1923, constituant en corporation: Ludger Gallant, marchand, Saint-Alexis, Arthur Gastonguay, Gaspard Gastonguay, marchands, Saint-André, Restigouche, Eléodore Morency, courtier, René Bélanger, comptable, ces deux derniers des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer, transformer, acheter, vendre, importer, exporter ou échanger, faire le commerce de gros et en détail de toutes sortes de grains, foin,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of November, 1923, incorporating: Ludger Gallant, merchant, of Saint Alexis, Arthur Gastonguay, Gaspard Gastonguay, merchants, Saint André, Restigouche, Eléodore Morency, broker, René Bélanger, accountant, these last two of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, transform, buy, sell, import, export or exchange and deal wholesale and retail in all kinds of grain, hay, groceries, provisions,

épicerie, provisions, bois de pulpe, papier et de toutes sortes de produits chimiques et de marchandises, effets, articles et biens de tous genres et en disposer de la façon que la compagnie jugera dans ses intérêts; manufacturer, produire, acheter, vendre ou échanger tous produits de tabac, cigares, cigarettes, ainsi que toutes autres marchandises ou articles qui sont en rapport avec ce genre de manufacture ou commerce;

Entreposer (storage, cold storage) pour la compagnie ou pour d'autres compagnies ou des individus, toutes sortes de marchandises ou produits quelle qu'en soit la nature;

Faire les affaires ci-haut énumérées comme agents à commission et courtiers, pour acheter, vendre, échanger ou administrer toutes sortes de commerce ou manufacture;

Construire, maintenir, exploiter des élévateurs à grains, élévateurs à charbon et moulins à farine;

Construire, maintenir et exploiter des garages vendre, acheter, réparer, convertir, modifier, louer, disposer d'automobiles, compresseurs, machines agricoles, presses et articles de quincailleries de tous genres;

Construire, acheter, posséder, détenir, louer, affréter, employer, naviguer, gérer, exploiter, maintenir et réparer bateaux de tous genres, y compris des chalands et traversiers;

Posséder des immeubles, mobiliers, outillages ou toutes valeurs nécessaires pour l'industrie ou le commerce de la compagnie, soit pour son administration ou à titre de valeurs commerciales ou comme garantie;

Acquérir tout brevet d'invention, marque de fabrique ou commerce, pouvoir d'eau, pouvoir électrique, licence, concession conférant des droits exclusifs ou non-exclusifs de pouvoir payer aucune ou toutes ces acquisitions avec des parts du fond capital ou des débetures de la compagnie, en obligations ou autrement;

Acquérir comme industrie active ou autrement et aux clauses et conditions qui seront agréées, les affaires de tout individu, maison ou société faisant un commerce de spécialité, de gros ou de détail, d'épicerie, de grains, foin, provisions ou de tous autres produits alimentaires ou de ferronnerie et de matériaux de construction;

Océroyer des gratuités en espèces ou autrement aux actionnaires et aux employés de la compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement, selon que la chose sera décidée par les actionnaires, tous biens de la compagnie, entre ses membres et particulièrement les actions, les obligations, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie formée dans le but de prendre à son nom la totalité ou une partie de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

Placer et affecter des deniers disponibles de la compagnie en la manière qui sera déterminée de temps à autre par les actionnaires;

Faire des avances de fonds, garantir les contrats, ou autrement aider les clients ou autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et acquérir et détenir des valeurs de toutes sortes, mobilières ou immobilières, pour créances, engagements ou obligations dus à la compagnie;

Se fusionner avec toute compagnie faisant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Former d'autres compagnies dans le but d'étendre le commerce et l'industrie de la présente compagnie, posséder des actions et débetures d'autres compagnies faisant le même genre d'affaires;

Faire tout ce qui sera nécessaire, conveuable ou propre à l'accomplissement des fins, ou de nature à atteindre l'un quelconque des objets ci-dessus

pulp wood, paper and in all kinds of chemical products and merchandise, goods and wares and property of every kind, and to dispose of the same in such manner as the company may think to be in its interests; to manufacture, produce, buy, sell, or exchange any tobacco products, cigars, cigarettes as well as all other merchandise or articles connected with such manufacture or business;

To place in cold storages for the company or for other companies or individuals, all kinds of merchandises or products of any nature whatsoever;

To carry on the above business as commission agents and brokers for buying, selling, exchanging or managing all kinds of business or manufacture;

To construct, maintain, operate grain and coal elevators and flour mills;

To construct, maintain and operate garages, sell, buy, repair, convert, alter, lease, dispose of automobiles, compressors, farm implements, presses and hardware of every kind;

To construct, buy, possess, hold, lease, charter, use, navigate, manage, operate, maintain, and repair vessels of every kind, including scows and ferry-boats;

To possess immovables, movables, equipment, or any other property necessary for the industry or business of the company, either for its own administration or as commercial securities or as guarantee;

To acquire any patent trade-mark or trade name, waterpowers, electric power, license, concession conferring exclusive or non-exclusive rights with the power to pay any or all such acquisitions with shares of the capital stock or debentures of the company or bonds or otherwise;

To acquire as a going concern or otherwise and upon such terms and conditions as may be agreed upon, the business of any individual, firm or partnership carrying on a wholesale or retail business in groceries, grain, hay, provisions or any other food products or in hardware and building materials;

To grant gratuities, in specie or otherwise, to the shareholders or employees of the company;

To distribute in specie or in otherwise, as may be resolved by the shareholders, any property of the company among its members and in particular the shares, bonds, debentures and other securities of any other company formed for the purpose of taking over the whole or any part of the assets or liabilities of the present company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined by the shareholders;

To make advances of money to, guarantee the contracts of or otherwise assist the customers or other persons having dealings with the company and to acquire and hold securities of every kind, movable or immovable, for claims, debts, or obligations owing to the company;

To amalgamate with any company carrying on a business altogether or partly similar to that of the company;

To promote other companies with a view to extend the business or industry of the present company, possess shares and debentures of other companies carrying on the same kind of business;

To do all and everything necessary, suitable or proper for the accomplishment of any of the purposes or attainment of any one or more of the

énumérés, ou qui semblera profitable à la corporation à une époque quelconque et en général exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la corporation jugera capable d'être convenablement exercée en rapport avec l'industrie ci-dessus ou censée accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la corporation ou les rendre profitables;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger aliéner, tous les biens meubles et immeubles, nécessaires aux fins de la compagnie, et disposer des dits biens de toute façon;

Souscrire, acheter, endosser, négocier toutes lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir, posséder, louer, garantir, vendre ou échanger des actions, stock ou débetures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

Faire toutes autres choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation;

Faire toutes ou aucune des choses ci-dessus comme principaux agents, entrepreneurs ou autrement et par l'entremise de fidéicommissaires, agents, ou autrement, et seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Gastonguay & Gallant, Limitée—Gastonguay & Gallant, Limited", avec un capital total de soixante-quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Saint-Alexis, Co. Bonaventure, district de Gaspé.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
6219 C.-J. SIMARD.

objects herein enumerated, or which may at any time appear profitable to the company and generally carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the property or rights of the company;

To acquire, receive, possess, lease, exchange, alienate all the movable and immovable property necessary for the purposes of the company and to dispose of the same in any manner;

To underwrite, buy, endorse, negotiate any bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire, possess, lease, pledge, sell or exchange shares, stock or debentures or securities of any corporation carrying on the same kind of business of the present company;

To do all other things and exercise all powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated;

To do all or any of the above things as principal agents, contractors or otherwise and by and through trustees, agents of otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Gastonguay & Gallant, Limitée—Gastonguay & Gallant, Limited", with a total capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Saint Alexis, Bonaventure Co., district of Gaspé.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of November 1923.

C. J. SIMARD,
6220 Assistant Provincial Secretary.

" St. John Hay, Grain & Feed Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de novembre 1923, constituant en corporation: Gustave Fleury, courtier, 236, rue Saint-Denis, Jean-C. Pelletier, architecte, 326, rue Wolfe, David Goldberg, contracteur, 124, rue Prince-Arthur, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire en général le commerce d'importation ou d'exportation des provisions, des produits maraîchers et de la ferme; cultiver, produire, manufacturer, acheter, vendre et autrement trafiquer les grains, graines, aliments, céréales, farine, produits maraîchers, foin, paille, herbes, racinages, fruits et provisions en gros ou en détail, et du lait condensé, évaporé et manufacturé sous toutes autres formes; du lait frais et tous ses sous-produits; du bétail et le commerce des animaux en général; du charbon, du bois de chauffage et de construction;

Construire, acquérir, louer, opérer, vendre, échanger ou autrement disposer, en tout ou en partie, d'élevateurs, entrepôts et magasins, avec toute la machinerie, l'équipement et l'outillage nécessaires à l'entreposage des grains, graines, farine, des produits maraîchers, de la ferme ou laitiers, céréales, des produits des grains, et leurs sous-produits; améliorer, réparer et gérer les dites propriétés et bâtisses;

Faire l'achat de bateaux, barges et accessoires, et autres moyens de transport pour les fins de tel commerce; prendre et détenir les hypothèques,

" St. John Hay, Grain & Feed Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1923, incorporating: Gustave Fleury, broker, 236 Saint Denis street, Jean C. Pelletier, architect, 326 Wolfe street, David Goldberg, contractor, 124 Prince Arthur street, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general import or export business in provisions, garden and farm produce; to cultivate, produce, manufacture, buy, sell and otherwise deal in grain, seeds, foods, cereals, flour, garden produce, hay, straw, herbs, roots, fruits and provisions, by wholesale or retail, condensed, powdered and milk manufactured under any other forms; fresh milk and all by-products thereof; cattle and live stock generally; coal, firewood and lumber;

To construct, acquire, lease, operate, sell, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, elevators, warehouses and stores with all the machinery, plant and equipment necessary for the storing of grain, seeds, flour, garden, farm or dairy products, cereals, grain products and their by-products; to improve, repair and manage the said properties and buildings;

To buy boats, barges and accessories and other means of transportation for the purposes of such business; to take and hold hypothecs, mortgages

obligations, garanties sur tous bateaux, barges pour toutes dettes dues à la compagnie ou avances faites par elle;

Acquérir, construire, maintenir et ériger toutes bâtisses, bateaux, barges, chars ou autres véhicules mûs par la vapeur ou l'électricité ou autrement, pour les fins de la compagnie;

Traffiquer, importer, fabriquer, acquérir par achat ou autrement, réparer, louer, emmagasiner, exploiter, vendre ou autrement disposer de toutes sortes de machines et machineries actionnées par la vapeur, le gaz, l'électricité ou autrement, ainsi que de tous instruments, outils, articles, produits ou procédés nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

Demander et recevoir ou acquérir par décret, concession, cession, transfert, bail ou autrement, et exercer, continuer le privilège de tous statuts, ordonnances ou concessions, patentes, licences, pouvoirs ou autorité, franchise, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité, suprême, municipal ou local, ou toute corporation ou corps public pourrait décréter, donner ou accorder, et de payer, aider et contribuer à les rendre effectifs et de donner des parts de la compagnie, obligations et valeurs, pour défrayer le coût et les frais et dépenses nécessaires encourus;

Demander, acheter ou autrement acquérir toutes patentes, brevets d'invention, concessions, licences, baux ou l'équivalent, conférant tous droits exclusifs ou non exclusifs ou limités, de faire usage de toute information ou secret concernant toute invention qui serait jugée utile aux besoins de la compagnie, ou dont l'acquisition serait calculée directement ou indirectement être au bénéfice de la compagnie, et de les payer en parts ou autres valeurs de la compagnie, et de faire usage, exercer, développer, accorder des licences en conséquence, ou autrement se servir de la propriété, des droits, intérêts ou informations ainsi acquis;

Acheter ou autrement acquérir les actions, bons, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation, et les payer en actions, bons, obligations ou autres valeurs de cette compagnie et détenir, vendre, voter ou autrement traffiquer les actions, bons, obligations ou autres valeurs ainsi achetés, et garantir le paiement du capital ou des dividendes et intérêts des dites actions, bons, obligations ou autres valeurs, et promouvoir toute compagnie ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant un commerce qui pourrait être directement ou indirectement avantageux à cette compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété, franchises, droits, entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, bons, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant les mêmes fins, en tout ou en partie, de cette compagnie;

S'unir à toute autre compagnie exerçant un commerce ou industrie semblable en tout ou en partie à celui ou celle de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, exercer, et jouir en son nom propre ou au nom des personnes, compagnies, si elles sont dûment autorisées à cela, pour ou partie de la propriété, franchise, achalandage, droits, pouvoirs et privilèges détenus par toutes personnes, compagnie ou compagnies exerçant ou devant exercer un commerce semblable, ou en partie semblable à celui que cette compagnie est autorisée d'exercer, et de payer pour telles propriétés, franchises, achalandage et droits, pouvoirs et privilèges, en

and securities upon any boats, barges for any debts owing to the company or advances made by it;

To acquire, construct, maintain and erect any buildings, boats, barges, cars or other vehicles propelled by steam or electricity or otherwise for the company's purposes;

To deal in, import, manufacture, acquire by purchase or otherwise, repair, lease, store, operate, sell or otherwise dispose of all kinds of machines and machineries driven by gas, electricity or otherwise, as well as all instruments, tools, articles, products or processes necessary or useful for the company's purposes;

To apply for and receive or acquire by enactment, concession, assignment, transfer, lease or otherwise and to exercise and enjoy any statute, ordinance or concession, patent, license, power or authority, franchise, right or privilege which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or public body may enact, give or grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and securities to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, licenses, concessions, leases and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to pay for the same with shares or other securities of the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, interests or information so acquired;

To buy or otherwise acquire the shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation and to pay for the same in shares, bonds, debentures or other securities of this company and to hold, sell, vote upon or otherwise deal with the shares, bonds, debentures or other securities thus bought, and to guarantee the payment of the capital of or dividends or interests on the said shares, bonds, debentures or other securities and to promote any company or corporation having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company, in whole or in part, for such consideration as the company may think proper and in particular for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To amalgamate with any other company carrying on any trade or business altogether or partly similar to that of the company;

To buy, lease or otherwise acquire and hold, exercise and enjoy in its own name or in the name of any persons, companies, if duly authorized so to do, all or part of the property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges held by any person, company or companies carrying on or about to carry on a business similar or partly similar to that which this company is authorized to carry on, and to pay for such property, franchise, goodwill and rights, powers and privileges, wholly or partly in cash, or in fully or partly paid

tout ou en partie comptant, en tout ou en partie en parts libérées de la compagnie ou autrement, et assumer le passif de telles personnes, compagnie ou compagnies;

Emettre des actions libérées, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel d'aucune propriété, droits, servitude pouvant être acquis par la compagnie, ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou travaux faits pour la compagnie ou pour le paiement ou le règlement des dettes ou des engagements dus par la compagnie;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou utiles à l'accomplissement des objets ci-dessus énumérés;

Faire toutes ou chacune des choses ci-haut mentionnées comme propriétaires, agents ou procureurs;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements ou autres instruments négociables et transférables;

Obtenir que la compagnie soit enregistrée, licenciée ou autrement reconnue dans tout pays étranger et désigner et nommer en conséquence des procureurs ou représentants de cette compagnie ayant plein pouvoir de représenter cette compagnie dans toute affaire en rapport avec les lois des dits pays étrangers et d'accepter pour et au nom de la compagnie toute signification de procès et poursuite, sous le nom de "St. John Hay, Grain & Feed Company," avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Jean, comté d'Iberville, Qué., dans le district de Saint-Jean.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
6225 ALEXANDRE DESMEULES.

"The Plessisville Lumber Coy, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1923, constituant en corporation: Napoléon Grégoire, commerçant, Norah Stafford, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Herman I. Hymans, Louis Houde, avocat, tous du village de Plessisville, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire et exercer un commerce général de bois, de moulins, d'établissements où l'on travaille le bois, sous toutes ses formes, y compris la coupe, le flottage, le sciage, l'équarrissage, la fabrication, le transport, l'achat et la vente du bois, des produits forestiers et des essences de toutes les catégories et espèces, la fabrication et la vente des effets et articles totalement ou partiellement faits de bois, y compris aussi la confection du bois de pulpe ainsi que de tous les articles qui en sont composés; aussi un négoce général de gros et de détail;

Faire toutes autres choses qui se rattachent à ses objets, avec pouvoir de construire, bâtir, outiller, établir, entretenir et exploiter des moulins, scieries, fabriques de bois, maisons, magasins, entrepôts, forges et usines ainsi que tous autres bâtiments et les structures nécessaires ou propres à la réalisation des divers objets et fins de la corporation projetée;

Posséder, acquérir et céder par vente, bail ou

up shares of the company or otherwise and to take over the liabilities of such persons, company or companies;

To issue paid up shares, bonds, debentures, debenture-stock or other securities of the company in full or part payment of any property, rights, easements which may be acquired by the company, or, with the approval of the shareholders, for services rendered or work done for the company or in payment of or as the satisfaction of any debts and liabilities owing by the company;

To do all things necessary, suitable or proper for the attainment of the above objects;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, and other negotiable or transferable instruments;

To procure the company to be registered, licensed or otherwise recognized in any foreign country and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives of this company, with full power to represent this company in all matters according to the laws of such foreign country, and to accept for and on behalf of this company service of any process or suit, under the name of "St. John Hay, Grain & Feed Company" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Saint John's, Iberville county, in the district of Saint John.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of November, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
6226 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The Plessisville Lumber Coy, Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1923, incorporating Napoléon Grégoire, trader, Norah Stafford, wife separate as to property of marriage contract of Herman I. Hymans, Louis Houde, advocate, all of the village of Plessisville, Province of Quebec, for the following purposes:

To do and carry on a general lumber business, and to deal in mills and wood-working establishments, and to carry on the cutting, floating, sawing, squaring, manufacturing, transporting, buying and selling of wood, forest products and species of wood of all classes and kind, the manufacturing and selling of goods and wares wholly or partly made of wood, including also the making of pulp-wood and all articles made therefrom; also to carry on a general wholesale and retail business;

To do all such other things as are incidental to its objects, with power to erect, build, equip, establish, maintain and operate mills, saw-mills, wood factories, houses, stores, warehouses, blacksmith's shop and works as well as all other buildings and structures necessary or suitable for the attainment of the various objects and purposes of the projected company; to possess, acquire and transfer by sale, lease or other title of

autre titre de quelque nature qu'il soit, des forêts, des terrains, des pouvoirs d'eau, des moulins, des magasins et faire le commerce général de marchandises;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, des franchises, de l'achalandage, des droits et privilèges que possèdent et dont jouissent aucune personne, société ou corporation exerçant aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de la présente corporation, et les payer, soit totalement soit partiellement en numéraire, ou totalement ou partiellement en obligations, en actions libérées ou avec d'autres valeurs de la compagnie, ou autrement, ou assumer le passif d'aucune telle personne, société ou corporation;

Se fusionner avec aucune autre corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire toutes autres choses se rattachant ou tendant à la réalisation des fins ci-haut, sous le nom de "The Plessisville Lumber Coy. Ltd", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Plessisville, comté de Mégantic, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

6227 C.-J. SIMARD.

any nature whatever, forests, lands, waterpowers, mills, stores, and to carry on a general merchandising and business;

To buy, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, good-will, rights and privileges held or enjoyed by any person, partnership or corporation carrying on any business that the present company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the present corporation, and to pay for the same wholly or partly in cash or in wholly or partly in bonds, paid up shares or other securities of the company or otherwise and to take over the liabilities of any such person, firm or company;

To amalgamate with any other corporation the objects of which are altogether or partly similar to those of the present company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Plessisville Lumber Coy. Ltd", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Plessisville, county of Megantic, district of Arthabaska.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1923.

C. J. SIMARD,

6228 Assistant Provincial Secretary.

"The Chauvin Bag Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de novembre 1923, constituant en corporation: John Joseph Meagher, Harold Earle Walker, conseils du Roi, et Ernest Howard Cliff, avocat, tous de la cité de Montréal, province de Québec, pour les fins suivantes:

Manufacturer, préparer, faire, acheter, vendre et trafiquer de toutes sortes de produits, denrées et marchandises et de tous articles de trafic ou de commerce;

Faire affaires comme marchands généraux et agents de manufacturiers;

Exercer aucune autre industrie manufacturière ou autre que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits et produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou de toute partie des affaires, de la propriété et des engagements de toute personne ou compagnie, exerçant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou possédant de la propriété convenant aux fins de cette compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, limité ou illimité à l'usage d'aucun secret, ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, recette ou procédé qui sembleront propres à servir à aucun des objets de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, dé-

"The Chauvin Bag Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of November, 1923, incorporating: John Joseph Meagher, Harold Earle Walker, King's Counsels, and Ernest Howard Cliff, advocate, all of the city of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, prepare, make, buy, sell and deal in all kinds of goods, wares, merchandise and articles of trade or commerce;

To carry on business as general merchants and manufacturers agents;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account

velopper, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits, ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices ou frais, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun négoce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun négoce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider toute autre personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir toutes parts et garanties de toute telle compagnie et les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Faire des arrangements avec toute autorité municipale, locale ou autrement, qui sembleraient de nature à faciliter la réalisation des objets de la compagnie, ou de quelques-uns d'entre eux, et obtenir de telle autorité tous droits, privilèges et concessions qu'il serait désirable d'obtenir, et exercer, exécuter et se conformer à tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds, fidéi-commis et commodités propres à profiter aux employés de la compagnie ou ex-employés (à ses prédécesseurs en affaires) aux dépendants ou parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurances, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables ou de bienveillance, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité publique ou générale;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui pourrait directement ou indirectement profiter à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaire ou avantageux aux fins de son industrie, et spécialement des machines, du matériel, le fonds de commerce;

Construire, améliorer, entretenir, faire, administrer, exécuter ou contrôler toutes routes, chemins, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins et autres travaux et convenances qui sembleraient devoir favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, et contribuer à, subventionner ou autrement aider à, ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, mise en œuvre, administration, exécution ou contrôle;

Prêter des fonds aux clients et autres ayant des relations avec la compagnie et garantir l'exécution de contrats par toutes telles personnes;

Tirer, émettre ou endosser des billets promissaires, lettres de change, chèques, stocks, débiteurs ou autres effets négociables ou transférables;

the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds trusts and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependants or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

Vendre ou disposer de la propriété, ou d'une partie d'icelle pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, ou titres d'aucune autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilège qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'exercer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais et dépens nécessaires;

Faire enregistrer et faire reconnaître la compagnie dans tous pays étrangers et y désigner des personnes pour la représenter, conformément aux lois de tous tels pays étrangers, et accepter assignation de toutes pièces pour et en faveur de la compagnie dans toute procédure ou procès;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant, en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts, débetures, actions, obligations, ou autre valeur de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute autre compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation, ou par toutes personnes;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie comme il conviendrait, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, disposer de, rendre profitable ou autrement trafiquer de la totalité ou toute partie de la propriété et des droits de la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles choses se rapportant à ou favorisant la réalisation des objets ci-dessus, sous le nom de "The Chauvin Bag Company, Limited", avec un capital-total de cinq cent mille piastres, (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

6229

C.-J. SIMARD.

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company.

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in the raising money for and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Chauvin Bag Company, Limited", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of November, 1923.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

6230

Lettres Patentes supplémentaires

"Algonquin Power Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, arti-

Supplementary Letters Patent

"Algonquin Power Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, Article 5969,

cle 5969, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du septième jour de novembre 1923, changeant le nom de "Central Quebec Power Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'avril 1923, sous le nom de "Central Quebec Power Company" en celui de "Algonquin Power Company", pour les fins suivantes:

Manufacturer, développer, produire, acheter, vendre, distribuer et disposer de, de toute manière, faire le commerce de lumière, chaleur et pouvoir de toutes sortes, fabriqué ou produit, soit par la vapeur, l'électricité, gaz, essences, chutes, écluses, marées, ou toute autre substance ou chose pouvant être utilisée pour produire de la lumière électrique, de la chaleur et du pouvoir, exercer l'industrie d'une compagnie de lumière, chaleur et pouvoir dans toutes ses branches, dans les comtés de Maskinongé, Trois-Rivières, Saint-Maurice, Berthier, L'Assomption, Joliette, Laval, Jacques-Cartier, Montréal-Verdun, Montréal-Saint-Louis, Montréal-Sainte-Anne, Montréal-Saint-Henri, Montréal-Saint-George, Montréal-Saint-Jacques, Montréal-Mercier, Montréal-Dorion, Montréal-Westmount, Montréal-Hochelaga, Montréal-Sainte-Marie, Montréal-Laurier, et Montréal-Saint-Laurent, dans la province de Québec, pourvu, toutefois, que la vente, distribution ou transmission de pouvoir électrique, hydraulique ou autre force soient sujettes aux règlements locaux ou municipaux s'y rapportant;

Exercer dans toutes ses branches le commerce de constructeurs, contracteurs, trafiqueurs de pierre, brique, bois, quincaillerie et autres matériaux de construction, et faire ou entrer en arrangement ou faire des conventions pour paver, macadamiser, réparer, niveler, nettoyer et arroser les rues, les trottoirs, les chemins publics, et pour la construction, ouverture, réparation et le maintien de conduites, citernes, drainage, égouts, réservoirs et appareils pour fournir l'eau;

Pourvoir, acheter, louer ou autrement acquérir, construire, poser, ériger, établir, opérer, maintenir et exécuter tous travaux, stations, engins, machineries, appareils, câbles, fils, lignes, générateurs, accumulateurs, lampes, compteurs, transformateurs, appareils, dépendances, accessoires se rapportant à la génération, l'accumulation, la distribution, la transmission, l'approvisionnement, la vente, l'usage et l'emploi de l'électricité, ou produire, accumuler, transmettre, distribuer, approprier et vendre de l'électricité pour des fins de chauffage électrique, éclairage, traction et pouvoir moteur, et pour des fins industrielles ou autres, et pour l'éclairage des rues, des villes, des cités, des édifices et autres places, et pour fournir la lumière électrique, le chauffage et le pouvoir moteur pour toutes fins publiques ou convenables;

Bâtir, construire, faire, poser, maintenir et opérer des réservoirs, des aqueducs, des citernes, des écluses, des tunnels, des ponceaux, canaux, conduites, conduites principales et autres tuyaux et appareils et exécuter et faire tous ouvrages et autres choses nécessaires ou convenables pour obtenir, emmagasiner, vendre, délivrer, mesurer et distribuer l'eau pour la création, maintien, développement de pouvoir hydraulique, électrique ou mécanique ou pour toute autre fin de la compagnie;

Construire, améliorer, exécuter, maintenir, administrer, exercer et contrôler et acheter et louer ou autrement acquérir et détenir, utiliser, vendre, louer ou autrement disposer de tous

supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1923, changing the name of "Central Quebec Power Company", incorporated by letters patent bearing date the twenty-sixth day of April, 1923, under the name of "Central Quebec Power Company" to that of "Algonquin Power Company", for the following purposes:

To manufacture, develop, generate, buy, sell, distribute and dispose of, and in every way, to deal in light, heat and power in all descriptions, whether generated or produced from steam, electricity, gases, oil, water falls, dams, tidal waters or any other substance or thing capable of being used for generating, electric light, heat, or power, and to carry on the business of electric light, heat and power company in all its branches throughout the counties of Maskinongé, Three Rivers, Saint Maurice, Berthier, L'Assomption, Joliette, Laval, Jacques Cartier, Montreal Verdun, Montreal Saint Louis, Montreal Saint Annes, Montreal Saint Henry, Montreal Saint George, Montreal Saint James, Montreal Mercier, Montreal Dorion, Montreal Westmount, Montreal Hochelaga, Montreal Sainte Marie, Montreal Laurier and Montreal Saint Lawrence, in the Province of Quebec, provided, however, that any sale, distribution or transmission of electric, hydraulic or other power or force shall be subject to local and municipal regulations in that behalf;

To carry on in all its branches the business of builders, contractors, dealers in stone, lime, brick, timber, hardware, and other building requisites, and to make or enter into any agreements or covenants for paving, macadamizing, repairing, grading, cleaning or watering streets, sidewalks, or highways, and for the construction, opening, repairing and maintenance of conduits, cisterns, drains, sewers, tanks and water supplies;

To provide, purchase, lease, or otherwise acquire, and to construct, lay down, erect, establish, operate, maintain and carry out all necessary works, stations, engines, machinery, plant, cables, wires, lines, generators, accumulators, lamps, meters, transformers, apparatus, appurtenances and appliances connected with the generation, accumulation, distribution, transmission, supply, sale, use and employment of electricity and to generate, accumulate, transmit, distribute, supply and sell electricity for the purposes of electric heating, lighting, traction and motive power, and for the industrial and other purposes, and to undertake and to enter into contracts and agreements for the lighting of streets, cities, towns, buildings and other places, and for the supply of electric light, heat and motive power for any or all public or convenient purposes;

To make build, construct, lay down, maintain, and operate reservoirs, water works, cisterns, dams, canals, tunnels, culverts, flumes, conduits, main and other pipes and appliances, and to execute and do all works and things necessary or convenient for obtaining, storing, selling, delivering, measuring and distributing water for the creation, maintenance, and development of hydraulic, electric or mechanical power or for any other purposes of the company;

To construct, improve, work, maintain, manage, carry out or control, and to purchase, lease or otherwise acquire and hold, use, sell, lease or otherwise dispose of any lands, works, mains,

terrains, travaux, conduites, machineries ou tous chemins, voies, ponts, réservoirs, pour tous travaux électriques, boutiques, magasins, tous travaux et autres accommodations qui pourraient sembler susceptibles d'être utilisés, et opérés en rapport avec toute partie de l'entreprise de la compagnie dans le moment présent, ou calculés pouvoir directement ou indirectement être bénéficiaires à la compagnie, et équiper, maintenir et opérer par tous pouvoirs électriques, hydrauliques ou mécaniques tous travaux appartenant à la compagnie et dans lesquels la compagnie peut être intéressée, et contribuer à, et subventionner ou autrement assister ou prendre part à la construction, l'amélioration, le maintien, le travail, l'administration, l'exercice ou le contrôle de ces différents travaux;

Manufacturer, acheter, vendre, louer, opérer, chauffer et tous les appareils et machineries, pour la manufacture, la génération, l'emmagasinement, l'accumulation, la transmission ou distribution de quelques-uns et de tous genres de courants électriques et de tous modes de machines électriques, appareils ou accessoires ou fournitures de quelque nature et sorte que ce soit, et de disposer de terrains pour la vente de tels appareils et machineries ou royautés;

Émettre des parts entièrement libérées, bons, débentures ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement, de toute propriété ou droits qui pourraient être acquis ou pour tous services rendus ou autre travail fait pour la compagnie ou pour, ou au sujet du paiement ou acquittement de dettes ou responsabilités de cette compagnie;

Faire des conventions avec et acquérir toutes franchises ou privilèges de tout gouvernement ou autorité fédérale, provinciale, municipale ou autrement qui pourraient sembler favorables à l'obtention des fins de cette compagnie ou de quelques-unes d'entre elles;

Faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Rémunérer par paiement en argent ou en actions, les valeurs, actions ou de quelque autre manière toute personne ou personnes, ou corporation ou corporations pour services rendus ou à être rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement de toutes actions, stock de la compagnie ou toutes valeurs ou débentures ou autre sûreté de la compagnie, pour ou au sujet de la formation et promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de ce pays étranger pour représenter la compagnie et accepter la signification de pièces pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Etablir et supporter et aider à l'établissement, au support d'associations, d'institutions, de dépôts et accommodations destinés à favoriser les employés et ex-employés de la compagnie ou ceux qui en dépendent, et accorder des pensions et des allocations, faire des avances aux employés et anciens employés et à ceux qui en dépendent, l'argent pour leur permettre de construire des maisons, et prendre des garanties et hypothèques comme sûreté pour de telles avances et les détenir, en disposer et en trafiquer;

Souscrire ou garantir de l'argent pour des œuvres charitables et bienfaisantes, ou pour des ex-

machinery or any roads, ways, bridges, reservoirs, water-courses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem capable of being used or operated in connection with any part of the company's undertaking for the time being, or calculated directly or indirectly to benefit the company, and to equip, maintain and operate by electric, hydraulic or other mechanical power all works belonging to the company or in which the company may be interested, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To manufacture, buy, sell, let, or operate any and all apparatus or machinery for the manufacture, generation, storage, accumulation, transmission or distribution of any or all types of electric current and any or all manner of electric machinery, apparatus, appliances or supplies of any nature or kind whatever, and to dispose of lands for the sale of such apparatus and machinery or royalties;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment of any property or rights which may be acquired by or for any services rendered or for any work done for the company or in, or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing to the company;

To enter into any arrangement with, and acquire any franchise or privileges from any government or authority federal, provincial, municipal or otherwise, that may seem conducive to the attainment of the company's objects or any of them;

To do, accept, make, endorse and execute promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To remunerate by payment in cash or in bonds, the stocks, bonds or in any other manner any person or persons or corporation or corporations for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the stock of the company or any bonds or debentures or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or in the conduct of its business;

To procure the company to be licensed, registered or otherwise recognized in any foreign country or to designate persons therein as attorneys or representatives of the company with power to represent the company in all manners according to the laws of such foreign country and to accept service for and on behalf of the company of any process or suits;

To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts, and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or the dependants of such persons, and to grant pensions and allowances, to make advances to employees or ex-employees or dependants, of moneys for the purpose of building homes, and to take mortgages and hypothecs as security for such advances and to hold, dispose of and deal in the same;

To subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibitions for

hibitions pour des fins publiques, générales ou any public, general or useful objects; utiles;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, marques de commerce, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser ou aucun secret et autres renseignements relatifs à toutes inventions ou procédés propres à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut apparaître susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, et utiliser, exercer, développer et accorder des permis y relatifs, faire valoir les biens ou renseignements ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaire ou avantageux aux fins de son industrie, et spécialement des machines, du matériel, le fonds de commerce;

Acheter ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des biens, de l'actif et du passif, d'aucune personne, société, compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant à l'objet de la présente compagnie, et émettre en paiement du prix d'achat, des actions libérées ou bons ou les deux;

Promouvoir et devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, comprenant les compagnies opérant toute industrie dans laquelle le genre de pouvoir développé ou exercé par cette compagnie est employé; garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt des actions, parts, obligations, débiteures et autres titres, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices ou dépenses, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, société, association ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer, ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Exercer aucune autre industrie manufacturière ou autre que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits ou produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, parts ou autres valeurs, dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi les vendre ou autrement en disposer;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exer-

To apply for, produce or otherwise acquire trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited rights, use or any secret or other information as to any inventions, formulas, recipes, or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant or stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, including companies operating any industry in which the kind of power developed or dealt in by this company is used, and to guarantee the payment of the dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into arrangement for sharing of profits or expenses, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, partnership, association or a company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To subscribe for, or take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any other business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise,

cice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et dépenses nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, toute autre personne, corporation ou compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats, par aucune telle compagnie, corporation ou personne avec laquelle on sera en affaires;

Investir et disposer des fonds disponibles de la compagnie de telle manière qui sera déterminée de temps à autre;

Se consolider et s'analgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres, avec un capital total de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, est à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

6231

C.-J. SIMARD.

carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereon;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined.

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, with a total capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company is at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of November, 1923.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

6232

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que l'Hôpital Sainte-Justine, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, dans la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi augmentant ses pouvoirs, tels que décrétés par sa charte, loi 8 Ed. VII, chap. 137, et plus spécialement augmentant son pouvoir d'acquérir et de posséder des immeubles pur son usage et son occupation jusqu'à concurrence d'une somme de un million de piastres.

Les procureurs de l'Hôpital Sainte-Justine,
KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE.

Montréal, 29 novembre 1923. 6237—49-4

Avis public est donné que lors de l'étude du projet de loi de la cité de Montréal, à l'effet d'amender la charte de ladite cité (62 Victoria chapitre 58), Joseph Chevalier, ex-chef du corps de pompiers de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire insérer parmi les amen-

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that l'Hôpital Sainte-Justine, a body politic and corporate having its head office and principal place of business in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to extend its powers as contained in its charter, 8 Ed. VII, chap. 137, and more specially to increase its power to acquire and possess immovables for its own use and occupation to the extent of one million dollars.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Solicitors for l'Hôpital Sainte-Justine.

Montreal, November 29, 1923. 6238—49-4

Public notice is given that at the time of the study of the bill of the city of Montreal, to amend the charter of the said city (62 Victoria, Chapter 58), Joseph Chevalier, ex-chief of the Fire Brigade of the city and of the district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, to cause the insertion, among the amend-

dements à la charte de ladite cité, une disposition obligeant la cité à lui payer une pension égale à la moitié du salaire qu'il recevait à l'époque où il a donné sa démission.

JOSEPH CHEVALIER.

Montréal, le 30 novembre 1923. 6239—49-4

Canada, Province de Québec.

Avis public est par les présentes donné que les Sœurs de Saint-François d'Assise s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendement et refondant leur constitution et leur accordant de nouveaux pouvoirs, entre autres les suivants:

Acquérir des biens meubles et immeubles, pourvu que le revenu annuel des immeubles possédés par la corporation pour fins de placement, ne dépasse pas \$100,000.00;

Vendre, aliéner, louer, hypothéquer ses biens, les mettre en gage et les remplacer;

Emprunter des deniers par tous moyens autorisés par la loi et garantir ses emprunts conformément aux dispositions contenues aux sections b, c et d du paragraphe 1 de l'article 6056-f des Statuts Refondus, 1909, telles qu'éditées par la Loi des Compagnies de Québec, 1920;

Enseigner dans ses couvents et institutions et en dehors;

Changer le site de son siège social;

Ratifier certaines transactions mobilières et immobilières.

Québec, le 23 novembre 1923.

Les procureurs,

6251—49-4 LAPOINTE & ROCHETTE.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Saint-Lambert demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passage d'une loi pour modifier et amender certaines dispositions de sa charte, et de ses amendements, entre autres relativement à une prolongation de la période de temps pendant laquelle la Dominion Textile Company, Limited, doit commencer l'érection d'une fabrique de coton, et pour autres fins. Le secrétaire-trésorier de la cité de Saint-Lambert,

JAMES R. BEATTY.

Montréal, le 4 décembre 1923. 6253—49-4

Avis public est, par les présentes, donné que Mary Ida Margaret Poupore, en religion, connue sous les noms de la révérende Sœur St. James, de l'ordre des Ursulines, de la cité de Québec, Mabel-Eléonore Poupore, fille majeure, Joseph-Guy Poupore, entrepreneur, Mary-Blanche Poupore, fille majeure, Gérard-C. Purcell, agent manufacturier, de la cité de Montréal, en sa qualité de curateur dûment autorisé à la personne et aux biens de William-John Poupore, des cité et district de Montréal, par un jugement de la Cour supérieure, pour le district de Montréal, en date du second jour de novembre 1918, Ray-Rodolphe Poupore, gentilhomme, en leur qualité d'héritiers légaux de leur mère, feu Barbara-Eléonore Poupore, et ladite Mabel-Eléonore Poupore, Joseph-Guy Poupore, Mary-Blanche-Poupore, Gérard-C. Purcell, es-qualité, Ray-Rodolphe Poupore, en leur qualité de légataires universels de leur père, feu William-Joseph Poupore, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte autorisant et conférant le pouvoir à Gérard-C. Purcell, curateur dûment nommé à la personne et aux biens

ments to the charter of the said city, of a provision obliging the city to pay him a pension equal to half of the salary he was receiving at the time of his resignation.

JOSEPH CHEVALIER.

Montreal, November 30, 1923. 6240—49-4

Canada, Province of Quebec.

Public notice is hereby given that the "Les Sœurs de Saint-François d'Assise" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law to revise its Charter, amend it, and give additional powers for, amongst others, the following objects, to wit:

To acquire movable and immovable property, provided the total annual revenue of said immovable property possessed by the Corporation for purpose of income and investment never exceed \$100,000.00;

To sell, transfer, rent, mortgage its properties and assets, to pledge same and acquire others in their stead;

To borrow money by all means authorized by law, and to give security for such loans according to the provisions contained in sections b, c and d, of the paragraph 1 of the article 6056-f of the Revised Statutes, 1909, as enacted in the Companies' Act of the Province of Quebec, 1920;

To teach within and outside its convents and establishments;

To change the place of its head office;

To ratify certain contracts affecting movables and immovables.

Quebec, November 23rd, 1923.

LAPOINTE & ROCHETTE,

6252—49-4

Solicitors.

Public notice is hereby given that the City of Saint Lambert will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to modify and amend certain provisions of its charter and amendments thereto, amongst others, in relation to an extension of the delay within which the Dominion Textile Company, Limited, must begin the erection of a cotton manufactory, and for other purposes.

JAMES R. BEATTY,

Secretary-Treasurer of the City of Saint Lambert.

Montreal, December 4, 1923. 6254—49-4

Public notice is hereby given that Mary Ida Margaret Poupore in religion known as Reverend Sister St. James, of the Order of the Ursulines, of the city of Quebec, Mabel Eleanore Poupore, spinster, of the full age of majority, Joseph Guy Poupore, contractor, Mary Blanche Poupore, spinster, of the full age of majority, Gerald C. Purcell, manufacturer's agent, of the city of Montreal, in his capacity as curator duly appointed to the person and property of William John Poupore, of the city and district of Montreal, by judgment of the superior Court for the district of Montreal, dated 2nd of November 1918, Ray Rodolphe Poupore, gentleman, in their quality of heirs at law of their mother, the late Barbara Eleanore Poupore and the said Mabel Eleanore Poupore, Joseph Guy Poupore, Mary Blanche Poupore, Gerald C. Purcell, es-qual., Ray Rodolphe Poupore, in their quality of universal residuary legatees of their father, the late William Joseph Poupore, will apply to the Legislature of the province of Quebec at the next session thereof, for the passing of an Act authorizing and empowering Gerald C. Purcell, cura-

du dit William John Poupore et à ses successeurs en office, sans formalités judiciaires ou autres, de s'unir aux autres représentants, héritiers et légataires de la dite succession des dits Barbara-Eléonore Poupore et William-Joseph Poupore, de temps en temps, comme l'occasion pourrait s'en présenter, sous tels termes et conditions qui pourraient être agréés, de vendre, promettre et s'engager à vendre, échanger, aliéner, hypothéquer, transmettre avec ou sans garantie légale, et, généralement et de toute manière, trafiquer de la propriété immobilière, des droits réels, mortgages, hypothèques et droits hypothécaires, limites forestières, licences forestières, droits miniers, baux, terrains sous licences, options, actions, débetures, actions-obligations ou valeurs de natures différentes, dans les corporations financières, commerciales, industrielles ou municipales, et de la propriété mobilière et immobilière de toutes sortes et de toutes descriptions, et tous autres biens compris dans la dite succession, ou dans lesquels les dits représentants, héritiers et légataires pourraient être intéressés, et recevoir chacune et toutes sommes dues, ou à devenir dues, et en effectuer le paiement soit en capital ou intérêt, et en donner une quittance valide, et que le dit curateur ou son successeur en office, sans formalités ou autres, s'unissent, de même façon, pour la collection de tous argents ou choses dus à la dite succession dans toutes poursuites légales ou autres requises pour les mettre en force, dans le règlement ou dans tout compromis de toutes telles réclamations et en donner des reçus bons et valides pour chacune et toutes sommes dues et payables à la dite succession, ou pour le montant de tout règlement à ce sujet, et que de plus, le dit curateur soit autorisé, sans formalités judiciaires ou autres de la part du dit William John Poupore, à faire une division des dits biens en tout ou en partie, et à joindre, dans la liquidation des dettes totales ou partielles de la dite succession, en y appliquant les argents provenant de la vente ou des ventes, ou des transactions, les revenus en provenant; et que le dit curateur soit autorisé à s'unir aux dits représentants, héritiers et légataires dans la disposition ou les transactions des biens de la dite succession, ou dans leur division, de telle manière jugée raisonnable, soit dans la liquidation des dettes de la succession ou autrement, et sans aucune obligation de la part des personnes s'intéressant à la succession et du dit curateur, de voir au remplacement de toutes sommes payées à la succession, ou d'aucune d'entre elles, et au dit curateur, et que, pour chacune ou toutes telles choses ci-dessus, le dit curateur agisse, soit personnellement ou représenté par un agent; et que tous les frais provenant de la présente demande et de la passation du dit acte soient payables à même le capital de la dite succession.

Les agents pour les applicants,
 FOSTER, MANN, PLACE, MACKINNON,
 6135-48-4 HACKETT & MULVENA.

Avis est par les présentes donné que le Bureau des Commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi abrogeant la loi 13 Georges V, chapitre 44, intitulée "Loi concernant l'éducation des enfants non-catholiques romains et non-protestants de Montréal", et remplaçant le chapitre 10 du titre cinq des Statuts Refondus de Québec, 1909, intitulé "De l'instruction publique quant aux personnes professant la religion juïque" par de nouvelles dispositions à l'effet que les deux systèmes pour l'instruction publique

tor duly appointed to the person and property of the said William John Poupore, and his successors in office, without judicial or other formalities, to join with the other representatives, heirs and legatees of the said estates of the said Barbara Eleanor Poupore and William Joseph Poupore, from time to time, as occasion may present itself on such terms and conditions as may be agreed upon, to sell, promise and agree to sell, exchange, alienate, hypothecate, transfer with or without legal warranty, and generally in every way deal with the real estate, real rights, mortgages, mortgage and hypothecary claims, timber limits, timber licenses, mining rights, leases, land leases, options, shares, bonds, debentures, debenture notes or securities of various forms in financial, commercial, industrial or municipal corporations and movable and immovable property of every kind and description or any other assets comprised in the said estates or in which said representatives, heirs and legatees may be interested and to receive any and all sums due or to become due and delegate payment thereof whether in capital or interest, and give valid acquittances therefor, and that the said curator or his successor in office, without judicial or other formalities, join likewise in the collection of all moneys or things due the said estates, in all actions at law or otherwise required to enforce same in the settlement or compromise of any such claims and in the giving of good and valid receipts for any and all sums due and payable to the said estates, or for the amount of any compromise thereof, and that moreover the said curator be authorized to agree without judicial or other formalities for and on behalf of the said William John Poupore, to a division of the said estates, in whole or in part, and to join in liquidating the debts of said estates in whole or in part by applying thereto the moneys derived from the sale or sales of, or dealings with, the assets thereof, and that the said curator be authorized to join with the said representatives heirs and legatees in the disposal of or dealings with the assets of the said estates, or the division thereof, in such manner as he deems advisable, either in the liquidation of the debts of the estates or otherwise, and without any obligation on the part of persons dealing with the estates or the said curator to see to the reinvestment of any sums paid to the said estates or either of them, or to the said curator, and that, for any and all such purposes, the said curator act, either in person or as represented by an agent; and that all costs in connection with the present application and the passing of said act be payable out of the capital of the said estates.

FOSTER, MANN, PLACE, MACKINNON,
 HACKETT & MULVENA.
 6136-48-4 Agents for applicant.

Notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for an act repealing the Act 13 George V, chapter 44, entitled "An act respecting the education of non-Roman Catholic and non-Protestant children of Montreal", and replacing chapter tenth of title five of the Revised Statutes of Québec, 1909, entitled "Education as regards persons professing the Jewish religion" by new provisions to the effect that the two systems of public instruction in the Province of Québec, the Roman Catholic

dans la province de Québec, le système catholique romain sous le contrôle des catholiques et le système protestant sous le contrôle des protestants, seront maintenus; que les personnes ne professant ni la religion catholique, ni la religion protestante, auront le privilège de fréquenter les écoles du système catholique ou du système protestant; que le coût de l'instruction de ces personnes sera payé à même les fonds de la liste neutre; que les propriétaires non-catholiques romains et non-protestants seront taxés pour fins scolaires au taux le plus élevé qui sera fixé de temps à autre, soit pour les catholiques, soit pour les protestants, suivant le cas; que dans les cités de Montréal et de Québec, ces taxes seront payées au fonds de la liste neutre, et dans les autres municipalités ces taxes seront collectées et distribuées par le bureau qui collecte les taxes scolaires imposées sur les compagnies incorporées.

Les procureurs des requérants,
LAURENDEAU & LAURENDEAU.
Montréal, le 26 novembre 1923. 6169—48-4

Avis est, par les présentes, donné que le conseil de la ville de Terrebonne présentera, à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, un projet de loi aux fins suivantes: pouvoirs de réglementation concernant l'établissement de lignes de construction et de rues résidentielles; fermeture de certaines rues; entretien des trottoirs durant l'hiver, aux frais des propriétaires; durée du terme du Maire, emprunts temporaires.

Terrebonne, le 24 novembre 1923.

Le maire,

CHARLES-H. DESJARDINS.

Le secrétaire-trésorier,

6161—48-4

ANGE-LYS BEAUPRE.

Avis est par les présentes donné que le Dr Arthur L'Heureux, autrefois dentiste de Chicago, Ill., et maintenant de Montréal, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une législation privée autorisant le Collège des Chirurgiens Dentistes de cette province à l'admettre à la pratique de l'art dentaire après examens.

Le procureur du requérant,

LUCIEN DROLET, avocat.

Québec, 27 novembre 1923. 6173—48-4

Avis est donné par Alcide Chaussé, ex-architecte de la ville et surintendant des bâtisses de la cité de Montréal, qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, lors de l'étude du bill de Montréal, il demandera l'adoption d'un amendement à la charte de la cité, lui assurant une pension viagère, et pour d'autres fins.

Montréal, le 29 novembre 1923.

6189—48-4

ALCIDE CHAUSSE.

Avis est par les présentes donné que les Révérends Pierre Landuyt, en religion Frère Chrysostôme, Henri Obbens, en religion Frère Rombault, François Michiels, en religion Frère Engelbert, François Corbeels, en religion Frère Edmond, Joseph DeBecker, en religion Frère Michel, tous domiciliés à Huberdeau, dans le comté d'Argenteuil, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Institut des Frères de Notre-Dame de la Miséricorde", pour fins de charité et d'éducation, et leur accordant tous

controlled by the Roman Catholic Boards and the Protestant controlled by the Protestant Boards, shall be maintained; that the persons of non-Roman Catholic and non-Protestant religions shall have the privilege of attending the schools of either the Roman Catholic or Protestant systems; that the cost of educating such persons shall be a charge on the Neutral Panel; that non-Roman Catholic and non-Protestant proprietors shall be taxed for school purposes at the rates fixed from time to time for the Roman Catholic or for the Protestant Panel, whichever rate is the greater; that in the cities of Montreal and Quebec these taxes shall be included in the Neutral Panel, and in all other municipalities such taxes shall be collected and distributed by the school board which collects the school taxes levied on incorporated companies.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,

Solicitors for the Applicants.

Montreal, November 26, 1923. 6170—48-4

Notice is hereby given that the council of the town of Terrebonne will present, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, a bill for the following purposes:

Powers to regulate the establishment of lines of construction and residential streets; closing of certain streets; maintenance of sidewalks during winter, at the expense of property owners; duration of the term of office of the mayor; temporary loans.

Terrebonne, November 24, 1923.

CHARLES H. DESJARDINS,

Mayor.

ANGE LYS BEAUPRE,

Secretary-treasurer.

6162—48-4

Notice is hereby given that Dr Arthur L'Heureux, formerly Dentist of Chicago, Ill., and now of the city of Montreal, will apply to the Quebec Legislature at its next session, for the passing of a private bill authorizing the College of the Dental Surgeons of this province to admit him to the practise of the Dental Art after examens.

LUCIEN DROLET, barrister.

Solicitor of applicant.

Quebec, November 26, 1923. 6174—48-4

Public notice is hereby given that Alcide Chaussé, former city architect and superintendent of buildings of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its coming session, when the city of Montreal's bill is under consideration, for the passing of an amendment granting him a life pension, and for other purposes.

Montreal, 29th November 1923.

6190—48-4

ALCIDE CHAUSSE.

Notice is hereby given that Reverend Pierre Landuyt, in religion Brother Chrysostôme, Henri Obbens, in religion Brother Rombault, François Michiels, in religion Brother Engelbert, François Corbeels, in religion Brother Edmond, Joseph DeBecker, in religion Brother Michel, all of Huberdeau, in the county of Argenteuil, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to constitute them a corporation under the name of "L'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde" for charitable and educational purposes and to grant them all the powers that may be neces-

les pouvoirs nécessaires ou utiles pour l'accomplissement de leur œuvre.

Saint-Jérôme, 26 novembre 1923.

Le procureur des requérants,
6191—48-4 L.-A. DEROME.

Saint-Jérôme, November 26th 1923.

L. A. DEROME,
6192—48-4 Attorney for petitioners.

Avis est, par les présentes, donné que Brown Corporation demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, une loi pour amender sa charte, loi 5 Ed. VII, c. 84, telle qu'amendée par les lois 7 Ed. VII ch. 101, 5 Geo. V, ch. 119 et 11 Geo. V, ch. 144, relativement à ses pouvoirs d'emprunt, à son droit d'augmenter davantage son capital et aux moulins, usines ou autres établissements industriels et commerciaux qu'elle peut ériger, maintenir et exploiter à la ville de La Tuque et ailleurs dans la province de Québec.

Québec, 29 novembre 1923.

Les procureurs de la requérante,
ST-LAURENT, GAGNE,
6197—48-4 DEVLIN & TASCHEREAU.

Notice is hereby given that Brown Corporation will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter the Act 5 Edw. VII, chap. 84, as amended by the Acts 7 Edw. VII, chap. 101, 5 Geo. V, chap. 119, and 11 Geo. V, chap. 144, with respect to its borrowing powers, to its right to further increase its capital, and to the mills, plants and other industrial and commercial establishments it may erect, maintain and operate at the Town of La Tuque and elsewhere in the Province of Quebec.

Quebec, November 29, 1923.

ST. LAURENT, GAGNE, DEVLIN
& TASCHEREAU,
6198—48-4 Attorneys for Brown Corporation.

Avis public est donné que la compagnie de tramways de Verchères, Chamblay et Laprairie, une corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant la charte qui la constitue en corporation, savoir: la loi 6 George V, Chapitre 77, telle qu'amendée par la loi 11 George V, chapitre 138, en prolongeant le délai durant lequel il sera loisible à ladite compagnie de commencer la construction de son chemin de fer et de le terminer, et pour d'autres fins.

Montréal, 14 novembre 1923.

Les procureurs de la requérante,
DESSAULLES, GARNEAU,
5983—47-4 DESY & SAINT-JACQUES.

Public notice is hereby given that the Verchères, Chamblay & Laprairie Tramways Company, a corporation having its Head Office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to amend its charter, the Act 6 George V, Chapter 77, as amended by the Act 11 George V, chapter 138, by extending the delay during which the construction of its railway may be commenced and completed, and for other purposes.

Montreal, November 14th, 1923.

DESSAULLES, GARNEAU,
5984—47-4 DESY & SAINT-JACQUES,
Attorneys for Petitioners.

Avis est par les présentes donné, que l'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant les articles 9, 13, 25, 26 et 29, et abrogeant et remplaçant les articles 6, 12, 14, 17, 21 et 23 de la charte de l'Association et accordant de nouveaux pouvoirs à la dite Association et à son Conseil d'Administration.

Montréal, 16 novembre 1923.

Le procureur de la requérante,
5987—47-4 ALBAN GERMAIN.

Notice is by these presents given that the Montreal Firemen's Benefit Association will present to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, a bill to obtain the amendments of articles 9, 13, 25, 26 and 29 and to annul and replace articles 6, 12, 14, 17, 21 and 23 of the charter of the Association, and to have additional rights granted to the Association and to its Board of Directors.

Montreal, November 16th, 1923.

ALBAN GERMAIN,
5988—47-4 Attorney for Petitioner.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Canada Steamship Lines, Ltd", des cités et district de Montréal, présentera à la prochaine session de la Législature un bill demandant la confirmation et la ratification du règlement No 32 de la Corporation de Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, concernant l'établissement de chantiers maritimes dans la dite municipalité, ainsi que d'un acte de convention basé sur tel règlement et intervenu entre la Corporation de Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine et la Compagnie "Canada Steamship Lines, Ltd", devant L. P. Mercier, notaire, le 16 mai 1918.

Trois-Rivières, ce 13 novembre 1923.

Les agents et avocats de la "Canada Steamship Lines Ltd".
BUREAU, BIGUE & GOUIN.
5989—47-4

Notice is hereby given by the Canada Steamship Lines, Limited, of the city and district of Montreal, that they will present, at the first session of the Legislature, a Bill asking for the confirmation and ratification of by-law No. 32 of the corporation of Sainte Marie Madeleine of Cape Madeleine regarding the establishment of shipbuilding yards in the municipality of Sainte Marie Madeleine of Cape Madeleine, and also of a deed of conventions based on said by-law and passed between the Corporation of Sainte Marie Madeleine of Cape Madeleine and the Canada Steamship Lines, Ltd, before L. P. Mercier, Notary, on the 16th of May, 1918.

Three Rivers, November 13th, 1923.

BUREAU, BIGUE & GOUIN,
Agents and attorneys for Canada Steamship
5990—47-4 Lines, Ltd.

Avis est par les présentes donné que Monsieur Thomas Edwin Burton, de la ville de Cookshire, comté de Compton, Docteur en Chirurgie Dentaire, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi autorisant le Collège des Chirurgiens Dentistes de la Province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui accorder la licence requise pour pratiquer la chirurgie dentaire dans cette province.

Cookshire, le 10 novembre 1923.

Le requérant,
5991-47-4 THOMAS E. BURTON.

Avis est, par les présentes, donné que le "Club Saint-Denis" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte de manière à mieux définir ses pouvoirs et à lui accorder certains pouvoirs additionnels, notamment: pouvoir posséder des immeubles jusqu'à concurrence d'une valeur de cinq cent mille piastres au moment de leur acquisition, et même au delà de telle valeur dans certaines circonstances, pourvu qu'il soit disposé du surplus dans un délai déterminé, pouvoir d'emprunter et d'émettre des obligations ou débentures dans certaines conditions, et autres pouvoirs ordinaires d'une corporation.

Daté ce treizième jour de novembre 1923, à Montréal, province de Québec.

Les procureurs de la requérante,
5993-47-4 BEIQUE & BEIQUE.

Avis public est donné que Alphée Gauthier, gérant, James Morgan, négociant, tous deux de Montréal, et Grant Distributing Company of Canada, Limited, une corporation ayant son siège social à Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi validant le permis accordé par la cité de Montréal, le ou vers le 10 juillet 1916 pour la construction d'un garage sur le lot No 43 du cadastre du quartier Saint-Laurent, déclarant inapplicable le règlement No 570 de la cité de Montréal, quant à cette construction, et pour d'autres fins, et au cas où la cité de Montréal présenterait un projet de loi pour amender sa charte, avis est donné que la demande ci-haut annoncée sera faite par voie d'amendement lors de l'étude dudit projet de loi.

Montréal, le 16 novembre 1923.

Les procureurs des pétitionnaires,
LAMOTHE, GADBOIS & CHARBONNEAU.
6001-47-4

Avis est par les présentes donné que les citoyens de la Cité de Montréal appelés à payer le coût de la construction de la rue de la Cité de Montréal connue sous le nom de "Boulevard Gouin", s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, lors de la présentation du bill de la Cité de Montréal, pour obtenir la passation d'une loi décrétant que le coût de la construction, de la réparation ou de l'entretien de cette rue de la Cité de Montréal connue sous le nom de "Boulevard Gouin" sera à la charge totale de la Cité de Montréal.

Montréal, le 17 novembre 1923.

Le procureur des requérants,
6007-47-4 EDMOND LUSSIER.

Avis public est donné qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, lors de l'étude du bill que doit présenter la cité de Montréal pour faire modifier sa charte, Rosario Drouin, de Montréal, ancien surintendant des édifices municipaux,

Notice is hereby given that Thomas Edwin Burton, of the town of Cookshire, in the county of Compton, Doctor of Dental Surgery, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of a private bill authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to admit him amongst its members and to grant him the necessary licenses to allow him to practise the profession of Dentistry, in this province, forthwith.

Cookshire, November 10th, 1923.

THOMAS E. BURTON,
5992-47-4 Petitioner.

Notice is hereby given that the "Club Saint-Denis" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for amendments to its charter so as to better define its powers and to grant it additional powers, especially: the power to possess immovables of an aggregate value of five hundred thousand dollars at the time of their acquisition, and even for a sum exceeding such amount under certain circumstances, provided such excess value be disposed of within a certain determined delay, power to borrow and to issue bonds or debentures under certain conditions, and other ordinary powers appertaining to corporations.

Dated this thirteenth day of November, 1923, at Montreal, Province of Quebec.

BEIQUE & BEIQUE,
5994-47-4 Attorneys for Applicant.

Public notice is given that Alphée Gauthier, manager, James Morgan, trader, both of the City of Montreal, and Grant Distributing Company of Canada, Limited, a body politic and corporate having its place of business at Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to demand the adoption of a law ratifying the permit granted by the City of Montreal on or about the 10th July 1916 for the erecting of a garage on lot No. 43 of the official plan of Saint Lawrence Ward, declaring that by-law No. 570 of the City of Montreal is not applicable as to that building, and for other purposes, and in case the City of Montreal should present a bill to amend its Charter, notice is given that the foregoing application will be made as an Amendment when the said bill is called for consideration.

Montreal, November 16th, 1923.

LAMOTHE, GADBOIS & CHARBONNEAU,
6002-47-4 Attorneys for the Petitioners.

Notice is hereby given that the citizens of the City of Montreal, called upon to pay the cost of the construction of the street in the City of Montreal known as "Boulevard Gouin", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, upon the presentation of the City of Montreal Bill, to obtain the passing of a bill decreeing that the cost of the construction, repairs, and the maintenance of the street in the City of Montreal, known as "Boulevard Gouin", will be borne entirely by the City of Montreal.

Montreal, November 17th, 1923.

EDMOND LUSSIER,
6008-47-4 Attorney for the Petitioners.

Public notice is given that at the next session of the Legislature of Quebec, at the time of the consideration of the bill to be presented by the city of Montreal for amending its charter, Rosario Drouin, of Montreal, ex-superintendent of

paux, demandera l'adoption d'un amendement tendant à lui assurer une pension ou rente viagère, et pour d'autres fins.

Montréal, 19 novembre 1923.

Les procureurs du dit Rosario Drouin,
6025-47-4 THEBERGE & GERMAIN.

Avis public est, par les présentes, donné que les syndics des écoles protestantes de la cité de Verdun demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la pasation d'un acte autorisant: l'octroi d'une aide financière du gouvernement, à la dite commission, de \$50,000.00, pour leur permettre de payer sa dette accumulée, le maintien du taux actuel de la taxe pour fins scolaires, payable par les propriétés des non-catholiques, et l'imposition d'une taxe d'un taux fixé pour les fins scolaires sur toute autre propriété immobilière, dans la dite cité, telle taxe à être collectée par la cité de Verdun et divisée en proportion du nombre d'enfants fréquentant l'école sous chacune des commissions scolaires présentes; imposer une taxe pour fins scolaires à tous locataires protestants dans la cité de Verdun, basée, soit sur la valeur locative, ou à un taux fixe pour chaque locataire; exproprier des terrains, qu'ils soient vacants ou sur lesquels existent des bâtisses pour des fins scolaires.

Montréal, 21 novembre 1923.

Les procureurs des pétitionnaires,
BROWN, STAVELEY & JENKINS.
6027-47-4

Avis est par le présent donné que Georges Rosenbloom, président; Isaac Cohen, vice-président; Solomon Chaikin, secrétaire; Jacob Pinsky, trésorier; M. Novak, Rév. Samuel Ritchler, Mike Bernstein, Sam. Rosenfeld, B. Rosenzweig, Abraham Vineberg, Wolf Barkin, Moe S. Levitt, Samuel Daskoff, Borru Ostrofsky, Solomon Gitlitz, Jacob Icatch, Peter Singerman, Solomon Koufman, B. Goodman, Max Aikman, Sam Novak, Victor Novak, L. Nipom, Jacob Cohen, Z. Cohenn, J. Richler, M. Schlein, tous de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'être constitués en corporation sous le nom de "Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park", avec pouvoir d'acquérir et posséder de la propriété mobilière et immobilière, de tenir les registres de l'état civil, d'exercer tous les autres droits inhérents aux corporations cultuelles, et à toutes autres fins analogues.

Montréal, 20 novembre 1923.

L'avocat des requérants,
6041-47-4 ARTHUR BROSSARD.

Avis est par les présentes donné que les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-Claver, de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi spéciale abrogeant le paragraphe A de l'article 68 de la loi 8 George V, chapitre 84, et obligeant la cité de Montréal d'acquérir un immeuble appartenant à la fabrique de la dite paroisse et situé entre l'avenue DeLorimier et l'avenue des Erables, dans la cité de Montréal, requis pour l'ouverture du boulevard Saint-Joseph, et de payer à la dite fabrique comme prix d'achat une somme de \$34,000.00 avec intérêt au taux de 5% par an à compter du 9 février 1918.

Montréal, 15 novembre 1923.

Les procureurs des requérants,
6043-47-4 LACHAPELLE & LALONDE.

municipal buildings, will ask for the adoption of an amendment to assure him a pension or life annuity and for other purposes.

Montreal, November, 19, 1923.

THEBERGE & GERMAIN,
Attorneys for the said Rosario Drouin.
6026-47-4

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Trustees of the City of Verdun will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act authorizing: The granting of financial assistance by the Government to the said Board of \$50,000.00, toward meeting overdue indebtedness; The maintenance of the present rate of taxation for school purposes, payable by properties on the neutral panel, and the imposition of a uniform tax rate for school purposes on all other real estate in said city, all such taxes to be collected by the city of Verdun and divided in proportion to the number of children attending school under each of the present school boards; To impose a tax for school purposes on all Protestant tenants in the city of Verdun, to be based either on their annual assessed rental or at a fixed rate per tenant; To expropriate land whether vacant or built upon for school purposes.

Montreal, November 21, 1923.

BROWN, STAVELEY & JENKINS,
Attorneys for Petitioners.
6028-47-4

Notice is hereby given that George Rosenbloom, president; Isaac Cohen, vice-president; Solomon Chaikin, secretary; Jacob Pinsky, treasurer, M. Novak, Rev. Samuel Richler, Mike Bernstein, Sam Rosenfeld, B. Rosenzweig, Abraham Vineberg, Wolf Barkin, Moe S. Levitt, Samuel Daskoff, Borru Ostrofsky, Solomon Gitlitz, Jacob Icatch, Peter Singerman, Solomon Koufman, B. Goodman, Max Aikman, Sam Novak, Victor Novak, L. Nipom, Jacob Cohen, Z. Cohenn, J. Richler, M. Schlein, all of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to incorporate them under the name of "Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park", with the power to acquire and possess movable and immovable property, to keep registers for acts of Civil Status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations and for all other such purposes.

Montreal, 20th November, 1923.

ARTHUR BROSSARD,
6042-47-4 Attorney for Applicants.

Notice is hereby given that the curé and churchwardens of l'œuvre et fabrique of the parish of Saint Pierre Claver, of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing a special act to repeal sub-section A of section 68 of the Statute 8 George V, Chapter 89, and to oblige the City of Montreal to buy a certain land belonging to the fabrique of the said parish and lying between DeLorimier and Des Erables avenues, in the City of Montreal, required for the opening of Saint Joseph Boulevard and pay to the said fabrique as purchase price the sum of \$34,000.00 with the interest at the rate of 5% per annum from February 9th, 1918.

Montreal, November 15th, 1923.

LACHAPELLE & LALONDE,
6044-47-4 Attorneys for Applicants.

Avis public est par ces présentes donné, que la Compagnie des Tramways de Montréal fera application à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte amendant son contrat avec la cité de Montréal, et les statuts le confirmant, afin de lui permettre, avec le consentement de la Montreal Tramways Commission, de vendre cette part de son système connue comme "The Terminal Railway".

Le secrétaire-trésorier Montreal Tramways Company,
6045-47-4 PATRICK DUBEE.

Notice is hereby given that the Montreal Tramways Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its contract with the City of Montreal and a statute confirming same, so as to permit it, with the consent of the Montreal Tramways Commission, to sell that part of its system known as "the Terminal Railway".

PATRICK DUBEE,
Secretary Treasurer,
6046-47-4 Montreal Tramways Company.

Avis est par les présentes donné que la Commission Métropolitaine de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte et obtenir de nouveaux pouvoirs quant aux objets suivants:

Nomination et destitution des employés ou officiers des municipalités aidées par la commission; pouvoirs d'emprunt et procédure pour les emprunts des municipalités aidées par la commission; contrôle et direction des travaux municipaux dans les municipalités aidées par la commission; achat et revente des immeubles achetés par la commission ou avec son consentement pour protéger le paiement des taxes; placement du fonds d'amortissement de la commission; terme des emprunts; évaluation municipale de lots à bâtir; taux des taxes dans les municipalités aidées et procédure quant à leur imposition et et collection; vacance dans la charge de membre de la commission; pouvoir d'emprunter elle-même pour racheter tout emprunt temporaire fait par une municipalité en vertu de règlement pourvoyant à un emprunt à long terme; avances d'argent aux municipalités; et pour autres fins.

Montréal, le 21 novembre 1923.

Les procureurs de la requérante,
LAURENDEAU & LAURENDEAU.
6047-47-4

Notice is hereby given that the Island of Montreal Metropolitan Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for amendments to its charter and obtaining further powers on the following matters:

Appointment and removal of employees or officers of the municipalities assisted by the commission; loan powers and procedure for loans contracted by municipalities assisted by the commission; control and direction of municipal works in the municipalities assisted by the commission; purchase and resale of immovables bought by the commission or with its consent to protect the payment of taxes; investment of sinking fund of the commission; term of loans; municipal valuation of building lots; rate of taxation in municipalities assisted and procedure with regard to their imposition and collection; vacancy in the office of member of the commission; power to borrow to redeem any temporary loan contracted by a municipality under a by-law for a long-term loan; advances of money to municipalities; and for other purposes.

Montreal, November 21, 1923.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,
Attorneys for Applicant.
6048-47-4

Avis est par les présentes donné, que Francis Rosconi, gentilhomme, de la cité de Montréal, et Napoléon Rosconi, voyageur de commerce, du même lieu, héritiers de la succession de feu Francis Rosconi, père, en son vivant, bourgeois de l'ancienne ville de Maisonneuve, aujourd'hui Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi relative à ladite succession de feu Francis Rosconi, père, afin de leur permettre de, et les autoriser à, négocier un emprunt en donnant comme garantie hypothécaire les immeubles à eux légués en vertu du testament dudit feu Francis Rosconi, père, et pour autres fins.

Montréal, le 21 novembre 1923.

Les procureurs des requérants,
ARCHAMBAULT & MARCOTTE.
6049-47-4

Notice is hereby given that Francis Rosconi, gentleman, of the city of Montreal, and Napoleon Rosconi, commercial traveller, of the same place, heirs to the estate of the late Francis Rosconi, senior, in his lifetime, gentleman, of the former town of Maisonneuve, now Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act respecting the said estate of the late Francis Rosconi, senior, to permit and authorize them to negotiate a loan by giving as mortgage security the immovables bequeathed to them under the last will of the said late Francis Rosconi, senior, and for other purposes.

Montreal, November 21, 1923.

ARCHAMBAULT & MARCOTTE,
Attorneys for Applicants.
6050-47-4

Avis public est par les présentes donné que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir certains amendements aux lois qui la régissent, et notamment: (a) l'autorisation d'un pouvoir d'emprunt ne dépassant pas la somme de six millions de piastres (\$6,000,000.00), à être utilisé à l'achat de terrains, à la construction de nouvelles écoles, à la construction de résidences pour le personnel enseignant; (b) la fixation du taux de la taxe scolaire affectant la propriété foncière des propriétaires catholiques romains à une somme n'excédant pas

Public notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to the Acts governing it, and notably: (a) the authorization of the loan power not exceeding the sum of six million dollars (\$6,000,000.00) for the purchase of land and the construction of new schools and residences for the teaching staff; (b) the fixation of the rate of the school tax to be levied on the real estate of the Roman Catholic property owners at a rate not exceeding one cent in the dollar; (c) an amend-

un centin dans la piastre; (c) un amendement à la section 2 de la loi 9 George V, chapitre 37, afin d'inclure les emprunts effectués par les municipalités scolaires catholiques et leurs renouvellements, les ventes de terrains, d'écoles, de résidences et de toutes propriétés foncières, et pour autres fins.

Le Secrétaire général et Trésorier de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal,
6089—47-4 AYME LAFONTAINE.

Avis est donné, par les présentes, que la Corporation de la ville de Bagotville s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi l'autorisant à produire, transmettre, distribuer et vendre de l'électricité pour fins industrielles ou domestiques en dehors de son territoire dans tout le canton Bagot, comté de Chicoutimi, et spécialement dans les municipalités de la ville de Port-Alfred, du village de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, de la paroisse de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie et de Bagotville, partie nord-ouest.

Québec, le 19 novembre 1923.

Les procureurs de la ville de Bagotville,
ST-LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU.
6091—47-4

Avis est donné, par les présentes, que la compagnie de Chemin de Fer de Québec & Chibougamau, ses Directeurs et Actionnaires, Harry Cranfurd Thompson, de Londres, Angleterre, avocat, John Theodore Ross, de Québec, gentilhomme, Henry Leake Fitzgerald Blake, d'Ottawa, ingénieur-minier, James Guthrie Scott, de Québec, gentilhomme, Jean-Florian Grenon, de Chicoutimi, ingénieur-civil, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendant la charte de la susdite compagnie de chemin de fer, confirmant les droits et pouvoirs à elle accordés paricelle et prolongeant le délai alloué pour la construction de ses voies ferrées.

Québec, 19 novembre 1923.

Les procureurs des requérants,
ST-LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU.

6093—47-4

Avis est, par les présentes, donné que Vincent P. Heney demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour autoriser le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à lui accorder une licence pour pratiquer la médecine et la chirurgie dans la province de Québec, à la condition qu'il subisse les examens de troisième, quatrième et cinquième années, devant le bureau médical.

L'applicant,
VINCENT P. HENEY.

Montréal, 14 novembre 1923. 6095—47-4

Avis est par les présentes donné que Monsieur François Labrecque, de Saint-Camille, Co. Bellechasse, étudiant en médecine à l'Université Laval de Québec, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une législation privée autorisant le Collège des médecins à lui octroyer sa licence après qu'il aura subi avec succès les examens de IIIe, IVe et Ve années devant le bureau médical.

Le requérant,
F. LABRECQUE.

5889—46-4

ment to section 2 of the Act 9 Georges V, chapter 37, so as to include the loans contracted by the Catholic School municipalities and their renewals, the sales of land, schools, residences and any real estate, and for other purposes.

AYME LAFONTAINE,
General Secretary and Treasurer of the
Montreal Catholic School Commission.
6090—47-4

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the Corporation of the Town of Bagotville, for the adoption of an act authorizing it to produce, transmit, distribute and sell electricity for industrial and domestic purposes outside of its territory in the whole township of Bagot, county of Chicoutimi, and specially in the municipalities of the Town of Port Alfred, of the village of Saint Alexis de la Grande Baie, of the parish of Saint Alexis de la Grande Baie and of Bagotville Northwest part.

Quebec, November 19, 1923.

ST. LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU,
Attorneys for the Town of Bagotville.
6092—47-4

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the Quebec and Chibougamau Railway Company and by the Directors and Shareholders thereof, Harry Cranfurd Thompson, of London, England, Barrister-at-Law, John Theodore Ross, of Quebec, gentleman, Henry Leake Fitzgerald Blake, of Ottawa, Mining Engineer, James Guthrie Scott, of Quebec, gentleman, and Jean Florian Grenon, of Chicoutimi, Civil Engineer, to amend the Charter of the said Railway Company, confirm its rights and powers thereunder and extend the time for the construction of its railway lines.

Quebec, November 19, 1923.

ST. LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU,
Attorneys for Petitioners.
6094—47-4

Public notice is given that Vincent P. Heney will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to authorize the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to grant him a license to practise Medicine and Surgery in the Province of Quebec, provided that he pass the examinations of the third, fourth and fifth years before the Medical Board.

VINCENT P. HENEY,
Applicant.

Montreal, November 14th, 1923. 6096—47-4

Notice is hereby given that Mr. François Labrecque, of Saint Camille, County of Bellechasse, medical student at Laval University, Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a private bill authorizing the College of Physicians to grant him his license after his passing successfully the examinations of the third, fourth and fifth years before the Medical Board.

F. LABRECQUE,
Applicant.

5890—46-4

Avis est par les présentes donné que Monsieur Lucien LaRue, de Neuville, comté de Portneuf, étudiant en médecine à l'Université Laval de Québec, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une législation privée autorisant le Collège des médecins à lui octroyer sa licence après qu'il aura subi avec succès, les examens de IIIe, IV et Ve années devant le bureau médical.

Le requérant,
5891—46-4 LUCIEN LARUE.

Avis est par les présentes donné que "La Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company" demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour amender la charte de la compagnie, pour étendre la date du commencement des travaux de construction sur son chemin jusqu'au premier novembre, 1926.

Le président,
5893—46-4 W.-H. ROBINSON.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la Municipalité de Grand'Mère, dans le Comté de Champlain, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa première session, pour faire amender la Loi 13 Geo. 5, chap. 48, qui les régit, pour, entre autres, les fins suivantes:

Mieux définir les limites actuelles de la municipalité scolaire de Grand'Mère, de manière à ce que le lit de la Rivière Saint-Maurice, qui traverse la dite municipalité, y soit inclus.

Le procureur des requérants,
5895—46-4 J. LAFOND.

Avis est par les présentes donné que Mesdames Blanche Goulet, dite Sainte-Catherine-de-Sienne; Rose-Anna Bélanger, dite Sainte-Angèle, et Lydia Harvey, dite Saint-André, résidant actuellement toutes trois à Rimouski, Membres de la Communauté dite le Monastère de l'Immaculée Conception des Ursulines de Rimouski, désireuses d'établir un monastère de leur Ordre à Gaspé, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant, elles et leurs successeurs, en corporation, sous le nom de "Les Ursulines de Gaspé", avec tous les pouvoirs généralement accordés à ces corporations.

Quebec, le 12 novembre, 1923.
Pour les requérantes,
5897—46-4 JOS. SIROIS, N. P.

Avis est par les présentes donné que Monseigneur Joseph-Elzéar Matte, Vicaire Général, et Messieurs les Abbés Régis Grenier, Edmond Plourde et Alexis Dufresne, tous quatre de Gaspé, et Antoine Poirier, Curé du Cap-d'Espoir, désireux d'établir à Gaspé un Séminaire où se donnera l'enseignement habituellement donné dans les Séminaires de cette Province, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant, eux et leurs successeurs, en corporation sous le nom de "Le Séminaire de Gaspé", avec tous les pouvoirs généralement accordés à ces corporations.

Quebec, 12 novembre 1923.
Pour les requérants,
5899—46-4 JOS. SIROIS, N. P.

Avis public est par les présentes donné que a "Metropolitan Columbus Association", corps politique et incorporé, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans la cité de

Notice is hereby given that Mr. Lucien LaRue, of Neuville, county of Portneuf, medical student at Laval University, Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a private bill authorizing the College of Physicians to grant him his license after his passing successfully the examinations of the third, fourth and fifth years before the Medical Board.

LUCIEN LARUE,
5892—46-4 Applicant.

Notice is hereby given that "The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend the charter of the Company, to extend the date upon which the Company may begin the construction of its road to 1st November 1926.

W. H. ROBINSON,
5894—46-4 President.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Grand'Mère, in the County of Champlain, will ask the Legislature of the province of Quebec, at its first session, to amend the Act 13 Geo. 5, chap. 48, applying to them, for, amongst others, the following objects:

Ascertain the boundaries of the School Municipality of Grand'Mère so that they include the bed of the Saint Maurice River running through them.

J. LAFOND,
5895—46-4 Attorney for petitioners.

Notice is hereby given that the Sisters Blanche Goulet, named Sainte Catherine de Sienne; Rose Anna Bélanger, named Sainte Angèle and Lydia Harvey, named Saint André, all three residing actually in Rimouski, of the Community known as Le Monastère de l'Immaculée Conception des Ursulines de Rimouski, desiring to establish a Monastery of their Order in Gaspé, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain a law, constituting them as a corporation, them and their successors, as "Les Ursulines de Gaspé", with all the powers generally granted to such corporations.

Quebec, November 12, 1923.
JOS. SIROIS, N. P.,
5898—46-4 For the Petitioners.

Notice is hereby given that Mgr. Joseph Elzéar Matte, Vicaire Général, and the Reverend Régis Grenier, Edmond Plourde and Alexis Dufresne, all four of Gaspé, and Rev. Antoine Poirier, parish Priest of Cap d'Espoir, desirous to establish at Gaspé a Seminary to give the instruction usually given in Seminaries of this Province, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain a law constituting them as a corporation, them and their successors, under the name of "Le Séminaire de Gaspé", with all the powers generally granted to such corporations.

Quebec, November 12, 1923.
JOS. SIROIS, N. P.,
5900—46-4 For the Petitioners.

Public notice is hereby given that "The Metropolitan Columbus Association", a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the City of Montreal,

Montréal, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour amender son acte d'incorporation, 6 George V, chapitre 97, des statuts de Québec, pour l'autoriser à augmenter son capital-actions à cinq cent mille piastres, et lui permettre de posséder de la propriété; la valeur annuelle de la dite propriété ne devra pas dépasser quarante mille piastres.

Montréal, 13 novembre 1923.

Le procureur de la "Metropolitan Columbus

5903-46-4

Association",
M. A. PHELAN.

will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend its act of incorporation, 6 George V, Chapter 97, of the Statutes of Quebec, to authorize it to increase its capital stock to five hundred thousand dollars, and to permit it to own property, the annual value whereof shall not exceed forty thousand dollars.

Montreal, November 13, 1923.

M. A. PHELAN,
Attorney for the "Metropolitan Columbus
5904-46-4 Association".

Avis public est par les présentes donné que la cité d'Outremont demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour confirmer les pouvoirs qui lui sont accordés par sa charte et ses amendements, pour modifier et amender, suivant qu'il sera nécessaire, certaines dispositions de ladite charte et de ses amendements, entre autres, relativement aux règlements du Conseil, avec ou sans leur approbation par les propriétaires de biensfonds, à l'aqueduc, aux rôles d'évaluation et de perception et à leur contestation, au mode de collecter les taxes et cotisations, à l'extension du pouvoir d'imposer les taxes, au pouvoir de coopérer avec la cité de Montréal au pavage de la rue Hutchison depuis le Boulevard Saint-Joseph jusqu'à l'Avenue Bernard, au pouvoir d'acheter ou autrement acquérir de la cité de Montréal toutes cotisations pour améliorations locales sur des propriétés situées dans la cité d'Outremont, et d'imposer de nouveau telles cotisations sur les propriétés bénéficiant de tels travaux, à la ratification des rôles de cotisations et de perception, à la ratification des règlements de construction, aux franchises et privilèges dans les rues, places publiques et autres dans la municipalité, aux ouvertures et excavations, aux chemins, places publiques et trottoirs, et pour autres fins.

Les avocats de la requérante,

BEAUBIEN, LAMARCHE & ANGERS.
Montréal, 13 novembre 1923.

5917-46-4

Public notice is hereby given that the city of Outremont will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to confirm the powers granted to it by its charter and amendments thereto and to modify and amend, as may be deemed necessary, certain provisions of said charter and its amendments, amongst others in relation to the by-laws of the Council, with or without their approval by owners of immovable property, to the water works or other public utilities, to the valuation and collection rolls and their contestation, to the mode of collecting taxes and assessments, to the extension of the powers of taxation, to the power to co-operate with the city of Montreal for the paving of Hutchison Street from Saint-Joseph Boulevard to Bernard Avenue, to the power to buy or otherwise acquire from the city of Montreal any assessments for local improvements on properties situate in Outremont, and re-assess same upon benefiting properties, to the ratification of assessments or collection rolls, to ratify the building by-laws, to franchises and privileges in the streets, public places and others in the municipality, to openings and excavations, to roads, public places and sidewalks, and for other purposes.

BEAUBIEN, LAMARCHE & ANGERS,
Attorneys for Petitioner.
Montreal, November 13, 1923.

5918-46-4

Avis est par les présentes donné que les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Herménégilde, de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi spéciale constituant le curé et les trois marguilliers en office de ladite paroisse en corporation de syndics; les autorisant d'imposer et de prélever une répartition annuelle basée sur le rôle d'évaluation de la cité de Montréal, en vue d'acquitter la dette encourue pour la construction de l'église paroissiale et l'acquisition de l'emplacement de cette église; leur permettant de renouveler les emprunts déjà contractés soit au moyen d'obligations, avec ou sans annuité ou autrement, d'hypothéquer les terrains et édifices de la fabrique pour assurer le paiement des emprunts; et leur accordant tous les droits et pouvoirs nécessaires ou utiles pour l'accomplissement de leur mission.

Montréal, 14 novembre 1923.

Les procureurs des requérants,
5919-46-4 LACHAPPELLE & LALONDE.

Notice is hereby given that the Curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint Herménégilde, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special act, to constitute the Curé and the churchwardens in office of the said parish into a corporation of trustees; to authorize them to impose and levy an annual assessment based on the valuation roll of the city of Montreal to pay off the debt incurred by the construction of the parochial church and the acquisition of the land upon which said church was erected; to allow them to renew the loans already contracted by the Fabrique either by debentures, bonds, with or without annuities or otherwise and to hypothecate the buildings of the parish and the ground upon which they are erected, as guarantee for the payment of such loans; and to grant them all the rights and powers that may be necessary or useful for the fulfilment of their charge.

Montreal, November 14, 1923.

LACHAPPELLE & LALONDE,
5920-46-4 Attorneys for Applicants.

Avis public est donné par les présentes, que la "Montreal Maternity", corps incorporé, de la cité de Montréal, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour autoriser et donner le pouvoir légal à la "Montreal Maternity" de transporter et livrer toutes ses propriétés mobilières et immobilières, ses droits et ses privilèges, de quelque nature qu'ils soient, à l'hôpital Royal Victoria, corps incorporé, de la cité de Montréal, et pour autoriser et donner le pouvoir légal au dit hôpital Royal Victoria de les recevoir et de les accepter, pour toutes fins que de droit.

Montréal, 14 novembre 1923.

Les procureurs pour le pétitionnaire,
BROWN, MONTGOMERY &
5925-46-4 McMICHAEL.

Avis est par les présentes donné que Monsieur Georges Berberi, de Beauceville, comté de Beauce, étudiant en médecine à l'Université Laval de Québec, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une législation privée autorisant le Collège des médecins à lui octroyer sa licence après qu'il aura subi avec succès les examens de IIIe, IV et Ve années devant le bureau médical.

Le requérant,
5927-46-2 GEORGES BERBERI.

Avis est donné par les présentes que les Révérends Pères Léonidas Hudon, Joseph Papin Archambault, Louis Héroux, Hugues Lefebvre et Léon Sigouin, tous membres de la Compagnie de Jésus, tous de la cité et du district de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant, eux et leurs successeurs, en corporation, sous le nom de "La Corporation de Notre-Dame-du-Chemin", pour fins religieuses, d'éducation, œuvres charitables et sociales, avec les pouvoirs habituels conférés à ces corporations.

Québec, 15 novembre 1923.

Les procureurs des pétitionnaires,
BELLEAU, BAILLARGEON, BELLEAU
5929-46-4 & BOULANGER.

Province de Québec, district de Montréal.

Avis public est par les présentes donné, que Jules Meilleur, journalier, Joseph Meilleur, menuisier, Hermine Meilleur, fille majeure et usant de ses droits et Adélina Valiquette, veuve de Félix Meilleur, de son vivant menuisier, tous de la ville Laval-des-Rapides, comté de Laval, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi validant leur titre à l'immeuble connu sous le No 272 du cadastre de Saint-Martin, comté de Laval, et les déclarant propriétaires du dit immeuble à toutes fins que de droit.

Montréal, le 14 novembre 1923.

Le procureur des requérants,
5931-46-4 JOSEPH JEAN.

Avis public est par les présentes donné que les syndics de l'école protestante de la municipalité dissidente des cité et paroisse de Lachine et des villes de Lasalle et Dorval, dans le comté de Jacques-Cartier, demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi, devant prendre effet le premier jour de juillet prochain, pour l'érection de la dite municipalité en municipalité scolaire indépendante, pour les protestants seulement, avec tous les droits et privilèges qu'elle posséderait si elle était ainsi érigée sous les articles 2589 et suivants, des Statuts Refondus de Québec, 1909, le bureau de six commissaires

Public notice is hereby given that the Montreal Maternity, a body corporate of the city of Montreal, will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to authorize and empower the Montreal Maternity to transfer and deliver all its immovable property and all its movables and rights and privileges of whatever nature unto the Royal Victoria Hospital, a body corporate of the city of Montreal, and to authorize and empower the Royal Victoria Hospital to receive and accept the same to all intents and purposes.

Montreal, November 14 1923.

BROWN, MONTGOMERY &
5926-46-4 McMICHAEL,
Attorneys for petitioner.

Notice is hereby given that Mr. Georges Berberi, of Beauceville, county of Beauce, Medical student at Laval University, Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a private bill authorizing the College of Physicians to grant him his license after his passing successfully the examinations of the third, fourth and fifth years before the Medical Board.

5928-46-2 GEORGES BERBERI,
Applicant.

Notice is hereby given by the Reverend Fathers Leonidas Hudon, Joseph Papin Archambault, Louis Héroux, Hugues Lefebvre and Léon Sigouin, all members of "La Compagnie de Jésus", all of the city and district of Quebec, that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the enactment of an act to constitute them and their successors a corporation under the name of "La Corporation de Notre-Dame-du-Chemin", for religious, educational, charitable and social purposes, with the powers ordinary granted to corporations of that kind.

Quebec, November 15, 1923.

BELLEAU, BAILLARGEON, BELLEAU
5930-46-4 & BOULANGER.

Province of Quebec, district of Montreal.

Public notice is hereby given that Jules Meilleur, laborer, Joseph Meilleur, joiner, Hermine Meilleur, spinster, in the full exercise of her rights and Adélina Valiquette, widow of Felix Meilleur, in his lifetime joiner, all of the town of Laval des Rapides, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to validate their title to the immovable known under No. 272 of the cadastre of Saint Martin, county of Laval, and declaring them owner of the said immovable for all lawful purposes.

Montreal, November 14, 1923.

JOSEPH JEAN,
5932-46-4 Attorney for applicants.

Public notice is hereby given that the Protestant School Trustees for the dissentient municipality of the city and parish of Lachine and the towns of Lasalle and Dorval, in the county of Jacques Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, to come into effect on the first day of July next, for the erection of the said municipality into an independent school municipality for Protestants only, with all the rights and privileges it would have if so erected under Article 2589 and following of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the board to be of six commissioners

remplaçant les six syndics autorisés par la loi 13, George V, chapitre 119, de la Législature de Québec, les syndics dont le terme d'office n'expire pas le premier juillet prochain, devant devenir et demeurer en office, comme commissaires, pour le reste de leur terme respectif, et deux commissaires devant être élus pour remplacer les deux syndics qui se retirent; pour obtenir des pouvoirs d'emprunt temporaire, en attendant la rentrée des taxes courantes, d'un montant n'excédant pas, en aucun temps, un quart des taxes pour l'année courante; pour l'autorisation de faire leur propre rôle d'évaluation et pour autres fins.

Montréal, 14 novembre 1923.

Les procureurs des pétitionnaires,
BROWN, STAVELEY & JENKINS.

5933-46-4

Avis est par le présent donné que la cité de Lachine demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendement sa charte, la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et ses amendements, aux fins : D'augmenter ses pouvoirs de réglementer la construction et l'autorisation à prohiber tous établissements manufacturiers et commerciaux quelconques dans certaines parties de son territoire; D'exempter de taxes les terrains vacants homologués comme rues projetées; D'exempter de taxes pour trois ans, les constructions nouvelles; D'autoriser la tenue de referendums au scrutin secret; D'autoriser la fermeture des magasins à six heures le soir; D'autoriser la révocation des licences et permis accordés par la Municipalité; D'autoriser l'organisation d'un service d'autobus dans son territoire; De corriger la version française de la section 5 de la loi 11 George V, chapitre 116; D'autoriser le paiement de pensions viagères à ses employés mis à la retraite; D'amender les dispositions concernant le recouvrement des amendes, la vente des immeubles pour taxes et les emprunts; D'abroger les sections 20, 30, 35, 49, 73 de la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et les sections 16 et 22 de la loi 4 George V, chapitre 79, et pour autres fins.

Lachine, le 13 novembre 1923.

Le procureur de la cité de Lachine,
5935-46-4 A.-S. PELLETIER.

Avis est, par les présentes, donné de la part de Madame Maurice Bonnapetit, née Joséphine Drolet, actuellement de la cité de Paris, France, qu'elle demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'amendement du deuxième paragraphe de la loi 12 George V, chapitre 145, concernant la Succession de feu Joseph-Aimé Massue, pour le faire concorder avec les termes du testament du dit feu J.-A. Massue.

Montréal, le 13 novembre 1923.

Les procureurs de la requérante,
ST-JACQUES, FILION & HOULE.
5949-46-4

Avis est, par les présentes, donné que les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, certains amendements à la loi 32 Victoria, Chapitre 77, par laquelle ils ont été constitués en corporation, particulièrement la modification de leur nom corporatif et une plus ample définition de leurs pouvoirs et attributions.

Montréal, le 13 novembre 1923.

Les procureurs des requérants,
ST-JACQUES, FILION & HOULE.
5951-46-4

replacing the six trustees authorized by Act 13 Geo. V, Chapter 119 of the Legislature of the Province of Quebec, the trustees whose terms of office do not expire on the 1st July next to become and remain in office as commissioners for the balance of their respective terms and two commissioners to be elected to replace the two trustees who retire; for temporary borrowing powers against incoming taxes to an amount not exceeding at any time one-quarter of the taxes for the current year; for authorization to make their own valuation roll and for other purposes.

Montreal, November 14, 1923.

BROWN, STAVELEY & JENKINS,
Attorneys for petitioners.
5934-46-4

Notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to amend its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments thereto, for the following purposes :

To increase its power to regulate building and the authorization to prohibit any manufacturing and commercial establishments whatsoever in certain parts of its territory; to exempt from taxes the vacant lands homologated as projected streets; to exempt new buildings from taxes for three years; to authorize the holding of referendums by ballot; to authorize the closing of stores at six o'clock P. M.; to authorize the cancelling of licenses and permits granted by the municipality; to authorize the organization of an autobus service in its territory; to correct the French version of section 5 of the Act 11 George V, chapter 116; to authorize the payment of life allowances to its employees pensioned off; to amend the provisions respecting the recovery of fines, the sale of immovables for taxes and loans; to repeal sections 20, 30, 35, 49, 73 of the Act 9 Edward VII, chapter 86 and sections 16 and 22 of the Act 4, George V, chapter 79 and for other purposes.

Lachine, November 13, 1923.

A. S. PELLETIER,
5936-46-4 Attorney of the city of Lachine.

Notice is hereby given on behalf of Dame Maurice Bonnapetit, née Josephine Drolet, presently of the city of Paris, France, that she will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to amend the second paragraph of the Act 12, George V, Chapter 145, respecting the estate of the late Joseph Aimé Massue, to make it agree with the terms of the last will of the said late J. A. Massue.

Montreal, November 13, 1923.

ST-JACQUES, FILION & HOULE,
Attorneys for applicant.
5950-46-4

Notice is hereby given that *Les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul*, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for certain amendments to the Act 32, Victoria, Chapter 77, whereby they were incorporated, and especially for modifying their corporate name and for a further definition of their powers and attributions.

Montreal, November 13, 1923.

ST-JACQUES, FILION & HOULE,
Attorneys for applicants.
5952-46-4

Avis public est donné, que lors de l'étude du projet de loi de la cité de Montréal, Arthur Brière, Maxime Presseau, Joseph Charpentier, Olivier Champagne, Arsène David, Azarie Beauchamp, Calixte Sénécal, C.-A. Colletette, Vincent Langelier, Joseph Charbonneau, Jean Naud, J. Tremblay, A. Binette, Arthur Mann, Edmond Mayer, tous ex-officiers du corps de pompiers de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire insérer parmi les amendements à la charte de ladite cité, une disposition, obligeant la cité à leur payer une pension égale à la demie du salaire moyen par eux touché pendant leurs dix dernières années de service.

Montréal, 7 novembre 1923.

L'avocat des requérants,
5771-47-4 J.-OCTAVE MOUSSEAU.

Public notice is hereby given that when the bill amending the charter of the city of Montreal, is being considered, Arthur Brière, Maxime Presseau, Joseph Charpentier, Olivier Champagne, Arsène David, Azarie Beauchamp, Calixte Sénécal, C. A. Colletette, Vincent Langelier, Joseph Charbonneau, Jean Naud, J. Tremblay, A. Binette, Arthur Mann, Edmond Mayer, all of them ex-officers in the fire department of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to insert in the charter of the city a provision compelling the city to pay them a pension equal to the half yearly salary received by them during their last ten years of service.

Montreal, November the 7th, 1923.

J. OCTAVE MOUSSEAU,
5772-47-4 Attorney for applicants.

Département du trésor

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The Patriotic Assurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé permettant en plus la classe suivante contre les dommages causés sur les propriétés de toutes sortes par l'explosion du gaz naturel ou autres et contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, le et après ce vingt-neuvième jour de novembre 1923.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce vingt-neuvième jour de novembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 6233-49-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Sun Insurance Office of London", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, les accidents, les automobiles, la garantie et maladie, a été amendé permettant en plus la classe suivante contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres et les dégâts causés par arroseurs automatiques, le et après le vingt-neuvième jour de novembre 1923.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce vingt-neuvième jour de novembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 6235-49-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Scottish Metropolitan Assurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, les accidents, automobile, vol avec effraction, garantie et maladie, a été annulé et substitué par les classes suivantes: le feu, les accidents, automobile, garantie, maladie, bris de glaces, contre les dommages causés aux propriétés de toutes sortes par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce troisième jour de décembre 1923.

Treasury Department

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Patriotic Assurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, has been extended to include Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas and Sprinkler Leakage Insurance, on and after this twenty ninth day of November, 1923.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty ninth day of November, 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 6234-49-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Sun Insurance office of London" authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, accident, automobile, guarantee and sickness insurance, has been extended to include Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas and Sprinkler Leakage insurance, on and after this twenty ninth day of November, 1923.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty ninth day of November, 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 6236-49-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Scottish Metropolitan Assurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, accident, automobile, burglary, guarantee and sickness, has been cancelled and the following substituted therefore: Fire, accident, automobile, guarantee, sickness, plate glass and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this third day of December, 1923.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce troisième jour de décembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des Assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

6247—49-2

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this third day of December, 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

6248—49-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Commercial Union Assurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et la vie, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, assurance contre les dommages sur propriétés de toute sortes causés par l'explosion de gaz naturel ou autres, accidents, automobile, vol avec effraction, bris de glaces, maladie et ouragan, le et après le vingt-sixième jour de novembre, 1923.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour de novembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des Assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

6159—48-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Commercial Union Assurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire and Life Insurance, has been extended to include Sprinkler Leakage Insurance, Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, accident, automobile, burglary, plate glass, sickness and tornado insurance, on and after this twenty sixth day of November, 1923.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty sixth day of November, 1923.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

6160—48-2

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Canada, Province de Québec, district de Montmagny, No 1723. Cour Supérieure. Dame Poméla Blais, épouse commune en biens du dit Joseph Racine, de Saint-Fabien, district de Montmagny, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph Racine, de Saint-Fabien, district de Montmagny, défendeur.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été instituée.

Montmagny, 29 novembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
6241—49-5 LOUIS MORIN.

Canada, Province of Quebec, district of Montmagny. Superior Court, No. 1723. Dame Poméla Blais, wife common as to property of the said Joseph Racine, of Saint Fabien, district of Montmagny, and duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs Joseph Racine, of Saint Fabien, district of Montmagny, defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Montmagny, November 29, 1923.

LOUIS MORIN,
6242—49-5 Attorney for plaintiff.

No 1191. Cour supérieure, Saint-Hyacinthe. Dame Lauréa Parent, demanderesse; vs Alexandre Barré, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 7 novembre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
6249—49-5 J.-A.-N. PRUNEAU.

No. 1191. Superior Court, Saint Hyacinthe. Dame Laurea Parent, plaintiff; vs Alexander Barré, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 7th of November, 1922.

J. A. N. PRUNEAU,
6250—49-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 830. Dame Anna Gravel, épouse commune en biens de Adrien Pharand, journalier, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Adrien Pharand, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 17 novembre 1923.

Montréal, le 22 novembre 1923.
Le procureur de la demanderesse,
6131—48-5 J.-L. GODIN.

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 830. Dame Anna Gravel, wife common as to property of Adrien Pharand, laborer, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, plaintiff, vs the said Adrien Pharand, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 17th of November, 1923.

Montreal, November 22, 1923.
J. L. GODIN,
6132—48-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 1768. Dame Beckie Rosenstein, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Singer, marchand, du même endroit, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Louis Singer, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19ème jour de novembre 1923.

Montréal, 22 novembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
6133—48-5 ALEXANDRE-I. POPLIGER.

Cour supérieure, Kamouraska, No 8998. Dame Alice Desrosiers, épouse commune en biens de Sieur Aimé Bérubé, mécanicien, de la cité de Rivière-du-Loup, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Aimé Bérubé, mécanicien, de la cité de Rivière-du-Loup, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dixième jour de novembre 1923.

Rivière-du-Loup, 13 novembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
CASGRAIN, LIZOTTE & MICHAUD.
6151—48-5

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 4484. Dame Azelda Anger, domiciliée en la cité de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens d'Albert Fontaine, du même lieu, dûment autorisée aux fins des présentes, demanderesse; vs Albert Fontaine, voiturier, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 22 novembre 1923.

Montréal, 26 novembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
6155—48-5 BEAUREGARD & LABELLE.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4356.

Dame Delphine Côté, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alfred Auger, mécanicien, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Alfred Auger, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le 15 novembre 1923.

Montréal, 16 novembre 1923.

L'avocat de la demanderesse,
5985—47-5 C.-A. ARCHAMBAULT.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. Dame Marie-B. Boulanger, épouse commune en biens du défendeur demanderesse, des cité et district de Montréal; et Ernest Vandandaigue, défendeur, du même lieu.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, 17 novembre 1923.

L'avocat de la demanderesse,
5999—47-5 F.-A. CRAIG.

Canada, Province de Québec, district de Saint-François. Cour Supérieure, No 718. Dame Rosa-Marguerite Tanguay, du canton de Weedon, dans le district de Saint-François, épouse de Stanislas-Wilbrod Darche, du même endroit, commerçant, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Stanislas-Wilbrod Darche,

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 1768. Dame Beckie Rosenstein, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Singer, merchant, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Louis Singer, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 19th day of November 1923.

Montreal, November 22, 1923.

ALEXANDER I. POPLIGER,
6134—48-5 Attorney for plaintiff.

Superior Court, Kamouraska, No. 8998. Dame Alice Desrosiers, wife common as to property of Mr. Aime Berubé, machinist, of the city of Rivière du Loup, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Aimé Berubé, machinist, of the city of Rivière du Loup, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the tenth day of November, 1923.

Riviere du Loup, November 13, 1923.

CASGRAIN, LIZOTTE & MICHAUD,
6152—48-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 4484. Mrs. Azelda Anger, residing in the city and district of Montreal, wife common as to property of Albert Fontaine, of the same place, and duly authorized to *ester aux présentes*, plaintiff; vs Albert Fontaine, carriage maker, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 22nd day of November, 1923.

Montreal, November 26, 1923.

BEAUREGARD & LABELLE,
6156—48-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4356.

Dame Delphine Côté, of Montreal, district of Montreal, wife common as to property of Alfred Auger, of the same place, mechanic, duly authorized to act in justice, plaintiff; vs said Alfred Auger, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against defendant on November 15th, 1923.

Montreal, November 16th, 1923.

C. A. ARCHAMBAULT,
5986—47-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. Mrs. Dame Marie B. Boulanger, wife common as to property of the defendant, plaintiff, of the City and District of Montreal; and Ernest Vandandaigue, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day, by the plaintiff against the defendant.

Montreal, November 17, 1923.

F.-A. CRAIG,
6000—47-5 Attorney for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis. Superior Court, No. 718. Dame Rosa Marguerite Tanguay, of the township of Weedon, in the district of Saint Francis, wife of Stanislas Wilbrod Darche, of the same place, merchant, and authorized by the Court to *ester en justice*, plaintiff; vs Stanislas Wilbrod Darche, merchant,

commerçant, du canton de Weedon, dans le district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quatorzième jour de novembre mil neuf cent vingt-trois.

Sherbrooke, Novembre 21, 1923.

Le procureur de la demanderesse,
6053—47-5 F. CAMPBELL.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4938.—Dame Annie Goldberg, épouse commune en biens de Sam Zweig, tous deux des cité et district de Montréal, dûment autorisée par un jugement de la Cour supérieure pour ces présentes, demanderesse; vs Sam Zweig, du même endroit, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, de jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, 5 novembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
5863—46-5 LOUIS FITCH.

Province de Québec, district de Kamouraska. Dans la Cour supérieure, No 8957. Dame Mathilda Morin, épouse commune en biens de Sieur Joseph Saindon, employé de chemin de fer, de la Cité de Rivière-du-Loup, demanderesse; vs ledit Joseph Saindon, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 4 octobre 1923.

Rivière-du-Loup, 10 novembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
5865—46-5 LANGLAIS & COTÉ.

Province de Québec, District de Kamouraska. Dans la Cour supérieure, No 8958. Dame Albina Lévesque, épouse commune en biens de Sieur Philippe Pinet, commerçant, de la paroisse de Saint-Honoré, demanderesse; vs le dit Philippe Pinet, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 4 octobre 1923.

Rivière-du-Loup, 10 novembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
5867—46-5 LANGLAIS & COTÉ.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1651.—Dame Mathilda Pelletier, épouse commune en biens de Camille Boyer, journalier restaurateur, présentement des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Le dit Camille Boyer, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour dans la présente cause.

Montréal, 7 novembre 1923.

L'avocat de la demanderesse,
5869—46-5 EMILE-L. SASSEVILLE.

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 11.—Dame Mary Guilmin, épouse commune en biens de Albert Wilson, hôtelier, du village de Warden, dans le district de Bedford, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Albert Wilson, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 20ème jour d'octobre 1923.

Waterloo, 13 novembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
5871—46-5 ROMULUS CLOUTIER.

of the township of Weedon, in the district of Saint Francis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 14th day of November one thousand nine hundred and twenty three.

Sherbrooke, November 21st, 1923.

F. CAMPBELL,
6054—47-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4938—Dame Annie Goldberg, wife common as to property of Sam Zweig, both of the city and district of Montreal, duly authorized by judgment of the Superior Court for these presents, plaintiff; vs Sam Zweig, of the same place, merchant, defendant.

An action has this day been instituted in separation as to property by the plaintiff against the defendant.

Montreal, November 5, 1923.

LOUIS FITCH,
5864—46-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Kamouraska. In the Superior Court. No. 8957. Dame Mathilda Morin, wife common as to property of Mr. Joseph Saindon, Railway employee, of the city of Rivière du Loup, plaintiff; vs the said Joseph Saindon, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 4th of October, 1923.

Rivière du Loup, November 10, 1923.

LANGLAIS & COTE,
5866—46-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Kamouraska. In the Superior Court, No. 8958. Dame Albina Lévesque, wife common as to property of Mr. Philippe Pinet, trader, of the parish of Saint Honoré, plaintiff; vs the said Philippe Pinet, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 4th of October, 1923.

Rivière du Loup, November 10, 1923.

LANGLAIS & COTE,
5868—46-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1651.—Mrs. Mathilda Pelletier, wife common as to property of Camille Boyer, restorator, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs The said Camille Boyer, her husband, defendant.

An action as to property has been instituted this day.

Montreal, November 7, 1923.

EMILE L. SASSEVILLE,
5870—46-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 11.—Mary Guilmin, wife common as to property of Albert Wilson, hotel-keeper, of the village of Warden, in the district of Bedford, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs. The said Albert Wilson, defendant.

An action in separation as to property has been taken on the 20th of October, 1923.

Waterloo, November 10, 1923.

ROMULUS CLOUTIER,
5872—46-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 3303. Dame Palmyre Roy, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alphonse-Henri Levesque, fourreur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, a institué ce jour une action en séparation de biens contre son dit époux.

Montréal, 13 novembre 1923.

Les avocats de dame P. Roy,
MONTY, DURANLEAU, ROSS & ANGERS.
5901—46-5

Province de Québec, district de Saint-François. Cour supérieure, No 683. Dame Rose-Anna Bisson, épouse de J.-Henri Lambert, restaurateur, domicilié à East Angus, dit district, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit J.-Henri Lambert, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 9ième jour de novembre 1923.

Sherbrooke, 9 novembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
5913—46-5 CESAIRE GERVAIS.

Province de Québec, district de Bedford. Cour Supérieure, No 34. Dame Clarinda Blanchard, de Sainte-Cécile-de-Milton, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Téléphore Auclair, forgeron, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Téléphore Auclair, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 9ième jour de novembre 1923.

Waterloo, ce 15 novembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
5953—46-5 ROMULUS CLOUTIER.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 4547.—Dame Marie-Anna Gauthier, épouse commune en biens de Deus Blais, solliciteur d'annonces, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Deus Blais, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 27ème jour d'octobre 1923.

Québec, 27 octobre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
5723—45-5 MICHAUD & PETTIGREW.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3084.—Dame Anna Ethier, épouse de Roméo Mercier, chauffeur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Roméo Mercier, chauffeur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 24 octobre 1923.

Montréal, 30 octobre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
LEBLANC, PLANTE & LEBLANC.
5725—45-5

Province de Québec, district d'Arthabaska, No 409. Cour supérieure. Dame Alida Lasanté, modiste, de Victoriaville, épouse de Joseph-Egide Lamy, charretier, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Egide Lamy, défendeur.

Une action en séparation de biens a été insti-

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 3303. Dame Palmyre Roy, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alphonse Henri Levesque, furrier, of the same place, has this day instituted an action in separation as to property against her said husband.

Montreal, November 13, 1923.

MONTY, DURANLEAU, ROSS & ANGERS,
Attorneys for Palmyre Roy.
5902—46-5

Province of Quebec, district of Saint Francis. Superior Court, No. 683. Dame Rose Anna Bisson, wife of J. Henri Lambert, restaurant-keeper, domiciled at East Angus, said district, duly authorized to "ester en justice", plaintiff; vs said J. Henri Lambert, of same parts, defendant.

An action in separation as to property, has been instituted in this cause on the 9th day of November, 1923.

Sherbrooke, November 9, 1923.

CESAIRE GERVAIS,
Attorney for plaintiff.
5914—46-5

Province of Quebec, district of Bedford. Superior Court, No. 34. Clarinda Blanchard, of Sainte Cécile de Milton, in the district of Bedford, wife common as to property of Téléphore Auclair, blacksmith, of the said village of Sainte Cécile de Milton, said district, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Téléphore Auclair, défendeur.

An action in separation as to property has been taken on the 9th of November, 1923.

Waterloo, this 15th day of November, 1923.

ROMULUS CLOUTIER,
Attorney for plaintiff.
5954—46-5

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 4547. — Dame Marie Anna Gauthier, wife common as to property of Deus Blais, insurance canvasser, of the city of Quebec, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Deus Blais, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 27th day of October, 1923.

Quebec, October 27, 1923.

MICHAUD & PETTIGREW,
Attorneys for plaintiff.
5724—45-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3084.—Dame Anna Athier, wife of Romeo Mercier, chauffeur, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Romeo Mercier, chauffeur, of the city and district of Montreal, défendeur.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 24th of October, 1923.

Montreal, October 30, 1923.

LEBLANC, PLANTE & LEBLANC,
Attorneys of plaintiff.
5726—45-5

Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court. No. 409. Dame Alida Lasanté, milliner, of Victoriaville, wife of Joseph Egide Lamy, driver, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Egide Lamy, défendeur.

An action in separation as to property has been

tuee contre le défendeur en cette cause le 3ième jour de novembre 1923.

Arthabaska, 6 novembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
5779-45-5 LALIBERTE & MARCHAND.

instituted against the defendant in this case on the 3rd of November 1923.

Arthabaska, November 6th, 1923.

LALIBERTE & MARCHAND,
5780-45-5 Attorneys for the plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montréal.
Cour supérieure, No 2542. Marie-Anna Monette, demanderesse; vs Wilfrid Dutrizac, défendeur.

Une action en séparation de corps a été instituée contre le défendeur, le 31 octobre 1923.

Montréal, 13 novembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
5905-46-5 J.-BRUNO NANTEL.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montreal.
Superior Court, No. 2542. Marie Anna Monette, plaintiff; vs Wilfrid Dutrizac, defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted against the defendant, the 31st day of October, 1923.

Montreal, November 13, 1923.

J. BRUNO NANTEL,
5906-46-5 Attorney for plaintiff.

Avis divers

S. R. Q.—Chapitre 68, 1909.

Formule A (Article 7295a)

Avis public est donné, par les présentes, conformément à l'article 7295 a, des statuts refondus 1909, que la "Gatineau Company, Limited" de la cité d'Ottawa, comté de Carleton, province d'Ontario, se propose de demander l'autorisation de construire une usine hydro-électrique pour développer de la force, un barrage et des estacades, à Chelsea, sur la rivière Gatineau, sur certaines parties des lots 8, 9, 10 du rang IX, canton de Hull, province de Québec.

Avis est aussi donné qu'une pétition à cet effet accompagnée par les plans et spécifications de tels travaux, indiquant les sites choisis pour leur construction et les terrains qui seront affectés par l'emmagasinage de l'eau, a été adressée au ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de tels plans et spécifications a été déposé au bureau d'enregistrement de la division de Hull, à Hull, province de Québec.

L'application contenue dans la pétition sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la Gazette Officielle de Québec.

GATINEAU COMPANY, LIMITED.

Le vice-président,

6291-49-4 J.-B. WHITE.

Miscellaneous Notices

R. S. Q.—Chapter 68, 1909.

Form A (Article 6295a)

Public notice is hereby given, in accordance with article 7295a of the Revised Statutes, 1909, that Gatineau Company, Limited, of the City of Ottawa of the County of Carleton, Province of Ontario, intends to apply for authorization to have constructed a hydro-electric power house, dam and headworks at Chelsea, on the Gatineau River, on parts of lots 8, 9, 10, range IX, township of Hull, province of Quebec.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such works, shewing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry office of the registration division of Hull, at Hull, Province of Quebec.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

GATINEAU COMPANY, LIMITED.

J. B. WHITE,

6292-49-4 Vice President.

Minutes de notaire

Québec, 30 novembre 1923.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 29 novembre 1923, d'accorder, en faveur de M. Georges Merizzi, notaire, de Saint-Rémi, comté de Napierville, le transfert des minutes, répertoires et index de feu les notaires A. Gohier, Charles Bédard et L.-A. Bédard, en leur vivant notaires, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
6245 C.-J. SIMARD.

Notarial Minutes

Quebec, November 30, 1923.

Notice is hereby given, that His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 29th of November, 1923, to grant in favour of Mr. Georges Merizzi, notary, of Saint Rémi, county of Napierville, the transfer of the minutes, repertories and indexes of the late notaries A. Gohier, Charles Bédard and L. A. Bédard, in their lifetime, notaries, of the same place.

C. J. SIMARD,
6246 Assistant Provincial Secretary.

Québec, 30 novembre 1923.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 29 novembre 1923, d'accorder, en faveur de M. Amable Clermont, notaire, de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, et pratiquant dans les cité et district de Montréal, le transfert des minutes, répertoire et index de feu Ls-Calixte Goyette, en son vivant, notaire, pratiquant dans les cité et district de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

6243

C.-J. SIMARD.

Québec, 5 décembre 1923.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Olivier Tourigny, notaire, demeurant et pratiquant en la ville de Magog, district de Saint-François, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Louis-Avila Audet, en son vivant, notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

6293—49-5

C.-J. SIMARD.

Québec, 20 novembre 1923.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Adjutor Côté, notaire, de la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Donat Martel, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

6035—47-5

C.-J. SIMARD.

Québec, le 6 novembre 1923.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. J.-Alexandre Gauvin, notaire, demeurant et pratiquant à Québec, dans le district de Québec, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu le notaire Jos. Allaire, en son vivant du même lieu.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

5737—45-5 ALEXANDRE DESMEULES.

Québec, November, 30, 1923.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased by order in Council dated the 29th of November, 1923, to grant in favour of Mr. Amable Clermont, notary, of the parish of Saint Vincent de Paul, and practising in the city and the district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Ls. Calixte Goyette, in his lifetime, notary, practising in the city and district of Montreal.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Québec, December 5, 1923.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Olivier Tourigny, notary, residing and practicing in the town of Magog, district of Saint Francis, whereby he prays for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Louis Avila Audet, in his lifetime, notary, of the same place.

C. J. SIMARD.

6294—49-5

Assistant Provincial Secretary.

Québec, November 20th, 1923.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Adjutor Côté, notary, of the City of Montreal, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Donat Martel, in his lifetime notary, of the same place.

C. J. SIMARD,

6036—47-5

Assistant Provincial Secretary.

Québec, November 6th, 1923.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. J. Alexandre Gauvin, notary, residing and practicing at Quebec, in the district of Quebec, whereby he prays for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late notary Jos. Allaire, in his lifetime of the same place.

ALEXANDRE DESMEULES,

Acting Assistant Provincial Secretary.

5738—45-5

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de Adélard Audet, cultivateur, de Dixville, cédant autorisé. Avis public est par le présent donné que la propriété immobilière sous-mentionnée sera vendue par encan public, au bureau d'enregistrement de Coaticook, dans la ville de Coaticook, MARDI, le HUITIEME jour de JANVIER prochain 1924, à UNE heure et DEMIE de l'après-midi, savoir:

Ces certains morceaux de terre situés dans le canton de Barford et comprenant (1) tout le lot de cadastre numéro neuf D (9-D) dans le cinquième rang dans le dit canton, contenant quarante-cinq acres de terre (45), plus ou moins. (2) Les moitiés sud des lots de cadastre numéro neuf A (9-A) et neuf B (9-B), dans le sixième rang, dans le dit canton, contenant ensemble cinquante-sept

Sales—Bankruptcy Act.

In the matter of Adélard Audet, farmer, of Dixville, authorized assignor. Public notice is hereby given that the under-mentioned immovable property will be sold at public auction, at the registry office for the registration division of Coaticook, in the Town of Coaticook, Quebec, on TUESDAY, the EIGHTH day of JANUARY next, 1924, at ONE THIRTY o'clock in the afternoon, namely:

Those certain pieces of land situated in the Township of Barford and comprising (1) all the cadastral lot No. nine D (9-D) in the fifth range (5), containing forty five (45) acres of land, more or less. (2) The south halves of cadastral lots numbers nine A and nine B (9-A and 9-B) in the sixth range, (6), of the said Township of Barford, containing together fifty seven acres and half of land,

acres et demie (57½) de terre, plus ou moins. (3) Partie du lot de cadastre No dix B (10-B), dans le troisième rang dans le dit canton, contenant quarante acres (40) de terre, plus ou moins, prises dans la partie sud du dit lot dix B (10-B), sur toute la largeur; bornée au nord partie par le chemin public et partie par le morceau de vingt-cinq (25) acres de Charles Damon—avec les bâtisses dessus érigées.

Cette vente est faite conformément à la section 20 de la Loi des faillites et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions: Comptant.

Le syndie autorisé,

FRED WALLIS.

Bureau: Dixville, Qué.

6289—49-2

more or less. (3) Part of cadastral lot number ten B (10-B) in the third (3) range of the said Township of Barford, containing forty acres (40) of land, more or less, taken from the south part of the said cadastral lot ten B (10-B) of the said Township of Barford, upon its whole length; bounded on the north partly by the public road and partly by the twenty five acres (25), piece of Charles Damon—with all the buildings on the above described pieces of land.

This sale is made according to section 20 of the Bankruptcy Act, and has the same effect as a sale by the sheriff.

Terms: Cash.

FRED WALLIS,
Authorized Trustee.

Office: Dixville, Que.

6290—49-2

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Hull. Cour supérieure, No 6886.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Hull, dans le district de Hull, le 9 novembre 1923, dans une cause dans laquelle Ephrem Guimond, journalier, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, est demandeur, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir: le lot numéro 1712, de la ville d'Aylmer, des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Aylmer—avec bâtisses et dépendances; l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le DIX-SEPTIEME (17ème) jour de JANVIER prochain (1924), Cour tenant, dans la salle d'audience du palais de Justice de la cité de Hull, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du protonotaire de la dite Cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au Greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Hull, 6 décembre 1923.

Le procureur du demandeur,

6255—49-2

H.-A. GOYETTE.

Sales by licitation

Province of Quebec, district of Hull. Superior Court, No. 6886.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Hull, in the district of Hull, the ninth (9th) day of November 1923, in a case in which Ephrem Guimond, laborer, of the City of Ottawa, province of Ontario, is plaintiff, ordering the licitation of a certain immovable designated as follows, to wit: lot No 1712 (number one thousand seven hundred and twelve) of the town of Aylmer, according to the official plan and book of reference for the said town of Aylmer—with the buildings and dependencies thereon; the immovable aforesaid designated will be put at auction and adjudicated to the highest and last bidder the SEVENTEENTH (17th) day of JANUARY next (1924), *Cour tenant*, in the Court Room, at the Court House, in the City of Hull, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the *cahier de charges* deposited at the prothonotary's office in said Court; and that all oppositions *afin d'annuler, afin de charge or afin de distraire* to the said licitation must be deposited in the Greffe of the prothonotary of said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and all oppositions *afin de conserver* must be deposited within six days after the adjudication; and, in default by the parties to deposit the said oppositions within the delays prescribed by the present, they will be forclosed of the right of doing the same.

Hull, December 6th, 1923.

H. A. GOYETTE,

6256—49-2

Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Beauharnois. Cour Supérieure, No 4542. De Angélique Laberge, demanderesse; vs Antoine Gendron *et al*, défendeurs.

Avis est donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le 8ème jour de novembre 1923, dans une cause portant le No 4542 dans laquelle Dame Angélique Laberge, veuve de feu Joseph Gendron, autrefois de la Ville de Léry, dit district, et maintenant de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, est demanderesse; et Antoine Gendron, bourgeois, de Beauharnois, même district, Raymond Faubert, cultivateur, de la ville de Léry, fils de feu Elmi-

Province of Quebec, district of Beauharnois. Superior Court, No. 4542. Dame Angélique Laberge, plaintiff; vs Antoine Gendron *et al*, defendants.

Notice is given that by and under a judgment of the Superior Court sitting at Valleyfield, in the district of Beauharnois, the 8th day of November 1923, in a cause bearing No. 4542, wherein Dame Angélique Laberge, widow of the late Joseph Gendron, heretofore of the town of Léry, said district, and now of the parish of Saint-Joachim de Châteauguay, is plaintiff; and Antoine Gendron, gentleman, of Beauharnois, same district, Raymond Faubert, farmer, of the town of Léry, son of the late Elmi-

Gendron et Charles Faubert, décédés; Raoul Hébert, cultivateur, de Vars, province d'Ontario, fils de feu Octavie Gendron et de feu Isidore Hébert; Emma Daignault, fille majeure de feu Marguerite Gendron et de Charles Daignault, et résidant à Manchester, New Hampshire, Etats-Unis d'Amérique; Philorum Gendron, cultivateur, de Maple Grove et Rose-Anne Gendron, veuve de Adélard Dupuis, du même lieu; Octavie-Flore Gendron, épouse de Emery Julien, employé civil, du village Saint-Louis, le dit Julien pour autoriser son épouse, tous trois du dit district de Beauharnois et enfants de feu Norbert Gendron;—Hormisdas Gendron, maître charretier, de Montréal, même district, Zénophile Gendron, ouvrier, de Danielson, Etat du Connecticut, Etats-Unis; Alfred alias Wilfrid Gendron, cultivateur, de Ville de Léry, Arthur Gendron, cultivateur, Edmond Gendron, gentilhomme, tous deux de Saint-Joachim-de-Châteauguay, Hermosa Gendron, épouse de Zénophile Mallette, journalier, de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, tous du dit district de Beauharnois et le dit Mallette pour autoriser son épouse, tous enfants de Joachim Gendron; Victoria Dorais, épouse de Walter Jubinville, barbier de la ville de Châteauguay, et ce dernier pour autoriser son épouse; Félixine Dorais, épouse de William Barrette, cultivateur, et ce dernier pour l'autoriser, Frédéric Dorais, cultivateur, tous deux de Saint-Joachim-de-Châteauguay, dit district de Beauharnois, Alexandre Dorais, instituteur, Arthur Dorais, boucher, et Eglantine Dorais, épouse de Arthur Bourdon, contremaitre, et ce dernier pour l'autoriser, ces trois défendeurs de Montréal, dit district de Montréal, tous enfants de feu Eustache Dorais, et de feu Aurélie Gendron;—Timothée Leduc, constable, Alexandre Leduc, menuisier, tous deux de Montréal, district de Montréal, Hector Leduc, barbier, de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, Israel Leduc, cultivateur, de Bainsville, Ontario, Evelina Leduc, épouse de Noé Julien, de Caledonia Springs, Ontario, et le dit Julien pour autoriser son épouse; Jean Baptiste Leduc, cultivateur, de Saint-Anicet, district de Beauharnois, tous les dits Leduc enfants de feu Pierre Leduc et feu Mélina Gendron, sont défendeurs; ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit; savoir:

Une terre sise et située dans la ville de Léry, sur le chemin du Lac Saint-Louis, de la contenance de environ six arpents de largeur sur 27 arpents de longueur, plus ou moins; bornée en front par le dit Lac Saint-Louis, attenante du côté est au No 361 et du côté ouest au lot 367 du même cadastre et bornée en arrière par les terres de la rivière Châteauguay, la dite terre connue et désignée comme étant les lots 363-366 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay—avec les bâtisses dessus érigées, et tel que le tout se trouve actuellement, sans garantie de mesure exacte; moins cependant les parties de terrain ci-dessous décrites à distraire des dits numéros et ne devant pas être comprises dans la vente, soit:

Deux lisières traversant dans toute leur largeur les dits lots, dont l'une de 80 pieds de largeur au centre de laquelle passe le chemin de fer Saint Lawrence et Adirondack Railway Co., ayant une superficie d'environ quatre-vingt-trois centièmes d'arpent sur le lot No 363 et un arpent et soixante-douze centièmes sur le lot 366 et l'autre au sud de la première et y touchant, d'une largeur de cent pieds, traversant parallèlement à la première les dits deux numéros et formant une superficie de trois arpents et cinquante-deux perches, plus ou moins, et cédées à la Canadian Light & Power Company.

Faubert, deceased; Raoul Hébert, farmer, of Vars, Province of Ontario, son of the late Octavie Gendron and of the late Isidore Hébert; Emma Daignault, spinster of age of the late Marguerite Gendron and of Charles Daignault and residing at Manchester, New Hampshire, United States of America; Philorum Gendron, farmer, of Maple Grove and Rose Anne Gendron, widow of Adélard Dupuis, of the same place; Octavie Flore Gendron, wife of Emery Julien, civil employee, of the village of Saint Louis, the said Julien to authorize his wife, all three of the said district of Beauharnois and children of the late Norbert Gendron; Hormisdas Gendron, master-carrier, of Montreal, same district; Zénophile Gendron, workman, of Danielson, State of Connecticut, United States; Alfred alias Wilfrid Gendron, farmer, of the town of Léry, Arthur Gendron, farmer, Edmond Gendron, gentleman, both of Saint Joachim de Châteauguay, Hermosa Gendron, wife of Zénophile Mallette, laborer, of the City of Salaberry de Valleyfield, all of the said district of Beauharnois and the said Mallette to authorize his wife, all children of Joachim Gendron; Victoria Dorais, wife of Walter Jubinville, barber, of the town of Châteauguay and the latter to authorize his wife; Felixine Dorais, wife of William Barrette, farmer, and the latter to authorize her; Frederic Dorais, farmer, both of Saint Joachim de Châteauguay, said district of Beauharnois, Alexandre Dorais, school-teacher, Arthur Dorais, butcher, and Eglantine Dorais, wife of Arthur Bourdon, foreman, and the latter to authorize her, these three defendants, of Montreal, said district of Montreal, all children of the late Eustache Dorais and of the late Aurélie Gendron; Timothée Leduc, constable, Alexandre Leduc, joiner, both of Montreal, district of Montreal, Hector Leduc, barber, of the City of Salaberry de Valleyfield, Israel Leduc, farmer, of Bainsville, Ontario, Evelina Leduc, wife of Noé Julien, of Caledonia Springs, Ontario, and the said Julien to authorize his wife; Jean Baptiste Leduc, farmer, of Saint Anicet, district of Beauharnois, all the said Leduc, children of the late Pierre Leduc and late Mélina Gendron, are defendants, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit:

A farm lying and situate in the town of Léry, on the road leading to Lake Saint Louis, containing about six arpents in width by 27 arpents in length, more or less; bounded in front by the said Lake Saint Louis, adjoining on the east side to the No. 361 and on the west side to lot 367 of the same cadastre and bounded in rear by the lands of the Châteauguay River, the said farm known and designated as being the lots 363-366 on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de Châteauguay—with the buildings thereon erected, and as the whole now subsists, without warranty of precise measurements; less however the parts of land hereunder described to be deducted from the said numbers and not to be included in the sale, namely:

Two strips of land crossing the whole width of the said lots, one of which of 80 feet in width at the center of which passes the Saint Lawrence and Adirondack Railway, having superficies of about eighty three-one hundredths of one arpent on the lot No. 363 and one arpent and seventy two-one hundredths on the lot 366 and the other to the south of the first strip and adjacent thereto, of a width of one hundred feet, crossing parallelly to the first the said two numbers and forming a superficies of there arpents and fifty two perches, more or less, and conveyed to the Canadian Light & Power Company.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'en-
chère, moins les distractions ci-dessus, et adjugé
au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-
ET UNIÈME jour de JANVIER prochain, 1924,
à DIX heures du matin, dans la salle d'audience
du Palais de Justice de Valleyfield, sujet aux char-
ges, clauses et conditions indiquées dans le cahier
des charges déposé au greffe du protonotaire de la
dite Cour, et que toute opposition afin d'annuler,
afin de charge et afin de distraire à la dite lici-
tation, devra être déposée au greffe du protono-
taire de la dite Cour, au moins douze jours avant
le jour fixé comme susdit pour la vente et adju-
dication, et que toute opposition afin de conserver
devra être déposée dans les six jours après adju-
dication et, à défaut par les parties de déposer les
dites oppositions dans les délais prescrits par le
présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Valleyfield, Novembre 15, 1923.

Le procureur de la demanderesse,
6003—47-2 HORACE-J. GAGNE.

The immovable above described will be put up
to auction, less the above deductions, and ad-
judged to the last and highest bidder, on the
TWENTY FIRST day of JANUARY, 1924, at
TEN o'clock in the forenoon, in the Court room
of the Court House of Valleyfield, subject to the
charges, clauses and conditions contained in
the list of charges deposited in the office of the
Prothonotary of the said Court; and that any op-
position to annul, to secure charges or to withdraw
to be made to the said licitation, must be filed
in the office of the Prothonotary of the said Court
at least twelve days before the day fixed as afore-
said for the sale and adjudication; and that any
opposition for payment must be filed within six
days after the adjudication, and failing the parties
to file such oppositions withing the delays
hereby limited, they will be foreclosed from so
doing.

Valleyfield, November 15, 1923.

HORACE J. GAGNE,
6004—47-2 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal.
Cour supérieure. No 558. Dame Marie-J.-Al-
bertine Ostell ET AL, demandeurs; vs Joseph T.
Ostell ET AL, défendeurs; et La Société d'Admi-
nistration Générale, mise-en-cause.

Avis public est par les présentes donné qu'en
vertu d'un jugement de la Cour supérieure, sié-
geant à Montréal, dans le district de Montréal,
rendu le 29 juin 1922, dans une cause dans
laquelle Dame Marie-Anne-Joséphine-Albertine
Ostell, épouse contractuellement séparée de biens
de Joseph-Armand Bériau, commis, des cité et
district de Montréal, et le dit Joseph-Armand
Bériau en autant que besoin est pour autoriser
les présentes; et Marie-Sophie-Jeanne-Mélina
Ostell, épouse séparée de corps et de biens par
jugement de cette Cour d'Albert Constantin,
commis, des cité et district de Montréal, et dûment
autorisée en justice aux fins des présentes, sont
demandeurs; et Joseph-Thomas Ostell et Edward
Sydney Ostell, tous deux des cité et district de
Montréal, et John-Benjamin Ostell, absent en des
lieux inconnus, hors de cette province, dans les
Etats-Unis d'Amérique, sont défendeurs; et la
Société d'Administration Générale, corps poli-
tique et incorporé ayant ses principaux bureaux
et places d'affaires en la cité de Montréal, dis-
trict de Montréal, est mise-en-cause, ordonnant
la licitation de l'immeuble désigné comme suit,
savoir:

Un terrain présentement connu et désigné com-
me formant partie, celle nord-est sur le niveau de
la rue St-Louis, du lot officiel No. 176 des plan et
livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques
de la cité de Montréal, de la contenance, tel
terrain appartenant à la succession de feu Dame
Eléonore Gauvin, de quarante-huit pieds de lar-
geur sur la dite rue Saint-Louis, de cinquante
pieds de largeur à la profondeur du dit terrain sur
une profondeur de soixante-dix-neuf pieds dans
la ligne sud-ouest et quatre-vingt-cinq pieds dans
la ligne nord-est, le tout mesure anglaise et plus
ou moins, suivant que le dit terrain est indiqué
sur un plan fait par Joseph Riel, arpenteur, le 2
novembre 1865, intitulé: plan d'un terrain appar-
tenant à Dame C.-A. Brault, indiquant en même
temps le terrain voisin appartenant à la succes-
sion de la dite Dame Eléonore Gauvin; ladite par-
tie de terrain présentement désignée étant bor-
née comme suit: du côté sud-est par la dite rue
Saint-Louis, en profondeur par le lot officiel No
178, appartenant aux représentants de J.-C.-Ro-

Province of Quebec, district of Montreal.
Superior Court, No. 558. Dame Marie J. Alber-
tine Ostell ET AL, plaintiffs; vs Joseph T. Ostell ET
AL, defendants, & La Société d'Administration
Générale, *mise-en-cause*.

Public notice is hereby given that under and
by virtue of a judgment of the Superior Courts sit-
ting at Montreal, in the district of Montreal,
rendered June 29, 1922, in a cause wherein
Dame Marie Anne Josephine Albertine Ostell,
wife contractually separate as to property of
Joseph Armand Bériau, clerk, of the city and dis-
trict of Montreal, and the said Joseph Armand
Bériau to authorize his wife for the purposes here-
of; and Marie Sophie Jeanne Melina Ostell, wife
separate as to bed and board by judgment of
this Court of Albert Constantin, clerk, of the
city and district of Montreal, and duly author-
ized in justice for the purposes hereof, are plain-
tiffs; and Joseph Thomas Ostell and Edward Syd-
ney Ostell, both of the city and district of Mont-
real, and John Benjamin Ostell, absentee in parts
unknown, absentee of this province, in the United
States of America, are defendants; and La Société
d'Administration Générale, a body politic and
corporate, having its principal place of business
in the city of Montreal, district of Montreal, is
mise-en-cause, ordering the licitation of the immov-
able designated as follows:

A lot of land presently known and designated
as forming part, the north-east portion on the
level of the Saint Louis street, of the official lot
No. 176 of the official plan and book of
reference of Saint James ward, in the city of
Montreal, containing, said lot beionging to the
estate of the late Dame Eleonore Gauvin, forty
eight feet in width on the said Saint Louis street,
fifty feet in width to the depth of the said lot by
depth of seventy nine feet in the southwest line
and eighty five feet, in the northeast line, the
whole English measure and more or less, according
to a plan made by Joseph Riel, land-surveyor, on
7th November 1865, entitled: plan of a lot of
land belonging to Dame C. A. Brault, indicating
in the same time the adjacent lot of land belong-
ing to the estate of the said Dame Eleonore
Gauvin; the said portion of lot presently design-
ated being bounded as follows: on the southeast
side by the said Saint Louis Street, in depth by
the official lot No. 178, belonging to the represent-
atives of J. C. Robillard, on the northeast side

billard, du côté nord-est au lot officiel No 175, appartenant aux héritiers Goulet ou représentants, et du côté sud-ouest à une partie du dit lot officiel No 176, formant partie du terrain vendu et décrit en un acte de vente fait par Trust and Loan Company of Canada, la dite Dame Eleonore Gauvin à M. Jordan & Bénard, devant A.-D. Jobin, N. P., le 3 février 1874, enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, maintenant Montréal-Ouest, où est aussi déposé le dit plan sous le No 77073—avec 2 maisons en bois, lambrissées en brique, y érigées et portant les Nos. 337 et 339 de la rue Saint-Louis, de la cité de Montréal.

En vertu d'un jugement de la dite Cour supérieure rendu en cette cause, le 24 novembre 1923, le dit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-IEME jour de JANVIER 1924, à DIX heures et DEMIE du matin, à la chambre No 31 ou dans l'une des salles d'audience, au palais de justice, à Montréal, qui sera alors indiquée, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et qu'à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de ce faire.

Montréal, 27 novembre 1923.

Le procureur des demandeurs,

ANATOLE GAUDET.

Les procureurs des défendeurs,

GODIN, DUSSAULT & CADOTTE.

6193—49-2

to the official lot No. 175, belonging to the heirs Goulet or representatives, and the southwest side to a portion of the said official lot No. 176, forming part of the lot of land sold and described in a deed of sale made by "Trust and Loan Company of Canada", the said Dame Eleonore Gauvin to M. Jordan and Benard, before A.D. Jobin, N.P., the 3rd day of February, 1874, registered in the registration division of Montreal, now Montreal-West, where is also deposited the said plan, under the number 77073—with two buildings in wood encased thereon erected, and bearing the numbers 337 and 339 of Saint Louis street, in the city of Montreal.

Under a judgment of said Superior Court rendered in this case on November 24, 1923, the said immovable will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, the TENTH day of JANUARY 1924, at HALF past TEN of the clock in the forenoon, in room No. 31 or in a room of the Court House of Montreal, which will then be pointed out, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, on to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, November 27, 1923.

ANATOLE GAUDET,

Attorney for plaintiffs.

GODIN, DUSSAULT & CADOTTE,

6194—49-2

Attorneys for defendants.

Ventes pour taxes

Sales for taxes

Province de Québec.

Province of Quebec.

Comté de Laval.

County of Laval

VILLE DE LA POINTE-AUX-TREMBLES.

TOWN OF POINTE AUX TREMBLES.

Avis public est, par les présentes, donné par J.-C.-V. Roy, secrétaire-trésorier de la Ville de la Pointe-aux-Trembles, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du conseil, à l'Hôtel de Ville de la Ville de la Pointe-aux-Trembles, JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE mil neuf cent vingt-trois (1923), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes (municipales et spéciales) et scolaires, avec intérêt, mentionnées dans l'état ci-dessous ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by J. C. V. Roy, Secretary-Treasurer of the Town of Pointe aux Trembles, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the council, at the Town-Hall of the Town of Pointe aux Trembles, THURSDAY, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER nineteen hundred and twenty three (1923), at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal (ordinary and special) and school taxes, with interest, mentioned in the hereunder statement, and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs, be paid before the sale.

Propriétaire de bien-fonds Proprietor of real estate	No du cadastre Cadastre No.	Taxes municipales Municipal taxes						Taxes scolaires School taxes		Total
		Par lot	Per lot	Ordinaires	Ordinary	Spéciales	Special	Intérêt	Interest	
		Par lot	Per lot	Ordinaires	Ordinary	Spéciales	Special	Intérêt	Interest	
La Compagnie Nationale d'Immeubles, Limitée, en liquidation volontaire.....	184-63.....	\$27.32	\$21.81	\$ 2.64	\$ 2.87	\$25.50	\$25.50	\$52.82		
" " " "	184-62.....	25.69	20.40	2.46	2.83	23.84	23.84	49.53		
" " " "	184-61.....	23.79	19.00	2.31	2.48	22.17	22.17	45.96		
" " " "	184-60.....	22.28	17.69	2.07	2.52	22.77	22.77	45.05		
" " " "	184-37.....	26.18	20.81	2.52	2.85	24.28	24.28	50.46		
" " " "	184-36.....	23.34	18.50	2.25	2.59	21.61	21.61	44.95		
" " " "	184-34.....	30.68	24.47	2.97	3.24	28.60	28.60	59.28		
" " " "	184-33.....	28.42	22.78	2.61	3.03	27.33	27.33	55.75		
" " " "	184-124.....	17.29	13.16	2.13	2.00	18.11	18.11	35.40		
" " " "	184-123.....	18.56	14.20	2.28	2.08	19.58	19.58	38.14		
" " " "	184-122.....	19.89	15.29	2.43	2.17	20.86	20.86	40.75		
" " " "	184-121.....	22.15	17.24	2.49	2.42	21.19	21.19	43.34		
" " " "	184-73.....	25.96	19.95	3.21	2.80	27.07	27.07	53.03		
" " " "	184-72.....	25.57	19.64	3.15	2.78	26.62	26.62	52.19		
" " " "	184-70.....	20.17	15.51	2.46	2.20	21.13	21.13	41.30		
" " " "	184-68.....	23.16	17.82	2.85	2.49	23.90	23.90	47.06		
" " " "	184-67.....	25.73	20.01	2.91	2.84	27.10	27.10	52.83		
" " " "	182-87.....	19.93	14.95	2.85	2.13	20.71	20.71	40.64		
" " " "	182-86.....	19.50	14.68	2.70	2.12	20.04	20.04	39.54		
" " " "	182-85.....	20.50	15.76	2.52	2.22	21.29	21.29	41.79		
" " " "	182-84.....	20.92	16.86	2.37	1.69	22.60	22.60	43.52		
" " " "	182-83.....	22.67	17.95	2.19	2.53	24.06	24.06	46.73		
" " " "	181-90.....	22.55	17.45	2.64	2.46	23.03	23.03	45.58		
" " " "	181-89.....	23.64	18.30	2.79	2.55	24.63	24.63	48.27		
" " " "	181-87.....	34.08	26.64	2.91	4.53	27.66	27.66	61.74		
" " " "	181-55.....	33.48	26.18	2.85	4.45	27.26	27.26	60.74		
" " " "	181-54.....	31.58	24.48	2.94	4.16	25.44	25.44	57.02		
" " " "	182-45.....	76.43	30.90	39.48	6.05	36.91	36.91	113.34		
" " " "	181-82, 83 & 84.....	16.87	12.50	2.52	1.85	18.65	18.65	37.11		
" " " "	181-85.....	17.27	12.96	2.40	1.91	19.84	19.84	37.11		
" " " "	184-144.....	16.17	11.69	2.19	2.29	18.70	18.70	34.87		
" " " "	182-159.....	17.27	12.80	2.58	1.89	18.87	18.87	36.14		
" " " "	182-158 & 181-170.....	18.40	13.81	2.58	2.01	20.58	20.58	39.06		
" " " "	184-220 & 182-223.....	18.40	13.81	2.58	2.01	19.97	19.97	37.74		
" " " "	182-221 & 222.....	17.27	12.80	2.58	1.89	18.29	18.29	36.14		
" " " "	181-263 A-to 266 incl. 182-228 & 250.....	15.28	11.01	2.58	1.69	16.60	16.60	33.19		
" " " "	182-15.....	115.73	38.76	78.47	8.50	33.52	33.52	149.25		
" " " "	184-274 & 275.....	14.65	10.57	2.46	1.62	16.10	16.10	32.10		
" " " "	184-319.....	14.65	10.57	2.46	1.62	15.53	15.53	30.18		
" " " "	184-318.....	15.12	11.06	2.37	1.69	16.81	16.81	33.93		
" " " "	181-267, 182-214.....	15.19	11.01	2.61	1.57	16.47	16.47	32.66		
" " " "	181-229, 262, 182-215, 255.....	16.42	12.00	2.58	1.84	18.23	18.23	36.46		
" " " "	182-276, 282, 184-278, 284.....	16.42	12.00	2.58	1.84	17.53	17.53	35.06		
" " " "	182-277 A-to 281 incl. 184-280 A-to 282 incl.....	15.28	11.01	2.58	1.69	15.87	15.87	31.85		
" " " "	182-308.....	13.01	9.87	2.58	1.56	15.20	15.20	28.21		
" " " "	182-309.....	13.18	9.15	2.58	1.45	14.06	14.06	27.24		
" " " "	182-426.....	12.50	8.31	2.58	1.61	11.62	11.62	24.12		
" " " "	182-427.....	11.48	7.66	2.58	1.24	12.88	12.88	24.36		

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.

Province de Québec, }
District d'Abitibi. } **D**ONAT BEAUCHES-
No 280. } NE, de Macamic, dis-
trict d'Abitibi, demandeur;
contre DESIRE BERGERON, d'Authier, dit
district d'Abitibi, défendeur; à savoir:

Le lot de terre portant le numéro cinquante-six (56), du rang numéro deux (2), canton Royal-Roussillon, paroisse d'Authier, dit district d'Abitibi, décrit comme tel au plan d'arpentage du département des Terres et Forêts de Québec—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale d'Authier susdit, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain, mil neuf-cent vingt-quatre, à DEUX heures de l'après-midi.

Le coroner,

Bureau du coroner, J.-ANDRE BIGUE, M. D.
Amos, 3 décembre 1923.

[Première publication, 7 décembre 1923]

6259—49-2

SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, }
District of Abitibi. } **D**ONAT BEAUCHES-
No. 280. } NE, of Macamic, dis-
trict of Abitibi, plaintiff;
against DESIRE BERGERON, of Authier, said
district of Abitibi, defendant; to wit:

The lot of land bearing the number fifty six (56) of range number two (2), township of Royal Roussillon, parish of Authier, said district of Abitibi, described as such on the plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Authier aforesaid, the NINTH day of JANUARY next, one thousand nine hundred and twenty four, at TWO o'clock in the afternoon.

J. ANDRE BIGUE, M. D.,

Coroner's office,

Amos, December 3, 1923.

[First publication, December 7, 1923]

6260—49-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Magistrat—District de Beauce.

Beauce, à savoir: }
No 1501. } **E**UGENE CORRIVEAU,
demandeur; contre ODILON
PAQUET, défendeur.

1o. La partie ouest du lot numéro soixante-neuf A (69-A) du cadastre pour le rang sept du canton de Jersey, en le comté de Beauce, commençant à un ruisseau situé du côté est de la partie du dit lot sus-vendu, suivant le ruisseau jusqu'à la partie boisée du dit lot, et suivant ensuite, en gagnant toujours le nord, la partie défrichée du dit lot jusqu'à sa jonction avec le lot soixante-huit, contenant environ quarante-huit acres, plus ou moins, en superficie, avec en outre un emplacement ayant soixante-dix pieds de largeur, sur cent vingt pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front au chemin public, au nord-est à Aimé Carrier, à la profondeur à Exémér Poulin et au sud-ouest à Albert Boutin—avec bâtisses, circonstances et dépendances;

2o. Un terrain ou emplacement situé en le septième rang du canton Jersey, comté de Beauce, contenant environ deux arpents de front sur environ un arpent de profondeur, sans garantie de mesure; borné en front à la route, en arrière au nord-ouest à Albert Boutin ou représentants, du côté nord-est au trait carré du septième rang et du côté sud-ouest à Olivier Déchène ou représentant, étant connu le dit terrain sous les lots numéros soixante-neuf B, soixante-neuf C et soixante-neuf D (69-B, 69-C, 69-D) au cadastre officiel du dit rang—circonstances et dépendances, avec réserve en faveur de Alexandre Vigneault, d'un lopin de terre suivant titres.

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court—District of Beauce.

Beauce, to wit: }
No. 1501. } **E**UGENE CORRIVEAU,
plaintiff; against ODILON
PAQUET, defendant.

1o. The west part of the lot number sixty nine A (69-A) of the cadastre of range seven of the township of Jersey, in the county of Beauce, starting at a brook situate at the east side of above sold part of said lot, following the said brook up to the wooded part of said lot and then following, towards the north, the cleared part of said lot up to its junction with lot seventy eight, containing about forty eight acres more or less in superficies, together with an emplacement measuring seventy feet in width by one hundred and twenty feet in depth, English measure; bounded in front by the public road, to the northeast by Aimé Carrier, to the depth by Exémér Poëlin, and to the southwest by Albert Boutin—with the buildings thereon, circumstances and dependencies;

2o. A lot of land or emplacement situate in the seventh range of the township of Jersey, county of Beauce, containing about two arpents in front by about one arpent in depth, without warranty of precise measurements; bounded in front by the by-road, in rear to the northwest by Albert Boutin or representatives, on the northeast side by the rear range line of the seventh range and on the southwest side by Olivier Déchène or representative, being known the said lot of land under the lots numbers sixty nine B, sixty nine C and sixty nine D (69-B, 69-C, 69-D) on the official cadastre of the said range—circumstances and dependencies, with reservation in favour of Alexandre Vigneault, of a parcel of land according to titles.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 10 novembre 1923.
[Première publication, 17 novembre 1923]
5879—46-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } CHARLES HEBERT,
No 7547. } demandeur; contre
PIERRE RANCOURT, défendeur.

Le lot numéro quarante-sept B (47-B) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le rang "A", du cadastre Jersey, situé en la paroisse de Saint-Martin—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, 1923, à UNE heure et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 10 novembre 1923.
[Première publication, le 17 novembre 1923]
5881—46-2

To be sold at the door of the parish of Saint-Théophile, the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, November 10, 1923.
[First publication, November 17, 1923]
5880—46-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } CHARLES HEBERT,
No. 8547. } plaintiff; against PIERRE
RANCOURT, defendant.

The lot number forty seven B (47-B) of the official cadastral plan and book of reference for range "A" of the township of Jersey, situate in the parish of Saint Martin—with the buildings and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Martin, the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, 1923, at HALF PAST ONE o'clock in the afternoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, November 10, 1923.
[First publication, November 17, 1923]
5882—46-2

JOLIETTE

Cour supérieure.

Province de Québec, } ROMEO TURGEON,
District de Joliette. } médecin, de la pa-
No 283. } roisse de Saint-Jean-de-
Matha, dans le district de Joliette, demandeur;
contre ALFRED SAINT-GEORGES, cultiva-
teur, ci-devant de la paroisse de Saint-Jean-de-
Matha, dit district, et actuellement de la cité et
du district de Montréal, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Damien, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Damien, comme étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-sept (No 287), de la contenance de trois arpents de largeur par douze arpents et demi de profondeur—bâtie d'une cabane à sucre et avec et y compris l'agrs de sucrerie se trouvant sur la terre en question.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damien, dans le district de Joliette, le MARDI, HUITIEME jour du mois de JANVIER mil neuf cent vingt-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGES DESROCHES.
Joliette, 3 décembre 1923.
[Première publication, 7 décembre 1923]
6261—49-2

Cour supérieure

Province de Québec, } JOEL GARIEPY, cul-
District de Joliette. } tivateur, de la paroisse
No 418. } de Sainte-Béatrix, dans
le district de Joliette, demandeur; contre JO-
SEPH AYOTTE, ci-devant de la paroisse de
Sainte-Béatrix, et actuellement absent en des
lieux inconnus, défendeur.

a. Une terre située en la paroisse de Sainte-Béatrix, dans le district de Joliette, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse sous le No 236, de la contenance de trois arpents de front sur trente-

Superior Court.

Province of Quebec, } ROMEO TURGEON,
District of Joliette. } physician, of the
No. 283. } parish of Saint Jean de
Matha, in the district of Joliette, plaintiff; against
ALFRED SAINT GEORGES, farmer, heretofore
of the parish of Saint Jean de Matha, said district,
and now of the city and district of Montreal,
defendant.

A farm situate in the parish of Saint Damien, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Damien, as being the lot number two hundred and eighty seven (No. 287), containing three arpents in width by twelve and a half arpents in depth—with a sugary built thereon and together with and including the sugar making equipment being on the farm in question.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Damien, in the district of Joliette, on TUESDAY, the EIGHTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and twenty four, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DESROCHES,
Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, December 3, 1923.
[First publication, December 7, 1923]
6262—49-2

Superior Court.

Province of Quebec, } JOEL GARIEPY, farmer,
District of Joliette. } of the parish of Sainte
No. 418. } Béatrix, in the district of
Joliette, plaintiff; against JOSEPH AYOTTE,
heretofore of the parish of Sainte Béatrix, and
presently of parts unknown, defendant.

a. A farm situate in the parish of Sainte Béatrix, in the district of Joliette, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said parish under the No. 236, containing three arpents in front by thirty two

deux de profondeur, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites.

b. Une pointe de terre située au même lieu, connue et désignée aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le No 239, de la contenance de neuf arpents de terre en superficie—sans bâtisses.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Béatrix, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE 1923, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGES DESROCHES.
Joliette, 10 novembre 1923.
[Première publication, 17 novembre 1923]
5883—46-2

in depth, more or less—with the buildings thereon erected.

b. A point of land situate at the same place and known and designated on the aforesaid official cadastral plan and book of reference under the No. 239, containing nine arpents of land in superficies—without buildings.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Béatrix, the EIGHTEENTH day of DECEMBER, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGE DESROCHES,
Sheriff's office, Joliette, November 10, 1923.
[First publication, November 17, 1923]
5884—46-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Montmagny

Montmagny, à savoir: } **DELLE CLOTHIDE**
No 1633. } **PARENT**, fille majeure et rentière, de Saint-Maxime-de-Scott, comté de Dorchester, demanderesse; vs **CLEOPHAS CLOUTIER**, cultivateur, de Saint-Juste-de-la-Bretonnière, comté de Montmagny, défendeur.

Le lot de terre numéro onze (11) du cadastre officiel pour le canton Panet, étant un lot de terre situé dans le quatrième rang (4) du dit canton—avec bâtisses dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Juste-de-la-Bretonnière, MERCREDI, le DIX-NEUVIEME jour du mois de DECEMBRE, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 12 novembre 1923.
[Première publication, 17 novembre 1923]
5885—46-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } **MISS CLOTHIDE PARENT**, spinster and annuitant, of Saint Maxime de Scott, county of Dorchester, plaintiff; vs **CLEOPHAS CLOUTIER**, farmer, of Saint Juste de la Bretonnière, county of Montmagny, defendant.

The lot of land number eleven (11) of the official cadastre for the township of Panet, being a lot of land situate in the fourth range (4) of the said township—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Juste de la Bretonnière, on WEDNESDAY, the NINETEENTH day of the month of DECEMBER, at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's office, Montmagny, November 12, 1923.
[First publication, November 17, 1923]
5886—46-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure de Beauce

Montmagny, à savoir: } **THEOPHILE LE-**
No 7265. } **MIEUX**, cultivateur, de Compton Station, demandeur; contre **HERMINIGILDE LESSARD**, de Saint-Camille, comté de Bellechasse, défendeur, dans une cause où Tancrède Beaudoin, syndic de Saint-Joseph, était mis en cause.

Comme appartenant au défendeur Herminigilde Lessard:

La partie sud du lot numéro vingt-deux (22), du cadastre pour le sixième rang (6) du canton Bellechasse; bornée au nord par le chemin public, au sud à la rivière Daaquam, à l'ouest à Ferdinand Bissonnette, et à l'est à François Brousseau—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Camille, JEUDI, le VINGTIEME jour du mois de DECEMBRE prochain (1923), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 5 novembre 1923.
[Première publication, 10 novembre 1923 nulle]
[Première publication, 17 novembre 1923]
5729—45-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court for Beauce.

Montmagny, to wit: } **THEOPHILE LE-**
No 7265. } **MIEUX**, farmer, of Compton Station, plaintiff; against **HERMINIGILDE LESSARD**, of Saint Camille, county of Bellechasse, defendant, in a cause wherein Tancrède Beaudoin, Trustee of Saint Joseph, was mis-en-cause.

As belonging to the defendant Herminigilde Lessard:

The south part of the lot number twenty two (22), of the cadastre for the sixth (6) range of the township of Bellechasse; bounded to the north by the public road, to the south by the river Daaquam, to the west by Ferdinand Bissonnette, and to the east by François Brousseau—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Camille, on THURSDAY, the TWENTIETH day of the month of DECEMBER next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's office, Montmagny, November 5, 1923.
[First publication, November 10, 1923 null]
[First publication, November 17, 1923]
5730—45-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.
 Montréal à savoir: } **PAUL-S. KRASEL**, de la
 No 2739. } Haute-Melbourne, dis-
 trict de Saint-François, en sa qualité de dépositaire et d'exécuteur de la succession de feu Robert Gruenwald et curateur à Bella Gruenwald, du même endroit, plombier, demandeur; contre **JOSEPH-A. SEGUIN**, des cité et district de Montréal, défendeur.

Un lot de terrain, dans le quartier Saint-Denis, en la dite cité de Montréal, étant la partie nord-ouest du lot connu et désigné comme subdivision numéro deux cent cinquante-trois du lot trois cent trente-un (No 331-253), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; borné au front par la rue Garnier, en arrière par une ruelle commune, d'un côté par la subdivision numéro deux cent cinquante-deux du dit lot trois cent trente-un (331), et sur l'autre côté par le résidu de la dite subdivision deux cent cinquante-trois du dit lot officiel No 331, et contenant vingt-cinq pieds de largeur, par quatre-vingt-treize pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise.—Avec les bâties sus-érigées, et les droits et circonstances et dépendances y attachés, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes.

Un emplacement faisant face à la rue de Lanaudière, dans le quartier de Saint-Denis, en la dite cité de Montréal, formant la partie nord-ouest du lot trois cent trente-un, subdivision deux cent onze (331 N. W. Pt. 211), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte Saint-Louis; borné en front par la dite rue de Lanaudière, d'un côté par le lot trois cent trente-un (331), deux cent dix, en arrière par le lot No 331-cent-soixante-huit, et de l'autre côté, par le reste de la dite subdivision deux cent onze, et contenant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-treize pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâties sus-érigées et toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes.

La moitié indivise d'un emplacement sur la rue Sanguinet, en la cité de Montréal, connue comme lot numéro cent trente-huit (138), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal—avec les bâties sus-érigées et avec tous droits qu'ils pourraient avoir dans les murs de pignons d'icelles. Avec aussi tous leurs droits à la ruelle désignée comme lot numéro cent trente-six A, du dit plan officiel, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes.

Un emplacement situé sur la rue Chambord, en la cité de Montréal, composé, le dit emplacement, de la moitié nord-ouest du lot numéro 103 de la subdivision officielle du lot No 331 (331-103), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant, la dite moitié du lot, 25 pieds de front sur 86 pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins; bornée, la dite moitié du lot, en front par la dite rue Chambord, en profondeur, par une ruelle, d'un côté par l'autre moitié du susdit lot de subdivision, et de l'autre côté par la moitié nord-ouest du lot No 102, de la dite subdivision—avec droit de passage dans la ruelle située à la profondeur du dit emplacement, ainsi que le tout se

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.
 Montreal, to wit: } **PAUL R. KRASEL**, of
 No. 2739. } Upper Melbourne, in
 the district of Saint Francis, in his quality of trustee and executor of the estate of the late Robert Gruenwald and curator to Bella Gruenwald, of the same place, plumber, plaintiff; against **JOSEPH A. SEGUIN**, of the city and district of Montreal, defendant.

A lot of land in the Saint Denis ward of the city of Montreal, being the northwest part of that certain lot of land known and designated as subdivision number two hundred and fifty three of lot number three hundred and thirty one (No. 331-253), on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis; bounded in front by Garnier street, in rear by a common lane, on one side by subdivision number two hundred and fifty two of said lot No. 331, and on the other side by the remainder of said subdivision number two hundred and fifty three, of said official lot No. 331, and containing twenty five feet in width by ninety three feet in depth, English measure, more or less, without warranty of precise measure.—With the buildings thereon and the rights, members, and appurtenances thereto belonging and with all servitudes, both active and passive, apparent and unapparent.

An emplacement fronting on De Lanaudière street, in the Saint Denis ward of the said city of Montreal, being the northwest part of the lot number three hundred and thirty one, subdivision two hundred and eleven (331 N. W. Pt. 211), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis; bounded in front by said De Lanaudière street, on one side by lot No. 331-two hundred and ten, in rear by lot No. 331-one hundred and sixty eight, and on the other side by the remainder of said subdivision two hundred and eleven, and containing twenty five feet in width by seventy three feet six inches in depth, English measure, and more or less—with buildings thereon erected, and with all servitudes both active and passive, apparent and unapparent.

The undivided half of an emplacement in Sanguinet street, in the city of Montreal, known as lot number one hundred and thirty eight (138), on the official plan and book of reference of the Saint Louis Ward in the city of Montreal. With the buildings thereon erected with such rights as they may have in the gable walls thereof. Together with all their rights in the lane known as lot number one hundred and thirty six A, on the said official plan, and with all servitudes active and passive, apparent and unapparent.

An emplacement situate on Chambord street, in the city of Montreal, composed, the said emplacement, of the northwest half of the lot number 103, of the official subdivision of the lot No. 331 (331-103), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing, the said half of lot, 25 feet in front by 86 feet in depth, English measurements, and more or less; bounded, the said half of lot, in front by the said Chambord street, in depth by a lane, on one side by the other half of the aforesaid subdivision lot, and on the other side by the northwest half of lot No. 102, of the said subdivision—with a right of passage in the lane at the rear of the said emplacement, as the

trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Un emplacement situé sur la rue Chambord, dans la cité de Montréal, composé, le dit emplacement, de la moitié sud-est du lot No 102, de la subdivision officielle du lot No 331 (331-102), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant, le dit emplacement, 25 pieds de front sur 86 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la dite rue Chambord, en profondeur par une ruelle, d'un côté par l'autre moitié du susdit lot et de l'autre côté par le lot No 103 de la susdite subdivision — avec l'usage en commun de la ruelle située sur la profondeur du dit emplacement, ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$280.00, pour le lot 331-253; de \$100.00 pour le lot 331 partie N. O. 211; de \$200.00 pour le lot 138; de \$350.00 pour le lot 331-103, et \$350.00 pour le lot 331-102, sera exigé de chacun et de tous enchérisseurs, avec sa première enchère, conformément à un jugement de l'honorable juge A.-A. Bruneau, en date du 26 novembre 1923.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 4 décembre 1923.
[Première publication, 7 décembre 1923]
6263—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ADRIEN LAFONTAINE, demandeur; contre JULES PITRE, ci-devant des cité et district de Montréal et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Leprohon, dans le quartier Saint-Gabriel, en la cité de Montréal, connu et désigné sous les lots numéros un et deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille deux cent (4,200-1 et 2), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec toutes les bâtisses y érigées, servitudes actives et passives, et autres circonstances attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Un dépôt de \$500.00 sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 26 novembre 1923.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 4 décembre 1923.
[Première publication, 7 décembre 1923]
6265—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME EILDA LARIVIERE, veuve de Honoré Larivière, en son vivant mouleur, des cité et district de Montréal, demanderesse; contre WILFRID DAOUST, de Vaudreuil, dit district, un des défendeurs en cette cause, et L.-J. Lefebvre, avocat distrayant.

whole now subsists, with active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

An emplacement situe on Chambord street, in the city of Montreal, composed, the said emplacement, of the southeast half of lot No. 102, of the official subdivision of lot No. 331 (331-102), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing, the said emplacement, 25 feet in front by 86 feet in depth, English measurements, and more or less; bounded in front by the said Chambord street, in depth by the lane, on one side by the other half of the aforesaid lot and on the other side by the lot No. 103 of the aforesaid subdivision—with the common use of the lane at the rear of the said emplacement, as the whole now subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$280.00 for lot 331-253; \$100.00 for lot 331 N. W. Pt. 211; \$200.00 for lot 138; \$350.00 for lot 331-103, and \$350.00 for lot 331-102 will be exacted from each and every bidder with his first bid, pursuant to a judgment of the Honourable Justice A. A. Bruneau, dated the 26th day of November, 1923.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, December 4, 1923.
[First publication, December 7, 1923]
6264—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ADRIEN LAFONTAINE, plaintiff; against JULES PITRE, heretofore of the city and district of Montreal, and now of parts unknown, defendant.

That certain emplacement fronting on Leprohon street, in Saint Gabriel ward, in the city of Montreal, known and designated as being the lots numbers one and two of the official subdivision of original lot number four thousand two hundred (4,200-1 and 2), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with all the buildings thereon erected, the active and passive servitudes and other circumstances attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. A deposit of \$500.00 shall be exacted from each and every bidder with his first bid, pursuant to a judgment of Honourable Justice Bruneau, dated the 26th of November, 1923.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, December 4, 1923.
[First publication, December 7, 1923]
6266—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME EILDA LARIVIERE, widow of Honoré Larivière, in his lifetime moulder, of the city and district of Montreal, plaintiff; against WILFRID DAOUST, of Vaudreuil, said district, one of the defendants in this cause, and L. J. Lefebvre, advocate distracting for costs.

Comme appartenant au dit défendeur:

1. Un lot de terre avec bâtisses dessus érigées, situé dans la municipalité du village de Vaudreuil; borné en front par la rue Saint-Michel, connu sous le numéro 65 des plan et livre de renvoi officiels du village de Vaudreuil.

2. Un lot de terre avec bâtisses dessus érigées, situé au même lieu; borné en front par la dite rue Saint-Michel, connu sous le lot numéro 66 des dits plan et livre de renvoi officiels du village de Vaudreuil.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Vaudreuil, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 4 décembre 1923.

[Première publication, 7 décembre 1923]

6267—49-2

As belonging to the said defendant:

1. A lot of land with buildings thereon erected, situate in the municipality of the village of Vaudreuil; bounded in front by Saint Michel street, known under the number 65 of the official plan and book of reference of the village of Vaudreuil.

2. A lot of land with the buildings thereon erected, situate at the same place; bounded in front by the said Saint Michel street, known under the number 66 of the said official plan and book of reference of the village of Vaudreuil.

To be sold at the door of the church of the parish of Vaudreuil, the TENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montreal, December 4, 1923.

[First publication, December 7, 1923]

6268—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } R.-E. GUY SMITH, de-
No 3939. } mandeur; vs SALVA-
TORE MAROTTA, défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Laurier, en la cité de Montréal, faisant face au Boulevard Saint-Laurent, composé (1) du lot de subdivision numéro onze cent trente-cinq du lot officiel numéro onze (11-1135), des plan et livre de renvoi officiels du village de Côte Saint-Louis, contenant cinquante pieds de largeur par quatre-vingt-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et (2), de la partie nord-ouest du lot de subdivision numéro onze cent trente-quatre du dit lot officiel numéro onze (11-1134), des dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; bornée, la dite moitié nord-ouest, comme suit: en front par le Boulevard Saint-Laurent, d'un côté au sud-est, par l'autre moitié du dit lot 11-1134, et de l'autre côté, au nord-ouest, par le dit lot numéro 11-1134, le tout sans édifices sur iceux.

Tel que la dite propriété existe actuellement, avec tous ses droits, circonstances et dépendances, et avec le droit, en commun avec tous les autres, à la ruelle en arrière, la dite ruelle ayant une largeur de douze pieds.

Pour être déduite, toutefois, de l'emplacement vendu par les présentes, cette partie d'icelle qui a été expropriée par la cité de Montréal, pour l'élargissement du dit Boulevard Saint-Laurent, et que les vendeurs aux présentes ont cédée à la cité de Montréal, par un acte de vente passé devant Jean Beaudoin, notaire, le dix de février 1922, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et de Jacques-Cartier, sous le numéro 439,827, la dite propriété ainsi cédée étant décrite ci-après comme suit:

Une lisière de terrain située sur le côté ouest du Boulevard Saint-Laurent, étant la partie faisant front au lot de subdivision numéro 1135 (onze cent trente-cinq) et la partie nord-ouest du lot de subdivision numéro onze cent trente-quatre du lot officiel numéro onze (11-1135 et N. O. 1/2 1134), des dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant, la dite lisière, six pieds de profondeur par soixante-quinze pieds et soixante-cinq centièmes de pied de largeur, et contenant quatre cent cinquante-trois pieds carrés et neuf dixièmes en superficie, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée comme suit: en front, au nord-ouest, par la ligne côté sud-ouest du Boulevard Saint-Lau-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } R. E. GUY SMITH,
No. 3939. } plaintiff; vs. SAL-
VATORE MAROTTA, defendant.

An emplacement situate in the Laurier ward of the city of Montreal, fronting on Saint Lawrence Boulevard, composed (1) of lot subdivision number eleven hundred and thirty five of the official lot number eleven (11-1135), on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis, containing fifty feet in width by eighty four feet in depth, English measure, more or less, and (2) of the northwest half of lot subdivision number eleven hundred and thirty four of the said official lot number eleven (11-1134), on the said official plan and book of reference, measuring twenty five feet in width by eighty four feet in depth, English measure, more or less; bounded, the said northwest half, as follows: in front by Saint Lawrence Boulevard, on one side to the southeast by the other half of said lot 11-1134, and on the other side to the northwest by the said lot No. 11-1134, the whole without any buildings thereon.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances and with the right in common with all others in the lane in rear, said lane being twelve feet wide.

To be deducted, however, from the emplacement hereby sold, that portion thereof which has been expropriated by the city of Montreal, for the widening of said Saint Lawrence Boulevard, and which the vendors herein have ceded to the city of Montreal, by deed of sale passed before Jean Beaudoin, notary, on the tenth of February, nineteen hundred and twenty two, and duly registered in the registry office for the counties of Hochelaga and Jacques Cartier, under the No. 439,827, said part so ceded being therein described as follows:

A strip of land situate on the west side of Saint Lawrence Boulevard, forming the front part of subdivision lot number eleven hundred and thirty five and the northwest half of subdivision lot number eleven hundred and thirty four of the official lot number eleven (11-1135 and N. W. 1/2 1134), on the aforesaid official plan and book of reference, measuring, said strip, six feet in depth by seventy five feet and sixty five one hundredths of a foot in width and containing four hundred and fifty three and nine tenths square feet in superficies, the whole English measure, more or less, and bounded as follows: in front to the northeast by the southwest side line of Saint Lawrence

rent, en arrière, au sud-ouest, par le reste de la dite subdivision onze cent trente-cinq, et par le reste de la moitié nord-ouest de la subdivision onze cent trente-quatre (N. O. $\frac{1}{2}$ 1134 et 1135), d'un côté au nord-ouest par la partie du lot numéro onze cent trente-six (ptie 1136) et de l'autre côté au sud-est par une partie de la moitié S. E. de la subdivision onze cent trente-quatre (Ptie S. E. $\frac{1}{2}$ 1134).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 4 décembre 1923.

[Première publication, 7 décembre 1923]
6269—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : LA CITE DE VERDUN, No 4854. J L DUN, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Verdun, district de Montréal, demanderesse; contre H.-J. HAYES, de la cité de New-York, dans l'Etat de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro 667 de la subdivision officielle du lot numéro 4679 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur la rue Osborne.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$30.00 sera exigé de chaque offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Coderre, daté le 13 novembre 1923.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 14 novembre 1923.

[Première publication, 17 novembre 1923]
5939—46-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : L'ACITE DE VERDUN, No 4069. J L corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Verdun, district de Montréal, demanderesse; contre EDMOND SICARD, en sa qualité de tuteur à Adrien et Georgianna Sicard, Dame Blanche Sicard, veuve de John Patrick Laderoute, Ernest Sicard et Georgianna Sicard, tous des cité et district de Montréal, défendeurs.

Un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro 79 de la subdivision officielle du lot numéro 3401 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur la rue Mullarkey.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$96.50 sera exigé de chaque offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'honorable juge Coderre, daté le 13 novembre 1923.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 14 novembre 1923.

[Première publication, 17 novembre 1923]
5941—46-2

Boulevard, in rear to the southwest by the residue of said subdivision eleven hundred and thirty five and residue of the northwest half of subdivision eleven hundred and thirty four (N. W. $\frac{1}{2}$ 1134 and 1135), on one side to the northwest by part of lot number eleven hundred and thirty six (Pt. 1136) and on the other side to the southeast by part of the S. E. half of subdivision eleven hundred and thirty four (Pt. S. E. $\frac{1}{2}$ 1134).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, December 4, 1923.

[First publication, December 7, 1923]
6270—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : THE CITY OF VERDUN, No. 4854. J T DUN, a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Verdun, district of Montreal, plaintiff; against H. J. HAYES, of the city of New York, in the State of New York, one of the United States of America, defendant.

A lot of land known and designated as being the lot number 667 of the official subdivision of lot number 4679 on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Osborne street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTIETH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$30.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Coderre, dated the 13th of November, 1923.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, November 14, 1923.

[First publication, November 17, 1923]
5940—46-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : THE CITY OF VERDUN, No. 4069. J a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Verdun, district of Montreal, plaintiff; against EDMOND SICARD, in his quality of tutor to Adrien and Georgianna Sicard, Dame Blanche Sicard, widow of John Patrick Laderoute, Ernest Sicard and Georgianna Sicard, both of the city and district of Montreal, defendants.

That certain lot of land known and designated as being the lot number 79 of the official subdivision of lot number 3401 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Mullarkey street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTIETH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$96.50 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Coderre, dated the 13th of November, 1923.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, November 14, 1923.

[First publication, November 17, 1923]
5942—46-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } DONAT LAMBERT,
District de Nicolet, } demandeur ; contre
No 374. } ARTHUR SMITH, dé-
fendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Brigitte, portant les numéros cent trente et un et cent trente-deux (131-132), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sainte-Brigitte-des-Saults, comté de Nicolet, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE mil neuf cent vingt-trois, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Nicolet, 13 novembre 1923. L.-P.-H. BOURK.
[Première publication, 17 novembre 1923]
5943—46-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } DONAT LAMBERT,
District of Nicolet, } plaintiff ; against
No. 374. } ARTHUR SMITH,
defendant.

A farm situate in the parish of Sainte Brigitte, bearing numbers one hundred and thirty one and one hundred and thirty two (131-132), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Brigitte des Saults—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of Sainte Brigitte des Saults, county of Nicolet, the EIGHTEENTH day of DECEMBER, one thousand nine hundred and twenty three, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L. P. H. BOURK,
Nicolet, November 13, 1923. Sheriff.
[First publication, November 17, 1923]
5944—46-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Nicolet.

Province de Québec, } T. TOURIGNY ET AL.,
No. 647. } demandeurs ; vs L.
DESCOTEAUX ET AL., défendeurs, et DAM-
PHOUSSE & HEBERT, mis-en-cause.

1. Le lot numéro cent dix (110) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Wenceslas, dans le Comté de Nicolet.

2. Le lot numéro cent onze (111) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Wenceslas, dans le Comté de Nicolet, moins une certaine pointe de terre en prairie, de figure irrégulière, appartenant à Denis Béliveau ET AL., suivant leurs titres, d'après un contrat passé devant Mre David Lebrun, notaire, de Saint-Wenceslas, le 30 décembre 1912, sous le numéro 8382, et enregistré le 12 mai 1914 sous le numéro 10600.

Ces deux lots ne formant qu'une seule et même exploitation agricole seront vendus en bloc et non séparément.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Wenceslas, comté de Nicolet, le TROISIEME jour de JANVIER, mil neuf cent vingt-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Nicolet, 21 novembre 1923. L.-P.-H. BOURK.
[Première publication, 1er décembre 1923]
6153—48-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Nicolet.

Province of Quebec, } T. TOURIGNY ET AL.,
No. 647. } plaintiffs ; vs L.
DESCOTEAUX ET AL., defendants, and DAM-
PHOUSSE & HEBERT, mis-en-cause.

1. The lot number one hundred and ten (110) of the official cadastral of the parish of Saint Wenceslas, in the county of Nicolet.

2. The lot number one hundred and eleven (111) of the official cadastral of the parish of Saint Wenceslas, in the county of Nicolet, less a certain point of prairie land, of irregular figure, belonging to Denis Béliveau ET AL., according to their titles, and according to a contract passed before David Lebrun, notary, of Saint Wenceslas, the 30th of December 1912, under the number 8382, and registered the twelfth of May, 1914, under the number 10600.

These two lots forming one and the same farm and to be sold *en bloc* and not separately.

To be sold at the door of the church of Saint Wenceslas, county of Nicolet, the THIRD day of JANUARY next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L. P. H. BOURK,
Nicolet, November 21, 1923. Sheriff.
[First publication, 1st December, 1923]
6154—48-2

PONTIAC

Cour supérieure.—District de Québec.

Province de Québec, } P.-T. LEGARE, LTEE,
District de Québec, } demandeur ; contre
No 4412. } DAVID BRISSON ET AL.,
défendeurs.

Le lot numéro vingt (20), dans le troisième rang du canton Laverlochère, dans le comté de Témiscamingue—avec les bâtisses et dépendances y appartenant.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Placide, dans le comté de Témiscamingue, Qué.

PONTIAC

In the Superior Court.—District of Quebec.

Province of Quebec, } P.-T. LEGARE, LTD.,
District of Quebec, } plaintiff, against DA-
VID BRISSON ET AL.,
No. 4412. } defendant.

The lot number twenty (20), in the third range of the township of Laverlochère, in the county of Temiskaming—with the buildings and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the parish church door of Saint Placide, in the county of Temiskaming, Que., on

le NEUVIEME jour de JANVIER 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, BERNARD J. SLOAN.
Bryson, Qué., 3 décembre 1923.
[Première publication, 7 décembre 1923]
6271-49-2

the NINTH day of JANUARY, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., December 3, 1923.
[First publication, December 7, 1923]
6272-49-2

Dans la Cour supérieure.

Province de Québec, } ARTHUR S. MEL-
District of Pontiac. } DRUM, demandeur;
No 2285. } contre MILTON W. RUS-
SELL, défendeur.

Ce morceau ou lopin de terrain situé dans le canton de Bristol, comté de Pontiac, province de Québec, et connu et désigné dans les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bristol, numéro douze C (12-C), dans le troisième rang du dit canton de Bristol, contenant cent acres de terre, plus ou moins—avec une maison, une grange, des étables, des hangars et tous les édifices susérgés, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du registrateur du comté de Pontiac, dans le village de Bryson, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, BERNARD J. SLOAN.
Bryson, Qué., 12 novembre 1923.
[Première publication, 17 novembre 1923]
5911-46-2

In the Superior Court.

Province of Quebec, } ARTHUR S. MEL-
District of Pontiac. } DRUM, plaintiff;
No. 2285. } against MILTON W.
RUSSELL, defendant.

All that parcel or tract of land lying and situate in the township of Bristol, in the county of Pontiac, in the Province of Quebec, and there known and designated according to the official plan and book of reference for the said township of Bristol, as lot number twelve C (12-C), in the third range of the said township of Bristol, containing one hundred acres of land, more or less—together with a house, barn, stables, sheds, and all buildings thereon erected and all members and appurtenances.

To be sold at the registrar's office for the county of Pontiac, in the village of Bryson, Que., on the EIGHTEENTH day of DECEMBER, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., November 12, 1923.
[First publication, November 17, 1923]
5912-46-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } HENRY IVAN NEILSON,
No 1684. } artiste peintre, ci-
devant de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Valcartier, maintenant de Québec; contre OCTAVE-ALFRED-VALIDA EMOND, de Montréal, à savoir:

Avis est par le présent donné que les immeubles saisis en la présente cause, qui devaient être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le troisième jour d'août dernier, à dix heures du matin, seront vendus le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE courant, au même endroit, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, E. AUGER.
Québec, 5 décembre 1923.
6287

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } GEORGES PAQUET, de
No 2037. } la cité de Montréal, ren-
trent; contre LOUIS RAYMOND, de Deschambault, comté de Portneuf, district de Québec.

Le lot No 126 (cent vingt-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Deschambault, comté de Portneuf, étant une terre située dans le premier rang de la dite paroisse—avec étable et maison dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire du dit lot la partie vendue à Joseph Gosselin.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Deschambault, le VINGT-SEPTIEME

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } HENRY IVAN NEILSON,
No. 1684. } Artist and painter, heretofore of the parish of Saint Gabriel de Valcartier, now of Quebec; against OCTAVE ALFRED VALIDA EMOND, of Montreal.

Notice is hereby given that the sale of the movables seized in the present cause, formerly announced to take place in my office, in the city of Quebec, the third day of August, 1923, at ten o'clock in the forenoon, will be sold the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER instant, at the same place, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,
Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Quebec, December 5, 1923.
6288

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } GEORGES PAQUET, of
No. 2037. } the city of Montreal, an-
nuitant; against LOUIS RAYMOND, of Deschambault, county of Portneuf, district of Quebec.

The lot No. 126 (one hundred and twenty six), of the official cadastre for the parish of Deschambault, county of Portneuf, being a farm situate in the first range of the said parish—with a barn and house thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted from the said lot the part thereof sold to Joseph Gosselin.

To be sold at the door of the church of the parish of Deschambault, the TWENTY SEVENTH

jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,

Bureau du shérif,

Québec, 22 novembre 1923.

[Première publication, 24 novembre 1923]

[Deuxième publication, 7 décembre 1923]

6079—47—2

day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,

Sheriff's office,

Quebec, November 22, 1923.

[First publication, November 24, 1923]

[Second publication, December 7, 1923]

6080—47—2

Québec, à savoir: } **LA CITE DE LEVIS; vs**
No 2684. } **LOUIS CARRIER, de**
la cité de Lévis.

La subdivision No 2 (deux) du lot No 1260 (douze cent soixante), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé au coin des rues Napoléon et Saint-George—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures après-midi.

Le député-shérif,

Bureau du shérif,

Québec, 22 novembre 1923.

[Première publication, 24 novembre 1923]

[Deuxième publication, 7 décembre 1923]

6081—47—2

Quebec, to wit: } **THE CITY OF LEVIS,**
No. 2684. } **against LOUIS CAR-**
RIER, of the city of Levis.

The subdivision No. 2 (two) of lot No. 1260 (twelve hundred and sixty), of the official cadastre for Notre Dame ward of the city of Levis, being an emplacement situate at the corner of Napoléon and Saint Georges streets—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Notre Dame de la Victoire, county of Levis, the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

E. AUGER,

Sheriff's office,

Quebec, November 22, 1923.

[First publication, November 24, 1923]

[Second publication, December 7, 1923]

6082—47—2

Cour de Recorder

Québec, à savoir: } **LA CITE DE QUEBEC,**
No 1486. } **vs EDOUARD MAR-**
COTTE, de la cité de Québec, dans notre district de Québec, agent.

Le lot No 3058 (trois mille cinquante-huit), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Saint-Jean—avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,

Bureau du shérif,

Québec, 22 novembre 1923.

[Première publication, 24 novembre 1923]

[Deuxième publication, 7 décembre 1923]

6083—47—2

Recorder's Court.

Quebec, to wit: } **THE CITY OF QUEBEC;**
No. 1486. } **vs EDOUARD MAR-**
COTTE, of the city of Quebec, in our district of Quebec, agent.

The lot No. 3058 (three thousand and fifty eight), of the official cadastral for Saint John ward of the city of Quebec, being a lot of land situate on Saint John street—with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,

Sheriff's office,

Quebec, November 22, 1923.

[First publication, November 24, 1923]

[Second publication, December 7, 1923]

6084—47—2

Québec, à savoir: } **DELPHIRE GRAND**
No 2669. } **BOIS, cultivateur, de**

la paroisse de Saint-Ubalde, comté de Portneuf; contre MARC ROMPRE, ci-devant de Saint-Rémi-du-Lac-aux-Sables, comté de Portneuf, et maintenant de la ville de Shawinigan Falls.

Partie du lot No 28 (vingt-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Rémi-du-Lac-aux-Sables, comté de Portneuf, étant un emplacement constitué de deux morceaux de terrain décrits comme suit:

1. Un morceau de terrain contenant 60 (soixante) pieds de largeur sur une profondeur de 330 (trois cent trente) pieds; borné en front au nord-est au chemin public, au nord-ouest et au sud-est, partie à Bruno Charest, et partie au terrain ci-après.

2. L'autre morceau contigu au précédent, contenant une largeur de 70 (soixante-dix) pieds sur une profondeur de 90 (quatre-vingt-dix) pieds; borné au sud-ouest aux dits Joseph et Michel Beupré, au nord-est au dit Bruno Charest, et au nord-ouest au morceau de terrain précédemment décrit—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc.

Quebec, to wit: } **DELPHIRE GRANDBOIS,**
No. 2669. } **farmer, of the parish of**

Saint Ubalde, county of Portneuf; against MARC ROMPRE, heretofore of Saint Rémi du Lac aux Sables, county of Portneuf, and now of the town of Shawinigan Falls.

Part of lot No. 28 (twenty eight), of the official cadastre for the parish of Saint Rémi du Lac aux Sables, county of Portneuf, being an emplacement composed of two parcels of land described as follows:

1. A parcel of land containing 60 (sixty) feet in width by a depth of 330 (three hundred and thirty) feet; bounded in front to the northeast by the public road, to the northwest and to the southeast partly by Bruno Charest and partly by the land hereunder described.

2. Another parcel of land lying contiguous to the above, containing a width of 70 (seventy) feet by a depth of 90 (ninety) feet; bounded to the southwest by the said Joseph and Michel Beupré, to the northeast by the said Bruno Charest, and to the northwest by the parcel of land above described. With all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold *en bloc*.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Rémi-du-Lac-aux-Sables, comté de Portneuf, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, E. AUGER.
 Québec, 22 novembre 1923.
 [Première publication, 24 novembre 1923]
 [Deuxième publication, décembre 1923]
 6085—47-2

To be sold at the door of the parochial church of Saint Rémi du Lac aux Sables, county of Portneuf, the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,

Sheriff's office, Deputy-Sheriff.
 Québec, November 22, 1923.
 [First publication, November 24, 1923]
 [Second publication, December 7, 1923]
 6086—47-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Province de Québec, } AIME BOUCHER,
 District de Richelieu. } notaire, du village
 No 7275. } de Pierreville, district
 de Richelieu, demandeur; contre ERNEST
 LAHAYE, cultivateur, ci-devant de la paroisse
 de Saint-Zéphirin-de-Courval, district de Richelieu, mais actuellement de Windsor Mills, district de Richelieu.

Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval, connue et désignée comme étant les lots de terre numéros cinq cent cinquante-neuf, cinq cent soixante, cinq cent soixante-dix-neuf, cinq cent quatre-vingt-quatre, cinq cent quatre-vingt-cinq, cinq cent quatre-vingt-six, cinq cent quatre-vingt-sept, cinq cent quatre-vingt-huit, cinq cent quatre-vingt-neuf (559, 560, 579, 584, 585, 586, 587, 588, 589) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval, district de Richelieu.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse Saint-Zéphirin-de-Courval, MARDI, le HUITIEME jour de JANVIER prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le député-shérif,
 O. COUSINEAU.
 Sorel, 3 décembre 1923.
 [Première publication, 7 décembre 1923].
 6299—49-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Province of Quebec, } AIME BOUCHER,
 District of Richelieu. } notary, of the
 No. 7275. } village of Pierreville, district of Richelieu, plaintiff; against ERNEST LAHAYE, farmer, heretofore of the parish of Saint-Zéphirin de Courval, district of Richelieu, but now of Windsor Mills, district of Richelieu.

A parcel of land situate in the parish of Saint Zéphirin de Courval, known and designated as being the lots of land numbers five hundred and fifty nine, five hundred and sixty, five hundred and seventy nine, five hundred and eighty four, five hundred and eighty five, five hundred and eighty six, five hundred and eighty seven, five hundred and eighty eight, five hundred and eighty nine (559, 560, 579, 584, 585, 586, 587, 588, 589), of the official cadastre for the parish of Saint Zéphirin de Courval, district of Richelieu.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Zéphirin de Courval, on TUESDAY, the EIGHTH day of JANUARY next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, O. COUSINEAU,
 Deputy Sheriff.
 Sorel, December 3, 1923.
 [First publication, December 7, 1923]
 6300—49-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } ELZEAR HARVEY
 District de Roberval. } ET AL, de Saint-
 No 1589, à savoir: } Joseph-d'Alma, y
 faisant affaires sous la raison sociale de "Harvey Frères & Cie", demanderesse; vs PHILIPPE BOUDREAULT, de Saint-Joseph-d'Alma, et actuellement de lieux inconnus, défendeur.

Les lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros trente-cinq et trente-six, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le rang un de l'île d'Alma, dans le canton Delisle (Nos 35 & 36 R.I.) — avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph-d'Alma, MARDI, le HUITIEME jour de JANVIER prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
 GEO. LEVESQUE.
 Roberval, le 4 décembre 1923.
 [Première publication, 7 décembre 1923]
 6301—49-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } ELZEAR HARVEY
 District of Roberval. } ET AL, of Saint
 No. 1589, to wit: } Joseph d'Alma and there
 carrying on business under the firm name of "Harvey Freres & Cie", plaintiff; vs PHILIPPE BOUDREAULT, of Saint Joseph d'Alma, and now of parts unknown, defendant.

The lots of land now known and designated under the numbers thirty five and thirty six, on the official cadastral plan and book of reference for the first range of Alma Island, in the township of Delisle (Nos. 35 & 36 R.I.)—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Joseph d'Alma, on TUESDAY, the EIGHTH day of JANUARY next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
 Sheriff.
 Roberval, December 4, 1923.
 [First publication, December 7, 1923]
 6302—49-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 182. } DAME PAMELA LALLIER, de la cité de Manchester, dans l'Etat du New-Hampshire, veuve de feu Alfred-Lazare Boisvert, en son vivant ouvrier, de la cite cité de Manchester, demanderesse; contre THEODE MAILHOT, commerçant, de Bromptonville, dans le district de Saint-François, et DAME ADELINE GUILLEMETTE, son épouse, aux présentes dûment autorisée par son dit mari, du même lieu, défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Le lot numéro vingt-neuf cinquante-trois (2953), sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel, rang quatre (4) du canton de Bromptonville—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Praxède-de-Brompton (Bromptonville), MERCREDI, le NEUVIEME jour de JANVIER mil neuf cent vingt-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 4 décembre 1923.

[Première publication, 7 décembre 1923]

6273—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 503. } ALBERT-GEORGE PARSONS, du village de Waterville, dans le district de Saint-François, cultivateur, demandeur; contre ADELARD AUDET, du canton de Barford, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Le lot numéro huit B (8B), dans le sixième rang (6), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Barford—avec les bâtisses et améliorations sus-érigées.

Pour être vendu au bureau du registraire de Coaticook, comté de Stanstead, MARDI, le HUITIEME jour de JANVIER mil neuf cent vingt-quatre, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 4 décembre 1923.

[Première publication, 7 décembre 1923]

6275—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 492. } JAMES A. PARKER, cultivateur retiré, CHARLES E. BALDWIN, collecteur des douanes, WILLIAM L. SHURTFLEFF, avocat, tous de la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, agissant comme exécuteurs testamentaires de feu John Thornton, en son vivant de la dite ville de Coaticook, bourgeois, judiciairement nommés aux présentes par le dernier testament et codicile reçus devant John Fraser, notaire, et ses témoins, le 27 avril 1886, et le 4 décembre 1886, et le 10 octobre 1887, demandeurs; contre JOSEPH LAPERLE, du canton de Barnston, district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

1. Les lots dix-huit D (18D) et dix-neuf A

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No 182. } DAME PAMELA LALLIER, of the city of Manchester, in the State of New Hampshire, widow of the late Alfred Lazare Boisvert, in his lifetime workman, of the said city of Manchester, plaintiff; against THEODE MAILHOT, trader, of Bromptonville, in the district of Saint Francis, and DAME ADELINE GUILLEMETTE, his wife, duly authorized for the purposes hereof by her said husband, of the same place, defendants.

Seized as belonging to the said defendant, Théode Mailhot:

The lot number twenty nine fifty three (2953), on the official cadastral plan and book of reference for the fourth (4th) range of the township of Bromptonville—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Praxède de Brompton (Bromptonville), on WEDNESDAY, the NINTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and twenty four, at TEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's office,

Sherbrooke, December 4, 1923.

[First publication, December 7, 1923]

6274—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No 503. } ALBERT GEORGE PARSONS, of the village of Waterville, in the district of Saint Francis, farmer, plaintiff; against ADELARD AUDET, of the township of Barford, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The lot number eight B (8B), in the sixth range (6), on the cadastral plan and book of reference of the township of Barford—with the buildings and improvements thereon.

To be sold at the Registry Office of Coaticook, county of Stanstead, on TUESDAY, the EIGHTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and twenty four, at TWO o'clock in the afternoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's office,

Sherbrooke, December 4, 1923.

[First publication, December 7, 1923]

6276—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No 492. } JAMES A. PARKER, retired farmer, CHARLES E. BALDWIN, collector of customs, WILLIAM L. SHURTFLEFF, advocate, all of the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, acting in their quality of testamentary executors of the late John Thornton, in his lifetime of the said town of Coaticook, gentleman, judicially appointed under his last will and codicils thereto received before John Fraser, notary, and witnesses, on April 27th, 1886, December 4th, 1886, and October 10th, 1887, plaintiffs; against JOSEPH LAPERLE, of the township of Barnston, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

1. The lots numbers eighteen D (18D) and

(19A), dans le premier (1) rang des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Barnston.

2. Toutes ces parties des lots numéros dix-neuf B (19B) et dix-neuf C (19C), du premier rang (1), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton Barnston, qui sont incluses dans les limites désignées ci-après, à savoir: bornées au nord par le dit lot dix-neuf A (19A) du dit plan, à l'est par la moitié nord de la ligne est du dit lot numéro dix-neuf C (19C), et à l'ouest par la moitié nord de la ligne ouest du dit lot dix-neuf B (19B), et au sud par la ligne divisant les dits lots dix-neuf B (19B), et dix-neuf C (19C), en leurs moitiés nord et sud, étant la ligne nord des parties des lots ici désignés, possédés par Madame Walter Morgan ou ses représentants.—Et aussi, avec iceux, toutes les bâtisses et améliorations sur les dits terrains.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Edmond-de-Coaticook, MARDI, le HUITIEME jour de JANVIER mil neuf cent vingt-quatre, à TROIS heures de l'après-midi.

—Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 4 décembre 1923.
[Première publication, 7 décembre 1923]
6277—49-2

nineteen A (19A), in the first range (1) on the official plan and book of reference for the said township of Barnston.

2. All those parts of lots numbers nineteen B (19B) and nineteen C (19C), in the first range (1), on the official plan and book of reference for the township of Barnston aforesaid, which are included within the following mentioned boundaries, namely: bounded on the north, by the said lot number nineteen A (19A), on said plan, on the east by the north half of the easterly line of the said lot number nineteen C (19C) and on the west by the northerly half of the westerly line of the said lot number nineteen B (19B), and on the south by the line dividing the said lots numbers nineteen B and nineteen C (19B and 19C), into their north and south halves, which is the northerly line of the parts of the last mentioned lots owned by Mrs. Walter Morgan or representatives.—And therewith also all the buildings and improvements on said lands.

To be sold at the church door of the parish of Saint Edmond de Coaticook, on TUESDAY, the EIGHTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and twenty four, at THREE o'clock in the afternoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, December 4, 1923.
[First publication, December 7, 1923]
6278—49-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour supérieure.—District de Nicolet.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } DONAT DOUCET, demandeur; contre A. FONTAINE, défendeur.

Un emplacement sis et situé au village de Sainte-Madeleine, de la contenance de quatre-vingt-quinze pieds de longueur dans la ligne la plus longue pour arriver à trait carré dans l'autre ligne, et quatre-vingt-quinze pieds de largeur, le tout mesure anglaise, étant partie du lot numéro trente-huit (p. 38), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Madeleine; tenant à un bout au chemin public, à l'autre bout et des deux côtés à Johnny Fontaine—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Madeleine, MARDI, le HUITIEME jour de JANVIER prochain (1924), à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 3 décembre 1923.
[Première publication, 7 décembre 1923]
6257—49-2

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Nicolet.

Saint Hyacinthe, to wit: } DONAT DOUCET, plaintiff; against A. FONTAINE, defendant.

An emplacement situate in the village of Sainte Madeleine, containing ninety five feet in depth in the longest line to make a square trait with the other line, and fifty five feet in breadth, the whole English measure, being a part of lot number thirty eight (P. 38), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Madeleine; bounded at one end by public road, at the other end and on both sides by Johnny Fontaine—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Madeleine, TUESDAY, on the EIGHTH day of JANUARY next (1924), at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, December 3, 1923.
[First publication, December 7, 1923]
6258—49-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Procédure sommaire.

Cour supérieure.—District de Terrebonne.

Canada, } FERDINAND LALI-
Province de Québec, } BERTE, demandeur; contre FRANÇOIS-XAVIER VIGER, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Summary procedure.

Superior Court.—District of Terrebonne.

Canada, } FERDINAND LALI-
Province of Quebec, } BERTE, plaintiff; against FRANÇOIS XAVIER VIGER, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

Une ferme située dans la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, composée des lots numéros sept cent dix-neuf, sept cent vingt, sept cent vingt-un, sept cent vingt-deux, sept cent vingt-trois, sept cent vingt-quatre, sept cent vingt-cinq, sept cent vingt-six (719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726), du rang de Sainte-Marie-Anne, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, contenant, la dite ferme, cent onze arpents et trente-deux perches en superficie—avec maison, grange et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale catholique, en la ville de Sainte-Thérèse-de-Blainville, dit district, le NEUVIEME jour de JANVIER 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Sainte-Scholastique, 3 décembre 1923.
[Première publication, 7 décembre 1923]
6279—49-2

A farm situate in the parish of Sainte Thérèse de Blainville, composed of the lots numbers seven hundred and nineteen, seven hundred and twenty, seven hundred and twenty one, seven hundred and twenty two, seven hundred and twenty three, seven hundred and twenty four, seven hundred and twenty five, seven hundred and twenty six (719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726), of the range of Sainte Marie Anne, of the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Thérèse de Blainville, containing, the said farm, one hundred and eleven arpents and thirty two perches in superficies—with a house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the Catholic parochial church, in the town of Sainte Thérèse de Blainville, said district, the NINTH day of JANUARY, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, December 3, 1923.
[First publication, December 7, 1923]
6280—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour de Circuit dans et pour le comté de Terrebonne.

Canada, } J.-B. LEFEBVRE,
Province de Québec, } demandeur; vs
District de Terrebonne. } ARTHUR MASSE,
No 6852, à savoir: } défendeur.

La partie indivise appartenant à Arthur Massé, de la partie sud du lot de terre numéro quatorze (Ptie Sud No 14), de la Côte Terrebonne, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale catholique, en la ville de Terrebonne, dit district, le NEUVIEME jour de JANVIER 1924, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Sainte-Scholastique, 1er décembre 1923.
[Première publication, 7 décembre 1923]
6281—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court in and for the county of Terrebonne.

Canada, } J. B. LEFEBVRE,
Province of Quebec, } plaintiff; against
District of Terrebonne. } ARTHUR MASSE,
No. 6852, to wit: } defendant.

The undivided part belonging to Arthur Massé, of the south part of the lot of land number fourteen (south part No. 14), of Côte Terrebonne, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Louis of Terrebonne.

To be sold at the door of the Catholic parochial church, in the town of Terrebonne, said district, the NINTH day of JANUARY, 1924, at ONE o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, December 1, 1923.
[First publication, December 7, 1923]
6282—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.

Canada, } DAME CAROLINE
Province de Québec, } McMARTIN, ES
District de Terrebonne. } QUAL., demandeurs;
No 254. } contre VICTOR BER-
GERON, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Le coin nord-est d'un certain lot de terrain situé dans la paroisse de Saint-Adolphe-de-Howard, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, comme le lot numéro 1A, dans le sixième rang du canton de Howard, mesurant, la dite partie II, cinq pieds de largeur par six cents pieds de profondeur, mesure anglaise; la dite partie bornée comme suit: en front par le chemin public, en arrière, par une autre partie du dit lot, d'un côté à l'est, par la propriété de la corporation scolaire et de l'église, et de l'autre côté, à l'ouest, par une rue qui a été ouverte par le défendeur—avec toutes les bâtisses sur iceux.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Saint-Adolphe-de-Howard, dit district, le DIXIEME jour de JANVIER 1924, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Sainte-Scholastique, 4 décembre 1923.
[Première publication, 7 décembre 1923]
6283—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

Canada, } DAME CAROLINE
Province of Quebec, } McMARTIN, ES
District of Terrebonne. } QUAL., plaintiff; against
No. 254. } VICTOR BERGE-
RON, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

The northeast corner of that certain lot of land situate in the parish of Saint Adolphe de Howard, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish as lot No. 1A, in the 6th range of the township of Howard, measuring, said part II, 5 feet in width by 600 feet in depth, English measure; bounded, said part, as follows: in front by the public highway, in rear by another part of said lot, on one side to the east by the property owned by the school and church corporations, and on the other side to the west, by a street which the defendant has opened—with the buildings thereon.

To be sold at the door of the Catholic parochial church of Saint Adolphe de Howard, said district, the TENTH day of JANUARY, 1924, at TWO o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, December 4, 1923.
[First publication, December 7, 1923]
6284—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.

Canada, Province of Québec,
District of Montréal.
No 136. **S**A MAJESTE LE
ROI, demandeur;
contre THEODULE
BENARD, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi du canton de Howard, sous le No 18, dans le 3ème rang du dit canton, dans le comté d'Argenteuil—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Saint-Adolphe-de-Howard, dit district, le DIXIEME jour de JANVIER 1924, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Sainte-Scholastique, 4 décembre 1923.

[Première publication, 7 décembre 1923]
6285—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Québec,
District of Montréal.
No 136. **H**IS MAJESTY THE
KING, plaintiff;
against THEODULE
BENARD, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Howard, under the No. 18, in the 3rd range of the said township, in the county of Argenteuil—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the Catholic parochial church of Saint Adolphe de Howard, said district, the TENTH day of JANUARY, 1924, at TWO o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,

S'heriff.

Sheriff's office,
Sainte Scholastique, December 4, 1923.
[First publication, December 7, 1923]
6286—49-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: **T**ELESPHORE D.
No. 735. **L**EVESEQU, de-
mandeur; vs GEORGES VINCENT, défendeur,
et HENRI BISSON, mis en cause, et VICTOR
ABRAN, curateur au délaissement.

Comme appartenant au dit défendeur, sur le dit curateur au délaissement, savoir:

Un emplacement situé du côté nord-ouest du Boulevard Forget, connu et désigné comme étant la subdivision trente-sept du lot numéro trois cent quatre-vingt-huit (388-37), du cadastre officiel fait pour la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, mesurant trente pieds de largeur, plus ou moins, par quatre-vingts pieds de longueur, à la mesure anglaise, comprenant en largeur tout le terrain qu'il y a à partir de la ligne de division séparant les lots primitifs 387 et 388 du dit cadastre à aller à la ligne de division de l'emplacement voisin (388-38); avec droit à la ruelle située en arrière, en commun avec les ayants droits à cette ruelle pour l'utilité du dit emplacement, la dite ruelle désignée au dit cadastre comme étant la subdivision quarante du dit lot numéro trois cent quatre-vingt-huit (388-40); l'acquéreur s'engageant à entretenir la dite ruelle convenablement, avec tous les ayants droits à cette ruelle—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, 1923, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 14 novembre 1923.

[Première publication, 17 novembre 1923]
5945—46-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: **T**ELESPHORE D.
No. 735. **L**EVESEQU, plain-
tiff; vs GEORGES VINCENT, defendant, and
HENRI BISSON, mis-en-cause and VICTOR
ABRAN, curator to the surrender of property
made herein.

As belonging to the said defendant upon the said curator to the surrender of property made herein, to wit:

An emplacement situate on the northwest side of Forget Boulevard, known and designated as being the subdivision thirty seven of lot number three hundred and eighty eight (388-37) of the official cadastre made for the parish of Cap de la Madeleine, county of Champlain, measuring thirty feet in width, more or less, by eighty feet in length, English measure, comprising in width all the land there is from the line of division between the original lots 387 and 388 of the said cadastre up to the line of division of the adjacent emplacement (388-38); with right to the lane at the rear, in common with all others having rights in such lane for the use of said emplacement, the said lane being designated on the said cadastre as being subdivision forty of said lot number three hundred and eighty eight (388-40); the purchaser binding himself to suitably upkeep the said lane with all others having rights therein—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Marie Madeleine of Cap de la Madeleine, in the city of Cap de la Madeleine, the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office. Sheriff.
Three Rivers, November 14, 1923.

[First publication, November 17, 1923]
5946—46-2

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Théophile Décarie, bourgeois, Horace Décarie, jardinier, Béatrice Décarie, Claire Décarie, Delphine Décarie et Agnès Décarie, filles majeures, et Victor-E. Lambert, constructeur, tous résidant en la cité de Montréal, dit district, pour l'adoption d'une loi ratifiant la donation faite par Théophile Décarie à Horace Décarie et autres, le 9 avril 1923, du lot No. 202 du cadastre de la paroisse de Montréal, et des servitudes y attachées, et la vente du même immeuble par les dits Horace Décarie et autres à Victor-E. Lambert, le 11 avril 1923, et pour autres fins.

Montréal, 5 décembre 1923.

Le procureur des requérants,
6295—49-4 ALPHONSE DECARY.

CITÉ DE QUÉBEC

HOTEL DE VILLE

Amendements à la charte de la cité de Québec.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la Législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, et pour demander d'être autorisée à emprunter une somme de un million trois cent dix mille quatre cent trente-deux dollars (\$1,310,432.) pour payer le coût des dépenses suivantes: Deux cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre cent trente-deux dollars (\$298,432.) pour le règlement de l'affaire Bastien; trois cent mille (\$300,000.) dollars pour travaux permanents pour le département de l'Aqueduc; trente-cinq mille (\$35,000.) dollars pour trottoirs permanents; quarante-neuf mille (\$49,000.) dollars pour une station de Feu dans le quartier Montcalm; vingt-trois mille (\$23,000.) dollars pour la construction d'un poste de police dans le quartier St-Roch; vingt-cinq mille (\$25,000.) dollars pour parachever la construction de la côte Franklin; cinquante mille (\$50,000.) dollars pour la construction d'un canal d'égout collecteur sur la rue Montmagny; cinquante mille (\$50,000.) dollars pour la construction d'un canal d'égout collecteur sur la rue Saint-Olivier; deux cent quatre-vingt-quinze mille (\$295,000.) dollars pour travaux permanents dans les rues dans les quartiers Champlain, Saint-Roch, Saint-Jean, Saint-Sauveur, Montcalm et Jacques-Cartier; cinquante mille (\$50,000.) dollars pour le prolongement du quai de la Traverse; trente-cinq mille (\$35,000.) dollars pour l'élargissement de la rue Dalhousie; cinquante mille (\$50,000.) dollars pour l'élargissement de la côte d'Abraham; vingt-cinq mille (\$25,000.) dollars pour commencer la canalisation de la rivière Lairet; vingt-cinq mille (\$25,000.) pour la construction d'une côte longeant le viaduc du chemin de fer électrique entre la rue Saint-Valier et la côte du Palais; pour corriger les dispositions de la loi concernant le fonds de roulement; pour porter le terme d'office du maire et des échevins à quatre (4) ans; pour annexer à la Cité une partie de la municipalité de Saint-Colomban-de-Sillery; pour être autorisée à rembourser par d'autres emprunts certains emprunts à longue échéance qui deviennent dûs prochainement; pour autoriser le règle-

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, by Théophile Décarie, gentleman, Horace Décarie, gardener, Béatrice Décarie, Claire Décarie, Delphine Décarie et Agnès Décarie, spinsters, and Victor E. Lambert, contractor, all residing in the City of Montreal, said district, for the adoption of an Act ratifying the donation made by Théophile Décarie to Horace Décarie and others, on the 9th of April 1923, of lot No. 202 of the cadastre of the parish of Montreal, and the servitudes there to attached, and the sale of the same immovable by the said Horace Décarie and others to Victor E. Lambert, on the 11th of April 1923, and for other purposes.

Montreal, December 5, 1923.

ALPHONSE DECARY.
6296—49-4 Solicitor for applicants.

CITY OF QUEBEC

CITY HALL

Amendments to the city charter of the City of Quebec.

Public notice is hereby given that the City of Quebec shall apply to the Legislature of this Province, at its next session, to obtain certain amendments to its Charter of Incorporation and to obtain authorisation to borrow the sum of \$1,310,432.00 (one million three hundred and ten thousand four hundred and thirty two dollars) to pay the cost of the following expenditure: \$298,432.00 (two hundred and ninety eight thousand four hundred and thirty two dollars) to settle the Bastien law-suits; \$300,000.00 (three hundred thousand dollars) for permanent works in the Waterworks Department; \$35,000.00 (thirty five thousand dollars) for permanent sidewalks; \$49,000.00 (forty nine thousand dollars) for a Fire Station in Montcalm Ward; \$23,000.00 (twenty three thousand dollars) for the building of a Police Station in Saint Roch's Ward; \$25,000.00 (twenty five thousand dollars) to complete Franklin Hill; \$50,000.00 (fifty thousand dollars) to build a Drainage Sewer on Montmagny Street; \$50,000.00 (fifty thousand dollars) to build a Drainage Sewer on Saint Olivier Street; \$295,000.00 (two hundred and ninety five thousand dollars) for permanent works in the streets of Champlain, Saint Roch's, Saint John's, Saint Sauveur, Montcalm and Jacques Cartier Wards; \$50,000.00 (fifty thousand dollars) to extend the Ferry Wharf; \$35,000.00 (thirty five thousand dollars) for the widening of Dalhousie Street; \$50,000.00 (fifty thousand dollars) for the widening of Abraham Hill; \$25,000.00 (twenty five thousand dollars) to drain Lairet River; \$25,000.00 (twenty five thousand dollars) to build a hill alongside the trestle of the Electric Railway, between Saint Valier Street and Palace Hill; to amend the provisions of the law concerning a working capital (fonds de roulement); to extend to four years the term of office of the Mayor and of the Aldermen; to annex to the City a portion of the municipality of Saint Colomban de Sillery; to be authorized to reimburse by new loans certain long term bonds which will mature in the near future; to authorize an amicable settlement of the valuation of taxable property through a tribunal to be appointed by the Council; to be

ment à l'amiable de l'évaluation des propriétés imposables par un tribunal nommé par le Conseil; pour être autorisée à nommer une commission d'embellissement et passer des règlements à cette fin; pour être autorisée à faire homologuer un plan concernant les subdivisions de terrains à être faites dans les municipalités environnantes de la cité; pour être autorisée à emprunter une somme n'excédant pas trois cent mille (\$300,000.) dollars pour aider à la construction des logements ouvriers dans la Cité; pour augmenter le nombre des commissaires de la Commission de l'Exposition Provinciale; pour ratifier le paiement de la somme de six mille sept cents (\$6,700.) dollars pour payer les dépenses occasionnées par la tenue du Congrès Eucharistique de Québec; pour autoriser le paiement de la somme de dix mille (\$10,000 dollars à la Compagnie du Tramway électrique comme contribution à l'érection de la traverse à niveau du chemin de Beauport; pour être autorisée à augmenter jusqu'à cent (\$100.) dollars certaines licences de commerce; pour être autorisée à faire des contrats avec les compagnies d'assurances sur la vie pour l'opération du fonds de pension des membres de la Force constabulaire et de la Brigade du Feu; pour exempter de la taxe d'affaires les locaux occupés comme académies par des institutions laïques reconnues comme telles par le gouvernement; pour augmenter de un quart ($\frac{1}{4}$) la contribution payée par la Cité pour les trottoirs permanents construits par les propriétaires; pour abroger l'article de la loi empêchant d'imposer une taxe sur les ouvriers non résidents; pour annexer à la Cité une partie de la municipalité de Charlesbourg, et pour autres fins.

Par ordre,

Le greffier de la cité de Québec,

H.-J.-B. CHOUINARD.

Québec, 5 décembre 1923.

6297—49-4

La "Montreal Central Terminal Company" demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi accordant à la compagnie tous les pouvoirs conférés par divers actes du Parlement du Canada, Chapitre 93 de 1890, chapitre 106 de 1891, chapitre 63 de 1894, chapitre 67 de 1897, chapitre 127 de 1905, chapitre 109 de 1909, chapitre 120 de 1912, et chapitre 56 de 1917, pour la construction de tunnels sous le fleuve Saint-Laurent vis-à-vis de Montréal, et des termini et autres travaux dans cette cité et dans les environs, et autorisant la compagnie à exécuter les travaux ci-dessus décrits, sous les conditions stipulées dans la Loi des Chemins de fer de Québec, et de changer le nom de "Montreal Central Terminal Company" en celui de "The Montreal Tunnel and Terminal Company".

Montréal, 30 novembre 1923.

Le secrétaire,

6303—49-4

C. ROSS DOBBIN.

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Eugène Gagné, manufacturier, Henri Gagné, cultivateur, Alphonse Aubin, contracteur, tous du village de Métabetchouan, dans la province de Québec, Francis Stuart Williamson, ingénieur civil, Louis Wolf, gérant, et John H. Cassidy, contracteur, tous trois de la cité de Montréal, dans la dite province, pour la passation d'une loi pour les incorporer, eux, leurs associés et leurs successeurs, sous le nom de "Quebec and Western Railway", avec pouvoir de tracer, construire et mettre en opération un chemin de fer actionné par la vapeur,

authorized to appoint a Commission of Embellishment and to pass By-laws to that purpose; to be authorized to obtain homologation of a plan concerning the subdivision of building lots to be made in the neighbouring municipalities around the City; to be authorized to borrow a sum not exceeding \$300,000.00 (three hundred thousand dollars) to help the construction of lodgings for workmen within the City limits; to increase the number of Commissioners of the Exhibition Commission; to ratify the payment of the sum of \$6,700.00 (six thousand and seven hundred dollars) to cover the expenditure incurred for the holding of the Eucharistic Congress; to authorize the payment of the sum of \$10,000.00 (ten thousand dollars) to the Electric Company as a contribution to the building of a level crossing on the Beauport Road; to be authorized to increase to one hundred dollars (\$100.00) certain trade licences; to be authorized to pass contracts with Life Insurance Companies to operate the Pension Fund of the members of the Police Force and of the Fire Brigade; to exempt from business tax the places occupied as Academies by lay teachers recognized as such by the Government; to increase by one fourth the contribution paid by the City for permanent sidewalks built by proprietors; to abrogate the clause prohibiting the levying of the tax on workmen not residing in the City; to annex to the City a portion of the municipality of Charlesbourg and for other purposes.

By order,

H. J. J. B. CHOUINARD,

City Clerk of the City of Quebec.

Quebec, December 5, 1923.

6298—49-4

The Montreal Central Terminal Company will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act giving to the Company all the powers conferred by the several acts of the Parliament of Canada, Chapter 93 of 1890, Chapter 106 of 1891, Chapter 63 of 1894, Chapter 67 of 1897, Chapter 127 of 1905, Chapter 109 of 1909, Chapter 120 of 1912 and Chapter 56 of 1917, for the construction of tunnels under the River Saint Lawrence opposite Montreal and terminal and other works in that City and neighbourhood, and authorizing the Company to carry out the works therein named under the conditions of the Quebec Railway Act and to change the name of the Montreal Central Terminal Company into that of "The Montreal Tunnel and Terminal Company".

Montreal, November 30, 1923.

C. ROSS DOBBIN,

6304—49-4

Secretary.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by Eugène Gagné, manufacturer, Henri Gagné, farmer, Alphonse Aubin, contractor, all of the village of Métabetchouan, in the Province of Quebec, Francis Stuart Williamson, civil engineer, Louis Wolf, manager, and John H. Cassidy, contractor, all three of the City of Montreal, in said Province, for an Act to incorporate them and their associates and successors under the name of "The Quebec and Western Railway", with power to lay out, construct and operate a railway by means of steam, electricity or other motive power, by the most feasible and

l'électricité ou autre pouvoir moteur, par la route la plus facile et la plus avantageuse, allant de la cité de Québec, dans la dite province, à un point sur la Baie James à, ou près de l'embouchure de la rivière Nottaway, via la ville de Chicoutimi et le village de Mistassini, dans la dite province.

Montréal, 4 décembre 1923.

Le procureur des pétitionnaires,
6305—49-4 W. K. McKEOWN, C. R.

advantageous route from the City of Quebec, in said Province, to a point on James Bay at or near the mouth of the Nottaway River, passing via the Town of Chicoutimi and Village of Mistassini in said Province.

Montreal, December 4, 1923.

W. K. McKEOWN, K. C.,
6306—49-4 Attorney for Petitioners.

Soumissions

Avis public est donné, par les présentes, que le conseil municipal du village de Metis Beach recevra, au bureau du secrétaire-trésorier de la dite municipalité, le soussigné, de cette date au 27 décembre 1923, à deux heures P.M., des soumissions pour la vente d'obligations au montant de \$80,000.00, émises en vertu du règlement numéro 76, dont \$10,300.00 avec des coupons portant intérêt en date du premier de mai 1923, au taux de $5\frac{1}{2}$ pour cent, payables semi-annuellement, et remboursables par annuités, du premier de mai 1923 au premier de mai 1938; et \$69,700.00 d'obligations, avec des coupons d'intérêt en date du premier mai 1923, et portant intérêt à $5\frac{1}{2}$ %, remboursables du premier mai 1938, les intérêts payables semi-annuellement, le premier mai et le premier jour de novembre, à la Banque Molsons, à Mont-Joli, à Metis Beach et à Montréal.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque accepté égal à 1% du montant du prêt.

Les soumissions seront prises en considération à une assemblée régulière des conseillers de la municipalité du village de Metis Beach, le 27 décembre 1923, à deux heures P.M.

Chaque soumission devra être sous enveloppe scellée et remise au soussigné dans les délais stipulés.

Le conseil se réserve le droit d'accepter l'une quelconque de ces soumissions.

Metis Beach, 5 décembre 1923.

Le secrétaire-trésorier,
6309 A. H. McLAREN.

Tenders

Public notice is hereby given that the Municipal Council of the village of Metis Beach will receive at the office of its secretary-treasurer, the undersigned, from this date to December 27th, 1923, at 2 P.M., tenders for the sale of obligations to the amount of \$80,000.00, issued under by-law number 76, of which \$10,300.00 with coupons bearing interest, dated May 1st, 1923, at the rate of $5\frac{1}{2}$ % and payable semi-annually and reimbursable by annuities, from May 1st, 1923 to May 1st, 1938—and \$69,700.00 worth of obligations with interest coupons dated May 1st, 1923, bearing interest at $5\frac{1}{2}$ %, reimbursable from May 1st, 1938 and interest payable semi-annually, the first day of May and November, at The Molsons Bank, Mont-Joli, Metis Beach and Montreal.

The tenders must be presented with an accepted cheque, equal to 1% of the amount of the loan.

The tenders shall be taken into consideration at a regular meeting of the Councillors of the municipality of the village of Metis Beach on December 27th, 1923, at 2 P.M.

Any tender shall be under sealed envelope to be remitted to the undersigned within above stipulated delay.

The Council reserves the right to accept any one of the tenders.

Metis Beach, December 5, 1923.

A. H. McLAREN,
6310 Secretary-treasurer.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 49

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Anger vs Fontaine.....	3798
" Bisson vs Lambert.....	3800
" Blanchard vs Auclair.....	3800
" Blais vs Racine.....	3797
" Boulanger vs Vandandaigue.....	3798
" Côte vs Auger.....	3798
" Desrosiers vs Bérubé.....	3798
" Ethier vs Mercier.....	3800
" Gauthier vs Blais.....	3800
" Goldberg vs Sweig.....	3799
" Gravel vs Pharand.....	3797
" Guilmin vs Wilson.....	3799
" Lasanté vs Lamy.....	3800
" Lévesque vs Pinet.....	3799
" Morin vs Saindon.....	3799
" Parent vs Barré.....	3797
" Pelletier vs Boyer.....	3799

Index of the Quebec Official Gazette, No 49

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Anger vs Fontaine.....	3798
" Bisson vs Lambert.....	3800
" Blanchard vs Auclair.....	3800
" Blais vs Racine.....	3797
" Boulanger vs Vandandaigue.....	3798
" Côte vs Auger.....	3798
" Desrosiers vs Bérubé.....	3798
" Ethier vs Mercier.....	3800
" Gauthier vs Blais.....	3800
" Goldberg vs Sweig.....	3799
" Gravel vs Pharand.....	3797
" Guilmin vs Wilson.....	3799
" Lasanté vs Lamy.....	3800
" Lévesque vs Pinet.....	3799
" Morin vs Saindon.....	3799
" Parent vs Barré.....	3797
" Pelletier vs Boyer.....	3799

Dme Rosenstein vs Singer.....	3798	Dme Rosenstein vs Singer.....	3798
" Roy vs Lévesque.....	3800	" Roy vs Lévesque.....	3800
" Tanguay vs Darche.....	3798	" Tanguay vs Darche.....	3798
ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:		ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—	
Monette vs Dutrizac.....	3801	Monette vs Dutrizac.....	3801
ANNONCEURS:—Avis aux :—.....	3767	ADVERTISERS:—Notice to :—.....	3767
AVIS DIVERS :—		MISCELLANEOUS NOTICES:—	
A vendre, Gazette Officielle reliée.....	3768	For sale, bound copies Official Gazette..	3768
Gatineau Co., Lt'd., construction d'une écluse.....	3801	Gatineau Co., Lt'd., construction of a dam.....	3801
BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—		BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY :—	
Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.	3768	Relating to private bills to be introduced during the coming session.....	3768
DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—		APPLICATION TO PARLIAMENT:—	
Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal.....	3787	Montreal Firemen's Benefit Associaton..	3787
Berberi, Georges.....	3794	Berberi, Georges.....	3794
Bonnapetit, Dame Maurice.....	3795	Bonnapetit, Dame Maurice.....	3795
Boulevard Gouin.....	3788	Boulevard Gouin.....	3788
Brière, Arthur <i>et al</i>	3796	Brière, Arthur <i>et al</i>	3796
Brown Corporation.....	3787	Brown Corporation.....	3787
Bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la ville de Montréal.....	3785	Protestant School Board of Commissioners of the city of Montreal.....	3785
Burton, T. E.....	3788	Burton, T. E.....	3788
Canada Steamship Lines, Lt'd.....	3787	Canada Steamship Lines, Lt'd.....	3787
Chaussé, Alcide.....	3786	Chaussé, Alcide.....	3786
Chevalier, Joseph.....	3783	Chevalier, Joseph.....	3783
Cité de Lachine.....	3795	City of Lachine.....	3795
Cité d'Outremont.....	3793	City of Outremont.....	3793
Cité de Québec.....	3824	City of Quebec.....	3824
Cité de Saint-Lambert.....	3784	City of Saint Lambert.....	3784
Club St-Denis.....	3788	Club St-Denis.....	3788
Commissaires d'écoles de la municipalité de Grand'Mère.....	3792	School commissioners of the municipality of Grand'Mère.....	3792
Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.....	3790	Montreal Catholic School Commission..	3790
Commission Métropolitaine de Montréal.	3790	Montreal Metropolitan Commission....	3790
Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park.....	3789	Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park.....	3789
Décarie, T. <i>et al</i>	3824	Décarie T. <i>et al</i>	3824
Drouin, Rosario.....	3788	Drouin, Rosario.....	3788
Hôpital Sainte-Justine.....	3783	Hôpital Sainte-Justine.....	3783
LaBrecque, François.....	3791	LaBrecque, François.....	3791
La Corporation de Notre-Dame-du-Che-min.....	3794	La Corporation de Notre-Dame-du-Che-min.....	3794
LaRue, Lucien.....	3792	LaRue, Lucien.....	3792
Les Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul.....	3795	Les Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul.....	3795
Le Séminaire de Gaspé.....	3792	Le Séminaire de Gaspé.....	3792
Les Sœurs de Saint-François-d'Assise...	3784	Les Sœurs de Saint-François-d'Assise...	3784
Les Syndics des écoles protestantes de Lachine.....	3794	Protestant School Trustees of Lachine..	3794
Les Ursulines de Gaspé.....	3792	Les Ursulines de Gaspé.....	3792
L'Heureux, Dr Arthur.....	3786	L'Heureux, Dr Arthur.....	3786
L'Institut des Frères de Notre-Dame de la Miséricorde.....	3786	L'Institut des Frères de Notre-Dame de la Miséricorde.....	3786
Meilleur, Jules <i>et al</i>	3794	Meilleur, Jules <i>et al</i>	3794
Montreal Central Terminal Company...	3825	Montreal Central Terminal Company...	3825
Montreal Maternity.....	3794	Montreal Maternity.....	3794
Montreal Tramways Company.....	3790	Montreal Tramways Company.....	3790
Morgan, James <i>et al</i>	3788	Morgan, James <i>et al</i>	3788
Paroisse Saint-Herménégilde.....	3793	Parish Saint Herménégilde.....	3793
Paroisse St-Pierre Claver.....	3788	Parish Saint-Pierre-Claver.....	3789
Quebec & Chibougamau Ry. Co.....	3791	Quebec & Chibougamau Ry Co.....	3791
Quebec & Western Railway.....	3825	Quebec & Western Railway.....	3825
Succession Francis Rosconi.....	3790	Estate Francis Rosconi.....	3790

Succession W. J. Poupore.....	3784	Estate W. J. Poupore.....	3784
Syndics des écoles protestantes de la cité de Verdun.....	3789	Protestant Board of School Trustees of the city of Verdun.....	3789
The Metropolitan Columbus Association.....	3792	The Metropolitan Columbus Association.....	3792
The Shefford, Bagot & Missisquoi Ry., Co.....	3792	The Shefford, Bagot & Missisquoi Ry., Co.....	3792
Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Co.....	3787	Verchères Chambly & Laprairie Tramways Co.....	3787
Ville de Bagotville.....	3791	Town of Bagotville.....	3791
Ville de Magog.....	3720	Town of Magog.....	3720
Ville de Terrebonne.....	3786	Town of Terrebonne.....	3786
Vincent, P. Heeney.....	3791	Vincent, P. Heeney.....	3791
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—		TREASURY DEPARTMENT :—	
Commercial Union Assurance Co. Lt'd... 3797		Commercial Union Assurance Co. Lt'd... 3797	
Patriotic Assurance Co., Lt'd..... 3796		Patriotic Assurance Co., Lt'd..... 3796	
Scottish Metropolitan Assurance Co., Lt'd..... 3796		Scottish Metropolitan Assurance Co., Lt'd..... 3796	
Sun Insurance Office of London..... 3796		Sun Insurance Office of London..... 3796	
LETTRES PATENTES :—		LETTERS PATENT :—	
✓ Bolton & Kennedy, Limited..... 3768		Bolton & Kennedy, Limited..... 3768	
✓ Gastonguay & Gallant, ltée..... 3772		Gastonguay & Gallant, Lt'd..... 3772	
✓ Hudsons, Limited..... 3770		Hudsons, Limited..... 3770	
✓ Michaud & Cie, ltée..... 3771		Michaud & Cie, ltée..... 3771	
St. John Hay, Grain & Feed Co..... 3774		St. John Hay, Grain & Feed Co..... 3774	
— The Chauvin Bag Co., Lt'd..... 3777		The Chauvin Bag Co., Lt'd..... 3777	
The Plessisville Lumber Co., Lt'd..... 3776		The Plessisville Lumber Co., Lt'd..... 3776	
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—	
Algonquin Power Company..... 3779		Algonquin Power Company..... 3779	
MINUTES DE NOTAIRE :—		NOTARIAL MINUTES :—	
Côté, Adjutor..... 3802		Côté, Adjutor..... 3802	
En faveur de Clermont, A..... 3802		In favor of Clermont, A..... 3802	
En faveur de Merizzi, G..... 3801		In favor of Merizzi, G..... 3801	
Gauvin, J.-A..... 3802		Gauvin, J.-A..... 3802	
Tourigny, Olivier..... 3802		Tourigny, Olivier..... 3802	
SOUMISSIONS :—		TENDERS :—	
Village de Metis Beach..... 3800		Village of Metis Beach..... 3800	
VENTE—LOI DE FAILLITE :—		SALE—BANKRUPTCY ACT :—	
Audet, Adélarde..... 3802		Audet, Adélarde..... 3802	
VENTE PAR LICITATION :—		SALE BY LICITATION :—	
Guimond, Ephrem..... 3803		Guimond, Ephrem..... 3803	
Laberge vs Gendron <i>et al.</i> 3803		Laberge vs Gendron <i>et al.</i> 3803	
Ostell <i>et al</i> vs Ostell <i>et al.</i> 3805		Ostell <i>et al</i> vs Ostell <i>et al.</i> 3805	
VENTE POUR TAXES :—		SALE FOR TAXES :—	
Ville de Pointe-aux-Trembles..... 3807		Town of Pointe-aux-Trembles..... 3807	
VENTES PAR LES SHÉRIFS :—		SHERIFF'S SALES :—	
ABITIBI :—		ABITIBI :—	
Beauchesne vs Bergeron..... 3809		Beauchesne vs Bergeron..... 3809	
BEAUCÉ :—		BEAUCÉ :—	
Corriveau vs Paquet..... 3809		Corriveau vs Paquet..... 3809	
Hébert vs Rancourt..... 3810		Hébert vs Rancourt..... 3810	
JOLIETTE :—		JOLIETTE :—	
Gariépy vs Ayotte..... 3810		Gariépy vs Ayotte..... 3810	
Turgeon vs St. Georges..... 3810		Turgeon vs St. Georges..... 3810	

MONTMAGNY :—

Lemieux vs Lessard.....	3811
Parent vs Cloutier.....	3811

MONTMAGNY :—

Lemieux vs Lessard.....	3811
Parent vs Cloutier.....	3811

MONTREAL :—

Cité de Verdun vs Hayes.....	3815
Cité de Verdun vs Sicard <i>et al</i>	3815
Krasel vs Séguin.....	3812
Lafontaine vs Pitre.....	3813
Larivière vs Daoust.....	3813
Smith vs Marcotte.....	3814

MONTREAL :—

City of Verdun vs Hayes.....	3815
City of Verdun vs Sicard <i>et al</i>	3815
Krasel vs Séguin.....	3812
Lafontaine vs Pitre.....	3813
Larivière vs Daoust.....	3813
Smith vs Marcotte.....	3814

NICOLET :—

Lambert vs Smith.....	3816
Tourigny <i>et al</i> vs Descôteaux <i>et al</i>	3816

NICOLET :—

Lambert vs Smith.....	3816
Tourigny <i>et al</i> vs Descôteaux <i>et al</i>	3816

PONTIAC :—

Meldrum vs Russell.....	3817
P.-T. Légaré, Ltée vs Brisson <i>et al</i>	3816

PONTIAC :—

Meldrum vs Russell.....	3817
P. T. Légaré, Lt'd, vs Brisson <i>et al</i>	3816

QUÉBEC :—

Cité de Lévis vs Carrier.....	3818
Cité de Québec vs Marcotte.....	3818
Grandbois vs Rompré.....	3818
Neilson vs Emond.....	3817
Paquet vs Raymond.....	3817

QUÉBEC :—

City of Lévis vs Carrier.....	3818
City of Quebec vs Marcotte.....	3818
Grandbois vs Rompré.....	3818
Neilson vs Emond.....	3817
Paquet vs Raymond.....	3817

RICHELIEU :—

Boucher vs Lahaye.....	3819
------------------------	------

RICHELIEU :—

Boucher vs Lahaye.....	3819
------------------------	------

ROBERVAL :—

Harvey <i>et al</i> vs Boudreault.....	3819
--	------

ROBERVAL :—

Harvey <i>et al</i> vs Boudreault.....	3819
--	------

SAINT-FRANCOIS :—

Lallier vs Mailhot <i>et vir</i>	3820
Parsons vs Audet.....	3820
Parker <i>et al</i> vs Laperle.....	3820

SAINT FRANCIS :—

Lallier vs Mailhot <i>et vir</i>	3820
Parsons vs Audet.....	3820
Parker <i>et al</i> vs Laperle.....	3820

SAINT-HYACINTHE :—

Doucet vs Fontaine.....	3821
-------------------------	------

SAINT-HYACINTHE :—

Doucet vs Fontaine.....	3821
-------------------------	------

TERREBONNE :—

Laliberté vs Viger.....	3821
Lefebvre vs Massé.....	3822
McMartin vs Bergeron.....	3822
Sa Majesté le Roi vs Bénard.....	3823

TERREBONNE :—

Laliberté vs Viger.....	3821
Lefebvre vs Massé.....	3822
McMartin vs Bergeron.....	3822
His Majesty the King vs Bénard.....	3823

TROIS-RIVIÈRES :—

Lévesque vs Vincent.....	3823
--------------------------	------

THREE RIVERS :—

Lévesque vs Vincent.....	3823
--------------------------	------

